16-30 NOVEMBRE 1953 BI-MENSUEL (Quatrième année) N° 98

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901
30, Rue de Gramont
PARIS-2e

Téléphone : RIChelieu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

Trente-sixième Anniversaire de la Révolution d'Octobre 1

Le principe de la «direction collective» 3

Thorez et Duclos vous tendent la main 5

Erratum (Bénès et Staline) 7

Moscou et le front unique en Europe.. 8

Echecs et neutralisme 8

Memento de la « guerre froide »..... 8

LE COMMUNISME DANS LE MONDE LIBRE

Dix ans après la promesse de Moscou les Autrichiens attendent toujours leur libération 10

Les journées d'études des instituteurs 11

LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIETISE

Changements idéologiques et politiques en Pologne depuis la mort de Staline 15

Nouveau tournant dans la politique économique de l'U.R.S.S...... 17

SUPPLEMENT : *UN CALIGULA AU KREMLIN : LE CAS PATHOLOGIQUE DE STALINE*

Trente-sixième Anniversaire de la Révolution d'Octobre

Les dirigeants soviétiques se donnent bien du mal pour conférer au trente-sixième anniversaire de la révolution bolchéviste un éclat particulier. Ils font état notamment de leurs derniers décrets sur la production et les prix agricoles, textes et chiffres pleins de promesses, pour célébrer d'avance une vie meilleure à venir dans les « deux ou trois années » prochaines.

Cependant ces décrets traduisent de belles résolutions qui sont autant d'aveux de faillite et d'impuissance communistes. S'il faut deux ou trois ans pour améliorer quelque peu le sort matériel de la population laborieuse de l'U.R.S.S. à partir de 1953, cela signifie que Staline et Cie ont menti jusqu'à présent dans leur prétention d'avoir réalisé le socialisme. Quant aux promesses d'aujourd'hui, pourquoi vaudraient-elles mieux que celles d'hier ? Voici trente-six ans que cela dure.

Certes il serait possible et même facile d'élever le niveau de vie des travailleurs soviétiques, mais à condition de renoncer aux ambitions insensées qui font partie de l'héritage de Staline, et d'abord au dessein de domination universelle. C'est ce dessein monstrueux qui exige la militarisation à outrance de l'Empire totalitaire, l'enrégimentation de tous ses habitants des villes et des campagnes, l'état de siège renforcé en permanence, la bureaucratisation étatique de toutes les activités sociales et humaines, enfin tant d'entreprises démesurées dont la plus coûteuse et vaine se donnait naguère comme une « transformation stalinienne de la nature ».

Dans son discours du 8 août dernier, Malenkov disait que les investissements, de 1925 à 1952, ont atteint aux prix actuels 831 milliards de roubles pour l'industrie lourde et les transports, 72 milliards seulement pour l'industrie légère et 94 milliards pour l'agriculture. Cela suffit à expliquer pourquoi le niveau de vie soviétique, trente-six ans après la révolution d'Octobre, reste inférieur à celui de 1914, sous le tsarisme.

Pour dissimuler cette vérité majeure, la propagande pseudo-communiste inonde les deux continents de sa littérature mensongère et pléthorique, de ses statistiques truquées, de photographies trompeuses et de faux témoignages. Mais tout cela est démenti par l'interdiction d'entrer en U.R.S.S. et par l'impossibilité d'en sortir. Si les réalités soviétiques étaient montrables, Staline et ses successeurs n'auraient pas fait tant de façons pour les montrer, ni terrorisé leurs sujets pour les empêcher de parler ou d'écrire.

Il est clair que les 831 milliards investis dans l'industrie lourde et les transports depuis les plans quinquennaux ont servi, au détriment du bien-être général, à des travaux très souvent non-rentables, à des œuvres de prestige comme toutes les tyrannies sont capables d'en faire, à des

préparations stratégiques et militaristes commandées par une politique d'impérialisme, enfin dans le meilleur des cas à des développements industriels excessifs, disproportionnés, impliquant un gaspillage désastreux. Le vrai progrès, harmonieux et durable, se traduirait par d'autres chiffres, eu égard à l'industrie légère et à l'agriculture c'est-à-dire aux besoins élémentaires des consommateurs.

Les zélateurs du totalitarisme soviétique, dont le jargon vaut la manière de penser, ont acclimaté dans leur milieu l'expression bizarre de « construction du socialisme », à l'appui de quoi ils produisent des vues d'échafaudages, de terrassements, de chantiers, voire de bâtiments terminés (surtout des bureaux, des édifices publics, des locaux d'habitation pour les nouvelles classes privilégiées). Or la construction d'usines, d'immeubles, de voies ferrées, etc., a lieu dans d'autres pays sans qu'il soit question de « socialisme » ni de s'extasier là-devant. En quoi consiste la différence entre la soi-disant « construction du socialisme » et la construction tout court ?

En ceci que les ouvriers soviétiques, soumis à une discipline de chiourme, privés de tout droit d'expression et d'association, munis d'un livret de travail et d'un passeport intérieur qui leur interdisent de bouger, sont réduits à un état de servage dont nul n'a idée au dehors. Ce régime imposé par un terrorisme policier implacable, la peur du camp de concentration et la peine de mort, permet de faire peiner à bas prix des millions d'individus qui fournissent des milliards d'heures de travail, donc des bâtisses, des canaux, des machines. On croyait savoir que le socialisme promettait autre chose.

Les paysans « collectivisés » ne sont pas mieux traités que les ouvriers, Malenkov et Khrouchtchev en ont fait récemment l'aveu public et non-contradictoire. A telle enseigne que beaucoup désertent les kolkhozes pour bricoler et subsister à la ville. Le gouvernement se voit obligé de mobiliser « au moins » cinquante mille communistes et cent mille techniciens de spécialités diverses pour les envoyer à la campagne. Et quels sont les effets de l'économie collective ?

Les rapports de Malenkov et de Khrouchtchev ainsi que les décrets consécutifs montrent que le pouvoir soviétique compte sur les stimulants matériels accordés aujourd'hui à l'intérêt privé, spécule sur le progrès réalisable dans les lopins individuels des kolkhoziens et des ouvriers pour faire face aux besoins minimums de la population. Sans les millions de petites parcelles travaillées à bras, les millions d'enclos et de jardinets, ce serait la famine.

Car la crise de l'élevage et des produits laitiers, le manque de pommes de terre et de légumes, etc., qui ont motivé le dernier « tournant » de la politique économique des exploiteurs soviétiques ne trouvent de compensation que dans les céréales, seule production maintenue non loin de son niveau antérieur par le machinisme. Et dans l'ensemble, la récolte a quelque peu baissé par rapport au nombre de bouches à nourrir. « Notre pays est assuré en pain », affirme Malenkov pour se rassurer en rassurant. Mais il n'en doit pas le prix, ni que le pain va manquer s'il doit remplacer la viande, les œufs et les pommes de terre.

Malenkov n'ose pas révéler au monde extérieur les prix payés aux kolkhozes par l'Etat soviétique en échange de leurs livraisons obligatoires de grains car cela permettrait de comparer aux prix du pain et dévoilerait un système de spoliation sans précédent. On sait seulement que la viande sera désormais payée aux éleveurs plus de cinq fois et demie plus qu'auparavant, ce qui en dit long sur les prix d'hier, équivalant presque à la confiscation. Jamais « l'exploitation de l'homme par l'homme », comme disait Saint-Simon, n'avait atteint le point marqué sous Staline.

Si l'agriculture collective, arbitrairement supposée socialiste, ne subsiste qu'à l'aide de la petite entreprise agricole privée ayant le profit personnel et familial pour mobile, l'industrie planifiée ne se tire d'affaire tant bien que mal qu'à force d'expédients contraires à la planification et d'infractions au « système » pseudo-socialiste. Le *blat*, puisqu'il faut l'appeler par son nom, fait de tricheries et de débrouillages, unique recours dans tous les cas difficiles, intervient à propos pour huiler la grinçante et inopérante machine bureaucratique. Une sorte de marché noir où se pratiquent les échanges en nature, assortis de courtages aux intermédiaires, supplée au fonctionnement normal du prétendu « système ». Là encore prévaut l'initiative individuelle rémunérée en marge des principes.

Il n'y a donc pas de quoi vanter les fameuses « réalisations » soviétiques, accomplies d'ailleurs à trop grands frais injustifiables et qui doivent tant aux techniques étrangères, surtout américaines. Elles ne sauraient masquer l'essentiel, à savoir les nouvelles différenciations et inégalités sociales, plus accentuées que dans l'Occident capitaliste, qui caractérisent l'Empire knouto-soviétique sous l'oppression d'une nouvelle classe dominante et parasitaire, — le parti communiste.

Des esprits forts, qui se croient réalistes en faisant fi de toute morale et de toute justice, veulent rendre hommage au « système » soviétique en lui attribuant indûment des mérites d'efficacité, de rendement, de puissance, par contraste avec la

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris (2e).

Russie du début du siècle. Leur sophisme a été réfuté d'avance par tous les auteurs sérieux qui ont traité du développement économique de la Russie moderne, par Lénine et Pokrovski entre autres. Il suffira de citer un Français dont l'ouvrage a paru en 1914, donc avant toute querelle d'école et sans arrière-pensée hostile aux futurs occupants du Kremlin.

Dans sa préface à *La Transformation Economique de la Russie* (Paris, 1914), M. Edmond Théry, directeur de *L'Economiste Européen*, s'adressait en ces termes à ses lecteurs :

« *S'appuyant sur les résultats constatés depuis le commencement du XX^e siècle, ils arriveront à cette conclusion que si les choses, dans les grandes nations européennes, se passent entre* 1912 *et* 1950 *comme elles viennent de se passer entre* 1900 *et* 1912, vers le milieu du présent siècle la Russie dominera l'Europe, *tant au point de vue politique qu'au point de vue économique et financier.* »

Et tout le livre de 272 pages, riche d'arguments et de chiffres, motive cette conclusion parfaitement objective. Tel était l'avenir de la Russie prévisible dès lors, d'une Russie sans soviets, sans tchékisme, sans plans quinquennaux, sans kolkhozes et sans Staline.

Le principe de la « direction collective »

Depuis la mort de Staline le mot « vojd », si fréquemment employé autrefois, a pratiquement disparu du vocabulaire soviétique. Une autre expression bannie durant la dictature personnelle de Staline, celui de la « direction collective » a reparu. Toute l'histoire du pouvoir en U.R.S.S. est comprise entre ces deux termes, son histoire passée, et son histoire présente, car, quelle que soit la prééminence du rôle de Malenkov, on ne peut pas savoir encore si les événements qui ont suivi la mort de Lénine vont se renouveler et si le pays aura un nouveau Staline.

Un précédent historique

Taut qu'il vécut, Lénine fut le chef incontesté du parti bolchevik. Il lui arrivait de rencontrer une forte opposition dans le Comité central sur telle ou telle question, voire d'y être mis en minorité, mais même dans ces moments cruciaux, personne ne mit jamais en question le droit de Lénine à diriger le parti et le gouvernement.

Lénine disparu, qui allait prendre sa place ? Cinq mois après sa mort, au V^e Congrès du Komintern en 1924, Zinoviev eut à répondre à cette question qu'avaient ouvertement posée certains chefs communistes de l'Europe occidentale (à cette époque-là on pouvait se permettre une telle question). Il le fit en ces termes : « *Nous-mêmes, nous n'avons plus cette confiance que nous avions autrefois en nous-mêmes, lorsque nous savions que nos décisions seraient en dernier lieu revues et pour ainsi dire ratifiées par Lénine, dont le jugement avait cette maturité, cette objectivité, cette prévoyance, cette orthodoxie marxiste introuvables ailleurs. Lénine n'existe plus. Il n'y a pas d'autre Lénine dans le monde et cependant il faut diriger la lutte du prolétariat mondial. La conclusion suivante s'impose : la direction internationale doit devenir plus collective... Lénine n'est plus, nous devons créer un organe collectif, un organe de fer, jouant véritablement un rôle directeur et incarnant la raison collective de tous les partis (communistes)* ».

Si on remplaçait le nom de Lénine par celui de Staline, et si on ne savait que chez les successeurs de Staline, le ton est beaucoup moins franc, le style beaucoup plus décoloré et fastidieux, on croirait que ces paroles ont été prononcées en 1953 par l'un des dirigeants de l'Union soviétique.

Le parallèle doit être poursuivi plus avant. Car la direction collective dont on parlait tant en 1924 n'était alors qu'un mot, comme aujourd'hui.

Lorsque Zinoviev tenait ces propos devant les dirigeants communistes russes et étrangers, il ne pouvait pas proclamer que lui-même ou quelqu'un d'autre était un nouveau Lénine. Il ne se trompait pas ni ne dissimulait rien quand il déclarait qu'il n'y avait pas d'autre Lénine, mais il n'était plus aussi sincère lorsqu'il affirmait qu'il fallait créer une direction collective pour remplacer le maître disparu. Car, dès cette époque-là, Lénine était remplacé, non par une « direction collective », au sens plein que Zinoviev avait paru donner à ce terme, mais par la « troïka » Zinoviev-Kemeniev-Staline. La formule de la direction collective n'était qu'un paravent à l'abri duquel ces trois hommes s'efforçaient de s'emparer du pouvoir dans l'Etat, dans le parti, dans l'Internationale et d'écarter, pour y parvenir, le concurrent le plus dangereux, Trotski.

Les événements d'ailleurs devaient se précipiter et très vite, il devint clair qu'on allait non pas vers la création d'une direction collective dans le parti bolchevik et dans l'Internationale, mais vers une transformation du triumvirat initial en une dictature du seul Staline.

Après la mort de Staline

La formule de la direction collective, lancée de nouveau après la mort de Staline, connaîtra-t-elle, dans les années qui viennent, un autre sort?

C'est le 16 avril — sept semaines après la mort de Staline — que parut dans la *Pravda* le premier article où le principe de la direction collective était donné comme la nouvelle règle d'or dans la vie intérieure du parti. Il fut suivi d'un certain nombre d'autres et notamment de critiques émanant de membres de certains comités locaux et dénonçant les manquements à ce principe des dirigeants de ces comités. Comme d'habitude, cela ne signifiait pas que les gens du pays ou les membres du parti protestaient contre l'insuffisance de l'application de ce principe, mais que la direction du parti préparait un certain nombre de réformes dans la vie interne du parti.

Donc, dans la *Pravda* du 16 avril 1953 un certain Slepov partit en guerre contre les « petits dictateurs » qui sévissaient dans le parti : « *L'un des principes fondamentaux du parti est la décision collective quand il s'agit de problèmes importants à la vie du parti... Nous trouverons encore des chefs qui violeront le principe de la direction collective, qui régleront des questions importantes par leur seule décision, sans consulter les membres du Bureau... Par exemple, le camarade Alamanov, premier secrétaire du Comité du parti de la province de Dzhalal-Abad néglige fréquemment l'opinion des membres du Bureau et ne les consulte pas et le camarade Svirine, secré-*

taire du Comité du parti du district de Valouïki (province de Koursk) décide fréquemment des questions de sélection et de nomination du personnel, de sa propre initiative sans discussion devant le Bureau du Comité du district. »

Et voici le conseil donné par la *Pravda* aux dirigeants locaux du parti, qui avaient, semble-t-il, pris l'habitude de se comporter comme Staline lui-même : « *Les chefs ne doivent pas considérer les critiques que l'on fait d'eux, comme un affront personnel. Ils doivent être capables d'accepter les critiques courageusement et ils doivent se montrer prêts à courber leur volonté sous la volonté de la collectivité. Sans ce courage, sans la capacité de surmonter sa vanité personnelle et de courber sa volonté sous la volonté de la collectivité, il ne peut pas y avoir de direction collective, pas de collectivité.* »

Toutefois, jusqu'à la chute de Béria, ce fut aux organisations locales du parti à travers l'U.R.S.S. que l'on rappela la nécessité de la direction collective et les critiques ne furent adressées qu'aux dirigeants subalternes du parti. Mais quand l'élimination de Béria fut rendue publique, l'éditorial de la *Pravda* du 10 juillet étendit le respect de ce principe à la direction du parti, elle-même, en lui donnant une extension fort large, puisque ce n'était pas seulement, le Bureau politique mais le Comité central qui, selon cet article, devait exercer la direction : « *La force de notre direction réside dans son caractère collectif, cohérent et monolithique... Seule l'expérience politique collective,* SEULE LA SAGESSE COLLECTIVE DU COMITE CENTRAL, *qui se fonde sur la base scientifique de la théorie marxiste-léniniste, assure la justesse de la direction du parti et du pays, l'unité et la cohérence inébranlables des rangs du parti, le succès de l'édification du communisme dans notre pays* ».

Venait à l'appui de cette thèse, un texte de Marx condamnant le culte de la personnalité ! L'article, par une discrétion fort à propos, n'invoquait, outre Marx, que Lénine et passait sous silence le nom de Staline.

Depuis lors, le principe de la direction collective a été souvent réaffirmé dans la *Pravda* comme base de tout le travail du parti bolchevik, depuis les sections de base jusqu'au Comité central. Fin juillet, le document officiel célébrant le cinquantenaire du parti bolchevik ne se bornait pas à réaffirmer ce principe : il s'ingéniait à montrer qu'il n'avait pas cessé d'être appliqué dans le parti depuis 1903.

Chez les satellites

Les partis communistes des pays satellites ne pouvaient pas ne pas suivre cet exemple. La direction collective fut donc partout célébrée comme le principe suprême. Ce fut l'organe du Kominform « *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* » qui donna le signal en reproduisant mot pour mot certaines phrases de la *Pravda*. Le 4 septembre encore, son éditorial intitulé « *La direction collective, principe suprême de direction dans les partis communistes et ouvriers* » donnait en exemple le parti bolchevik, plagiant simplement l'ancien éditorial déjà cité de la *Pravda* : « *Le parti communiste de l'Union soviétique part du fait que seule l'expérience collective, la sagesse collective du Comité central, qui se fonde sur la base scientifique de la théorie marxiste-léniniste* »... etc. (voir plus haut).

Cet éditorial offrait en outre l'intérêt d'annoncer que « *ces derniers temps* » (ces imprécisions chronologiques sont dans la manière communiste) les comités centraux d'une série de partis communistes des pays satellites s'étaient réunis et avaient pris des décisions concernant la nécessité de respecter rigoureusement le principe de la direction collective : « *Les faits montrent que les dispositions des Statuts du parti, les principes de la direction collective sont fréquemment violés dans certaines organisations du parti* ».

Le premier parti cité était le *parti des travailleurs hongrois*. Ainsi étaient sanctionnés l'éviction de Rakosi de la présidence du Conseil des ministres et la liquidation partielle de son culte personnel. En Allemagne orientale, le nouveau principe faillit justifier la disgrâce du chef même du S.E.D. Ulbricht dut livrer une dure bataille, contre à peu près la moitié du Politbureau (1) et, s'il ne perdit pas tout, il sortit néanmoins de l'affaire avec une autorité diminuée ; il n'est plus actuellement que *premier secrétaire du Comité central*, au lieu de secrétaire général, et les décisions du gouvernement relèvent désormais du principe de la direction collective. Même en Albanie, le gouvernement communiste fut remanié selon cette formule.

Les partis communistes des pays libres ont été également tenus de proclamer cette nouvelle sagesse, et l'éditorial du Kominform citait ceux d'Allemagne occidentale, d'Italie et de France, dont le Politbureau dans une résolution soulignait la nécessité « *d'assurer dans toutes les organisations du parti le fonctionnement régulier de directions collectives* ».

Pourquoi le principe de la « direction collective »

Une telle insistance tend à produire l'impression d'une mesure importante visant à démocratiser la structure du parti et à lui ôter son caractère totalitaire. Il serait évidemment puéril de le croire. Les hommes qui parlent de démocratie et de direction collective ont tous fait carrière dans le monde communiste par des méthodes qui n'ont rien à voir avec la démocratie et ils ont gravi les échelons supérieurs du parti, non grâce à la « collectivité du travail », mais par les moyens contraires : carriérisme, favoritisme, manœuvres auprès de Staline et des petits Staline. D'ailleurs on ne remarque aucun changement dans la direction des affaires du P.C. français, ni des autres, depuis qu'on a proclamé le principe de la direction collective. Les communistes nous ont trop habitués à faire le départ entre leurs propos et leurs pratiques pour que, la mise à la montre de la formule de la direction collective nous induise à croire que le poids d'un Malenkov ou Khrouchtchev pèse au Politbureau autant que celui de Pervoukhine ou Sabourov, ou que le Politbureau n'est rien sans le Comité central ?

Toutefois, si rien d'essentiel n'a été modifié dans la direction des partis communistes, le principe de la direction collective est plus qu'un simple slogan. Derrière cette façade on ne se trompe guère semble-t-il en écrivant que se cache l'effort des membres de l'ex-politbureau (le Praesidium) pour empêcher l'apparition d'un nouveau Staline. Ils savent mieux que personne que Staline, devenu tout puissant, a assassiné presque tous ses anciens collègues à la tête du parti. Qui garantit qu'un nouveau Staline ne pourrait faire la même chose ? Sous Staline, tout le monde se sentait dans l'insécurité, y compris les membres du Politbureau. Staline mort, ces

(1) Voir *B.E.I.P.I.*, numéro du 1-16 octobre 1953.

gens voudraient acquérir la sécurité tout d'abord pour eux-mêmes. Le meilleur moyen est d'empêcher l'intronisation d'un nouveau despote tout puissant.

Il reste à savoir si cette politique préventive réussira et si le système communiste peut se passer de l'existence d'un numéro 1 incontesté et tout-puissant. La nature totalitaire du communisme le réclame sans aucun doute. Dans tous les pays communistes, de la Chine de Mao Tsé Toung à l'Albanie d'Enver Hodza, il existe un chef du parti et de l'Etat selon le modèle soviétique. Les dirigeants soviétiques pourront-ils rompre avec ce qui est maintenant pour eux une tradition, comme s'est sans doute une nécessité ? Pourront-ils se passer d'un chef ? Derrière la façade de la direction collective, il y a fort à parier que l'histoire des années qui suivirent la mort de Lénine se répète. En même temps que la direction collective faisait sa réapparition dans le langage, quelque chose comme une nouvelle troïka semblait mise en vedette : elle comprenait Malenkov, Béria et Molotov. On sait ce qu'il est advenu déjà de l'un des triumvirs.

Thorez et Duclos vous tendent la main

RÉUNI à Drancy les 22 et 23 octobre, le récent Comité central du P.C.F. a été l'occasion de manifester avec autant d'éclat que possible les nouvelles propositions d'alliance, de rassemblement, d'unité d'action du parti soviétique. Elles étaient prévisibles et déjà partiellement formulées ; sans doute ne leur manquait-il, pour apparaître avec le maximum de netteté, que le signal du Kremlin ; peut-être aussi fallait-il attendre le moment, dans les variations de la santé chancelante de Maurice Thorez, où il serait en état d'articuler intelligiblement quelques mots.

La « question désisive »: armée européenne ou Indochine?

La presse quotidienne a immédiatement remarqué que le P.C.F. propose son alliance à tous les partis et à tous les hommes politiques pour rejeter le traité d'armée européenne. L'arsenal de conditions draconiennes ou extravagantes dont sont ordinairement assorties les propositions d'alliance du P.C.F. a merveilleusement disparu. On peut même dire que les communistes ne mettent réellement *aucune* condition à cette alliance, en dehors de l'unique et simple objectif commun. A ce signe, on reconnaît que le P.C.F., aujourd'hui, *veut aboutir.* Il est aussi indulgent sur le passé, la personne, l'appartenance de ses alliés possibles qu'il le fut en 1935-1936 et en 1941-1944.

L'appel à un rassemblement national contre la ratification de la C.E.D. a été lancé par Jacques Duclos dans son « rapport » du 22 octobre. Le passage essentiel en a été reproduit par l'*Humanité* du 23 (page 4) en caractères énormes. La perche tendue était typographiquement assez grosse pour tirer ou crever l'œil :

« *Nous sommes convaincus que si tous les patriotes s'unissent, nous pouvons empêcher la ratification des accords de Bonn et de Paris... Nous déclarons, nous communistes, que nous sommes prêts, avec tous les Français quels qu'ils soient — nous disons bien quels qu'ils soient — qui, comme nous, ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht, à participer à toutes les actions politiques qui peuvent et doivent être organisées en une puissante campagne à travers la France.*

« *A cette déclaration solennelle, nous ajoutons, nous communistes, que nous sommes prêts, dans tous les actes de la vie parlementaire, à contribuer pour notre part à la défaite des promoteurs et défenseurs de l'armée européenne.* »

Le lendemain, Maurice Thorez (*Humanité* du 24 octobre) confirmait en termes aussi formels :

« *Rien de plus important, rien de plus urgent que le rassemblement de tous les bons Français en vue de faire échec aux accords de Bonn et de Paris... Pour notre part nous sommes résolus à ne rien négliger, y compris sur le plan parlementaire, afin d'assurer la défaite des promoteurs de l'armée dite européenne.* »

Pareillement, la « résolution finale » du Comité central déclarait (*Humanité* du 24 octobre, page 4, colonne 4) :

« *Dans le pays et au Parlement, notre Parti est résolu tout particulièrement à faire tous ses efforts pour empêcher la ratification des accords de Bonn et de Paris, question décisive du moment.* »

De fait, le dimanche suivant 25 octobre, dans toutes les grandes villes de France et à Paris (porte de Versailles) se tenaient des « rassemblements » communistes, sous l'égide du « Mouvement de la Paix », dont le thème était l'union des « bons français » contre l'armée européenne.

Néanmoins, la plate-forme choisie n'est pas forcément aussi définitive qu'il le paraît. Le rapport de Duclos laisse une porte ouverte sur une *autre* question « décisive » ; il contient deux alinéas qui peuvent permettre, s'il en est besoin, un retournement ultérieur :

« *Avec le problème de la fin de la guerre d'Indochine, celui de l'armée européenne constitue le point essentiel de la politique extérieure de la France.*

« *Il est bien difficile de donner à l'un ou à l'autre de ces problèmes un rôle prééminent. Ils sont urgents tous les deux ; ils exigent tous les deux de nous une lutte acharnée et nous pouvons dire qu'une victoire remportée dans l'un ou l'autre de ces secteurs sera une victoire de l'indépendance française sur les impérialistes américains et leurs agents.* »

Evidemment, ces deux « secteurs » sont complémentaires, ils sont étroitement liés pour la politique soviétique et ses agents d'exécution en France. Mais ils sont loin de l'être pour tous les alliés possibles auxquels le Parti communiste vient de tendre la main. Sur la guerre d'Indochine, il peut espérer se rencontrer plutôt avec certains socialistes de la S.F.I.O. qu'avec le R.P.F. et l'extrême-droite ; sur l'armée européenne au contraire, il rejoint l'extrême-droite et le R.P.F. (mais ceux-ci réclament une victoire militaire en Indochine), et il se sépare davantage encore des socialistes de la tendance de M. Guy Mollet. Si le P.C.F. insiste sur les deux « secteurs » à la fois,

il diminue ses chances de manœuvre, ou du moins il en limite l'étendue. C'est pourquoi, *tactiquement,* il est amené à établir un ordre d'importance et d'urgence.

Indiscutablement, à l'occasion du Comité central, les dirigeants du P.C.F. ont choisi l'armée européenne comme cheval de bataille et prétexte à un « rassemblement national ». Il n'est pas inutile de noter que, pour le cas où ils n'obtiendraient pas dans cette voie les résultats attendus, ils tiennent en réserve dès maintenant, et très explicitement, une autre plate-forme pour une autre formule de rassemblement.

Avec et chez les communistes?

Le premier accueil reçu par les propositions communistes auprès de MM. Edouard Herriot, Léo Hamon, Daladier, Michelet est significatif à cet égard. Ces quatre hommes politiques n'ignorent évidemment pas ce qu'est le « Mouvement de la Paix », organisateur théorique des rassemblements communistes du 25 octobre comme il avait été, notamment, l'organisateur théorique de la sanglante émeute communiste provoquée le 26 mai 1952 dans les rues de Paris. Ils ont apporté à ce « Mouvement » l'appui de leur personne et lui ont manifesté leur approbation.

M. Edouard Daladier, dans son message au meeting communiste, acceptait l'alliance du P. C.F. :

« *Je ne cesserai pas de combattre ce néfaste projet* (de C.E.D.)... *D'autres, certes, le combattent aussi, et je suis leur allié, pour ce combat, quels que soient leur parti ou leurs croyances.* »

M. Léo Hamon, sénateur M.R.P., était presque aussi affirmatif dans un message analogue :

« *Je souhaite que, quelles que soient par ailleurs les divergences des uns et des autres, nous puissions trouver des terrains de rencontre.* »

Toute la question est en effet de savoir ce qui sera classé dans les « divergences » tolérables et ce qui constituera le « terrain de rencontre ». Car si, pour M. Daladier, et sans doute pour M. Léo Hamon, le « terrain de rencontre » avec les communistes peut être à la fois « européen » et « indochinois », il n'en va pas de même pour M. Edmond Michelet, qui ne paraît pas rallié aux thèses de Thorez et Duclos sur l'Indochine. Il n'en va pas de même, non plus, pour M. Edouard Herriot. Le président de l'Assemblée nationale ne se serait pas fait représenter à la réunion communiste du 25 octobre, croyons-nous, si elle avait eu pour thème la guerre d'Indochine. Mais, comme elle portait sur l'armée européenne, il s'y fit représenter par M. Viennet, son adjoint à la mairie de Lyon, qui y prit la parole en son nom, sous la présidence du crypto-communiste notoire Justin Godart.

On peut donc dire qu'au départ, la manœuvre communiste a remporté un certain succès. Quoi que l'on pense par ailleurs de l'armée européenne (il va sans dire que toutes les opinions sont libres à ce sujet, et peut-être même toutes utiles dans une démocratie), c'est une chose d'exprimer sa pensée, c'en est une autre d'aller l'exprimer avec et chez les communistes. Que cette distinction fondamentale continue à s'effacer dans l'esprit d'un nombre non négligeable d'hommes politiques, et le P.C.F. aura obtenu ce dont il a le plus besoin : il redeviendra ainsi devant l'opinion un « parti comme les autres », un parti « républicain» et «national», — comme en 1935-1936, comme en 1941-1944. C'est sur cette promotion politique qu'il fait actuellement porter le principal de son effort. Et c'est par là qu'il peut « renverser la tendance » qui lui était contraire depuis 1947. Il reculait, lentement mais constamment. Il perdait l'une après l'autre les positions-clés dont il avait réussi à s'emparer au gouvernement, dans l'administration, dans la vie économique et sociale. Il perdait aussi ses adhérents : ce n'était pas un effondrement, mais un amenuisement continu (1). Les analyses les plus attentives ont suffisamment montré que la principale force du Parti communiste réside dans les erreurs de manœuvre, les complaisances, parfois la lâcheté de ceux qui sont ou devraient être ses adversaires. C'est pourquoi l'on peut craindre que, si l'on n'y veille, le P.C.F. n'ait des chances sérieuses de rétablir partiellement son influence et sa puissance au cours des prochains mois.

La rentrée politique de Duclos

L'importance des récentes propositions d'alliance du Parti communiste est soulignée encore par le fait qu'elles ont été l'occasion d'une rentrée politique de Duclos. Il n'était certes point à la retraite. Mais il parlait peu, ou il parlait pour ne rien dire. On peut faire le compte de ses articles et de ses discours dans les derniers mois : il n'y en a guère. On peut surtout en examiner le contenu : il se limitait à la propagande la plus ordinaire, ou à des appels destinés à secouer l'apathie des militants (notamment en ce qui concerne le « soutien » et la diffusion de la presse du Parti). Il n'avait rien dit d'important concernant l'orientation générale de la politique communiste en France.

S'il est sorti de cette espèce de silence, c'est évidemment que l'occasion en valait la peine. C'est lui qui a lancé l'appel à quelque chose qui pourrait être comme un nouveau « Front des Français » contre l'armée européenne. Thorez, au second jour du Comité central, n'a fait en somme que donner son assentiment et sa caution. Sa présence, son allocution confirment une relative amélioration de son état de santé dont on avait par ailleurs d'autres signes. Au précédent Comité central, tenu les 16 et 17 juin 1953 à Issy-les-Moulineaux, et où il faisait sa première apparition en public depuis 1950, il avait été physiquement incapable de prononcer son discours, ou même de l'enregistrer : les postes de radio sous contrôle soviétique qui émettent « Ce soir en France » durent en faire lire le texte par un speaker anonyme. Cette fois, Thorez a réellement parlé. Mais il n'a fait que donner à nouveau son approbation à Duclos. Son allocution était beaucoup moins maladroite qu'en juin, et ne commençait plus par cet aveu d'inutilité : « *Je n'ai vraiment rien à ajouter au rapport de Jacques Duclos* ». Mais le fond est le même, il se borne à reprendre et à avaliser ce qui a déjà été dit.

Quant à Lecœur, son rapport avait pour objet de « *porter l'action du Parti à un niveau supérieur* ». Un tel titre pouvait légitimement faire attendre des considérations sur la ligne la plus générale du Parti, sur sa stratégie et son orientation idéologique et politique. En fait, ce fut un exposé technique consacré aux questions d'organisation. Les secrétaires du P.C.F., qu'ils soient titulaires ou fonctionnaires, ont été remis à leurs tâches spécialisées, l'organisation pour Lecœur, la presse pour Fajon, la formation des cadres pour Billoux ; et ils ne font plus dans la politique générale ces interventions personnelles où l'on avait vu s'affronter Lecœur et Frachon. Le se-

(1) Voir à ce sujet la brochure publiée par le *B.E.I.P.I.* en avril 1953 sous le titre : *Les faiblesses actuelles du P.C.F.*

crétariat du Parti est redevenu un organisme d'exécution.

Le Bureau politique, en revanche, fait à nouveau figure d'organisme directeur. Il ne publie plus de communiqués ni de procès-verbaux depuis des mois, contrairement à une très vieille tradition. Il travaille dans le secret le plus absolu: il n'annonce même pas quand il se réunit. Ce qui ne veut pas dire que son atmosphère, sa procédure, son rôle ne soient plus ceux que l'on voyait dans le « Cahier » de Duclos. Mais la part très relative d'autonomie que les circonstances, après la maladie de Thorez, avaient donnée aux membres du B. P. et du Secrétariat se trouve aujourd'hui radicalement annulée. Si Duclos garde une position prééminente, comme le montre le rôle qu'il vient de jouer au dernier Comité central, il ne semble pas qu'il ait été capable d'effectuer lui-même cette reprise en main. On y verra plutôt le résultat d'une intervention soviétique, car on avait toutes raisons de s'inquiéter à Moscou du mauvais fonctionnement de la direction du P.C.F. : et cette réorganisation s'est effectuée grâce à la *présence* de Maurice Thorez et à l'*activité* de son secrétaire particulier Fernand Dupuy (membre du Comité central), qui fait figure en ce moment du principal homme de confiance de la bureaucratie du Kremlin pour diriger l'appareil communiste français.

« Il faut que ça change ! »: Mais quoi ?

Les textes même du dernier Comité central nous inviteraient, s'il en était besoin, à séparer moins que jamais les manœuvres communistes des desseins politiques de l'U.R.S.S. qui constituent leur raison d'être. Le mot d'ordre très général : « *Il faut que ça change* » n'est pas le résultat d'une analyse de la situation intérieure française. Sans doute, divers mécontentements, dont certains sont parfaitement légitimes, se manifestent en France depuis quelques semaines avec une impatience plus sensible que les mois précédents. D'aucuns escomptaient trouver un terrain de rencontre « social » avec le Parti communiste, qui ne manque d'exploiter ni les mouvements d'humeur des différentes catégories de la population, ni les injustices dont elles peuvent être victimes. Mais le Comité central vient de donner une tout autre orientation à la volonté de « changement ».

Ce qui doit changer, pour le P.C.F., c'est la politique *extérieure* de la France. La main tendue aux Français « quels qu'ils soient » pour empêcher la ratification de la C.E.D., cela signifie très explicitement la main tendue aussi bien au patronat, aux conservateurs, aux réactionnaires, aux fascistes, bref à tous les « traîtres » et à tous les « ennemis » d'hier. Joignant aussitôt le geste à la parole, les communistes ont littéralement acclamé M. Daladier au cours de la séance de l'Assemblée nationale du 27 octobre, alors que (par exemple) Etienne Fajon parlait dans *l'Humanité* du 27 avril 1951 des « *trahisons encore fraîches du fossoyeur Daladier* ». Ce « nouveau cours » de la politique communiste était repérable avant même le Comité central de Drancy. Le Parti avait visiblement hésité à exploiter à fond les grèves d'août. Il avait participé à la campagne de convocation anticipée de l'Assemblée : lorsque cette convocation fut obtenue, Raymond Guyot ne prononça à la tribune avec un vocabulaire forcément « révolutionnaire », qu'un discours très en arrière de la main, sans perspectives d'action.

C'est qu'au même moment, Moscou entreprenait ouvertement une tentative de « séduction » à l'égard de la France. Une allusion explicite d'un discours de Malenkov, plusieurs articles de la *Pravda* et des *Izvestia* ont clairement proposé à Paris de renouer l'alliance franco-russe contre l'Allemagne. Dans le cadre de cette politique, le P.C.F. ne renonce évidemment pas (il ne le pourrait pas) à tout un verbalisme de « révolution sociale » ; mais il ne faut pas s'y tromper, ce ne sont que des mots; ses attitudes réelles et ses actions effectives dans ce domaine, tout en reflétant le souci de ne pas « se couper des masses », sont devenues « raisonnables » et « modérées ». Ce que Moscou attend et espère de la France en cet automne 1953, ce n'est absolument pas une tentative de révolution bolchévique (et encore moins la formation d'une majorité de « gauche sociale »), c'est un renversement des alliances. Il est probable que cette attitude demeurera telle au moins jusqu'au moment où le Parlement sera appelé à se prononcer sur le projet d'armée européenne.

L'engrenage de la main tendue, aujourd'hui, n'entraînerait pas seulement une rentrée des communistes dans la majorité et dans les avenues du pouvoir ; il vise surtout à obtenir que la France (une France « sociale » ou une France « réactionnaire », peu importe à Malenkov) *change de « camp »*. C'est cela, et cela seulement, que les communistes s'efforcent de faire *changer*. Leurs propositions d'action commune au sujet de la C.E.D. n'invoquent qu'un acte négatif et limité : le rejet du traité. C'est là-dessus et non sur les conséquences d'un tel rejet, que le P.C.F. recherche des alliés. Mais ces conséquences constituent son but véritable et fondamental. S'il ne les met pas trop en avant, il ne les cache pas non plus. Thorez a dit : « *La mise en vigueur du pacte franco-soviétique... contribuerait à rendre à notre pays sa liberté d'action en politique extérieure* ». En vérité, c'est bien de cela qu'il s'agit : de la politique extérieure, et de la « liberté d'action » très particulière que connaissent les pays qui, de gré ou de force, sont dans le camp de Moscou (2).

(2) A cet égard on retiendra le fait (inaccoutumé) que Maurice Thorez ait donné une « interview » à l'*Observateur* (numéro du 29 octobre), et qu'il y ait répété ou précisé : « *Pour remédier aux maux qui accablent aujourd'hui le pays, il est nécessaire avant tout de changer l'orientation de sa politique extérieure...* (tandis que) *la bataille qui aboutit au succès du Front populaire* (en 1936) *avait essentiellement un contenu social...* (Mais aujourd'hui) *le front de lutte tend à englober toutes les classes laborieuses et en même temps d'autres milieux, c'est-à-dire tous les Français qui veulent reconquérir l'indépendance et la souveraineté nationales.* » A la question de savoir si le P.C.F. favorisera une « ouverture vers la gauche » de la politique française, Thorez répond en éludant et, sans prononcer le mot « gauche » affirme à nouveau : « *Rien de plus important que le rassemblement de tous les bons Français en vue de faire échec aux accords de Bonn et de Paris... Nous sommes déterminés à nous associer à tous les Français quels qu'ils soient qui sont les adversaires de ces accords.* »

Erratum

Au sujet de l'article « *Bénès et Staline* » nous tenons à préciser qu'il était fait d'après une étude — et non d'après un livre comme il a été indiqué par erreur — de E. Taborsky dans la revue *Journal of Central European Affairs*, qui paraît aux Etats-Unis, où l'ancien secrétaire de Bénès s'est réfugié et où il est professeur d'Université. L'article avait pour titre : « *Bénes and Staline Moscow* 1943 *and* 1945. »

Moscou et le front unique en Europe

La *Pravda* du 27 octobre 1953 a publié un article de O. Kuusinen qui est venu corroborer les constatations que nous avons faites dans l'avant dernier numéro du *B.E.I.P.I.* sur la manœuvre du front unique. Cet article, intitulé : « *Les partis communistes de l'Europe occidentale en avant-garde de la lutte pour les libertés démocratiques*» est caractéristique tant par la personne de son auteur, que par le contenu.

O. Kuusinen compte parmi les rares survivants de ceux qui prirent part à la création de l'Internationale communiste. Réfugié en U.R.S.S. il a participé à tous les congrès du Komintern, et il a été nommé membre du Comité exécutif dès le III[e] congrès, mandat qui lui fut renouvelé par les trois congrès suivants. Dans les années 1930, il fit partie avec Georges Dimitrov du W.E.B. (section du Komintern pour l'Europe occidentale) et le fait qu'il traite à nouveau de ce sujet dans la *Pravda* pourrait indiquer, qu'à défaut d'une autre occupation, le Praesidium bolchevik (auquel Kuusinen accéda en octobre dernier et où il demeura jusqu'à la mort de Staline) lui a de nouveau confié la tâche de rapporteur pour les partis communistes de l'Europe occidentale auprès du Kremlin.

La *Pravda*, c'est-à-dire le Praesidium, se réjouit des exemples de l'unité d'action sur le plan politique et syndical des communistes et d'autres groupements ouvriers. « *Les faits prouvent que les partis communistes de la plupart des pays, notamment les partis de France et d'Italie, ont réellement appris à appliquer la politique léniniste de l'unité d'action de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.* »

Cette unité d'action a obtenu, selon Kuusinen, des résultats énormes en France durant les grèves d'août, grèves qui auraient touché plus de 4 millions de travailleurs et auxquelles auraient pris part « *épaule contre épaule avec les membres de la C.G.T. les adhérents des autres syndicats, ainsi que la majorité des travailleurs non-organisés* ». Alors que les communistes enregistrent ces succès, toujours selon Kuusinen « *les socialistes de droite — dernière réserve de la bourgeoisie réactionnaire — perdent leur influence sur les masses ouvrières* ».

En Italie, la tactique communiste a réussi également, toujours selon Kuusinen, car « *l'unité d'action du parti communiste et socialiste, est la source de la grande force du prolétariat italien, la base de ses futurs succès.* » En Allemagne occidentale ces résultats ne sont pas encore atteints, mais Kuusinen affirme que là-bas aussi les succès viendront, comme en France et en Italie. Et Kuusinen de terminer son article par une profession de foi, qui est à verser au dossier de l'interprétation communiste de la co-existence pacifique : « *Les réactionnaires sont incapables de comprendre qu'on ne peut pas vaincre le communisme, de même qu'il est impossible de vaincre un peuple ou de faire tourner en arrière la roue de l'histoire... En tête des masses populaires, qui défendent les libertés démocratiques, l'indépendance et la paix, la classe ouvrière et son avant-garde, les partis communistes, remplissent leur devoir, que le développement historique tout entier leur a assigné.* »

Echecs et neutralisme

Le tournoi d'échecs international de Zurich s'est terminé en octobre dernier par la victoire du Russe Smyslov, qui a ainsi conquis le droit de se mesurer l'année prochaine avec le champion du monde Botvinnik, lui aussi de nationalité russe.

En commentant ce résultat, l'*Arbeiter-Zeitung* (Vienne) du 25 octobre accuse les organisateurs du tournoi d'avoir facilité la victoire du joueur soviétique en admettant que neuf sur les quinze participants fussent des Russes. Pour faciliter la victoire de leur compatriote Smyslov, ceux-ci lui consentirent rapidement des remis afin de lui éviter une fatigue excessive, tandis que son principal adversaire Reshevsky (U.S.A.) dut peiner pendant de longues heures sur des parties dont l'issue était claire depuis longtemps. « *Finalement,* écrit l'*Arbeiter-Zeitung, Reshevsky exténué dut se contenter de la deuxième place.* »

L'*Arbeiter-Zeitung* ajoute :

« *La Fédération Internationale des Echecs (F.I.D.E.), comme c'est le sort de tous les neutralistes, s'est laissé « rouler » par les Russes : elle a même consenti à accorder un privilège spécial au champion Botvinnik. Si celui-ci devait s'incliner devant Smyslov, il aurait pourtant le droit de participer au prochain tournoi de* 1956. *C'est ainsi que ces manœuvres obscurcissent d'une ombre décevante l'un des plus grands championnats de l'histoire des échecs.* »

Memento de la "guerre froide"

La *Pensée*, « revue du rationalisme moderne » qui paraît tous les quatre ou cinq mois, est dirigée par un comité comprenant MM. Joliot-Curie, Georges Cogniot, Henri Wallon, Marcel Prenant, Georges Teissier, Francis Jourdain, Jean Orcel et Paul Labérenne. C'est dire qu'elle offre toutes garanties d'orthodoxie soviétique. Elle est d'ailleurs publiée par les « Editions sociales » (64, boulevard Auguste Blanqui) qui sont une officine placée directement sous la direction du P.C.F.

Le numéro 48-49, daté de mai-août 1953, s'en prend au *B.E.I.P.I.* en sa page 280, sous la signature du secrétaire de rédaction René Maublanc. Il paraît que nous pratiquons ici la « chasse aux sorcières ». Pourquoi, comment ? Parce que nous avons dressé et publié (n° 82 de février 1953) un recensement des organisations satellites du Parti communiste. Nous l'avons fait avec toutes les distinctions nécessaires. La C.G.T. ou l'U.J.R.F., par exemple, ont une allégeance plus visible, voire plus directe que le M.L.P. (Mouvement de Libération du Peuple) ; nous l'avons noté. Mais enfin, toutes nuances admises, toutes différences marquées, nous avons dressé un catalogue de l'appareil parallèle du P.C.F., comprenant 134 organisations, groupements, sociétés et comités. Nous avons donné leur nom et leur adresse. Nous leur avons envoyé notre travail, à titre d'information. Depuis neuf mois, aucune ne nous a adressé une protestation ou un démenti.

Aucune de ces 134 organisations parallèles n'a démenti, mais c'est la *Pensée* communiste, laquelle n'était pas mise en cause, qui proteste. C'est une confirmation de poids. Nous en prenons acte.

Mais *contre quoi* proteste la *Pensée* ? Cela surtout est intéressant, et peut nous apprendre ce que signifie la « chasse aux sorcières » dans la bouche des communistes. Nous n'avons lancé ni menaces ni appels au meurtre. Nous n'avons demandé ni au gouvernement, ni à la police, ni aux syndicats, ni au peuple français d'entreprendre la moindre action contre le personnel ou les locaux de ces organisations. Nous n'avons fait que dresser leur catalogue, et dire ce qu'elles sont. Nous n'avons cherché qu'à déceler et à faire connaître la nature de leur lien avec le Parti communiste. Notre tâche s'est limitée à élaborer et à produire une documentation qui n'a pas pu être contestée. C'est tout. Avec beaucoup de travail, un peu d'encre et de papier, nous avons causé une gêne réelle à l'appareil satellite du Parti communiste. Il crie. Il crie à la « chasse aux sorcières ». Simplement parce que nous avons démasqué sa direction, sa présence ou son influence dans un certain nombre d'organisations, que le *Monde* et d'autres journaux présentent benoîtement comme « indépendantes » et « représentatives ».

Dans la lutte contre le communisme, la *connaissance* de ce phénomène et de ses moyens d'action tient la première place. Et les communistes ne l'ignorent pas.

⁂

En passant boulevard Saint-Germain, on pouvait voir ces temps derniers à la vitrine de la librairie Berger-Levrault un livre sur la politique soviétique en 1939, publié par les « Editions sociales ». Nous reviendrons sur le contenu de cet ouvrage, qui reprend les thèses classiques du Parti communiste concernant le pacte Hitler-Staline. C'est son exposition, et cela seulement, qui nous intéresse aujourd'hui.

Les « Editions sociales » sont l'une des douze ou quatorze maisons d'édition dont le Parti communiste dispose à Paris. Plus encore que les autres, elles sont directement rattachées à la direction du P.C.F. ; elles ne s'en cachent pas ; elles ne publient pas, comme par exemple les « Editions du Pavillon », des ouvrages dont le contenu et l'auteur « ne sont pas » communistes. Elles sont l'officine la plus orthodoxe et la plus officielle du Parti, à peu près sur le même plan que les « Editions du P.C.F. » de la rue Lafayette. Cette situation des « Editions sociales » n'est un mystère pour personne dans le monde de l'édition. Comment, dès lors, une grande librairie française, dont l'honorabilité est connue, peut-elle exposer dans sa vitrine un livre édité par une telle maison ?

Il est extravagant, en tous cas, que de bonnes âmes nous mettent en garde avec insistance, dans le *Monde* ou dans *Combat,* contre la tendance déplorable à « brûler les livres » des communistes. On ne les brûle pas. On ne demande pas qu'ils soient brûlés. On constate seulement que l'on fait tout le contraire, et que même l'on va un peu loin dans cette voie.

Le livre des « Editions sociales » n'est ni à « brûler » ni à « interdire ». Les librairies communistes le mettent en vente, et l'on ne songe pas à empêcher ce commerce : mais elles suffisent à cette tâche. Il est même parfaitement normal que la librairie Berger-Levrault en ait plusieurs exemplaires en magasin, ce qui nous permet de nous les procurer sans devoir rendre visite aux boutiques du Parti. Elle peut même l'inscrire sur son catalogue (de préférence en signalant qu'il s'agit d'un livre orthodoxement et organiquement communiste). Mais de là à le mettre en vitrine, il y a plus qu'un pas. L'exposition est un acte gratuit (on l'espère) et *positif* de publicité.

Est-il donc si difficile, pour ne point être considéré comme un « brûleur de livre », de refuser tout acte positif de propagande communiste ?

⁂

Diverses mesures de légitime défense viennent d'être prises par le gouvernement contre la pénétration des communistes dans certains secteurs de l'Education nationale et de la Recherche scientifique. Nous avons parlé déjà de l'affaire de l'E.N.A. nous avons évoqué celle du C.N.R.S., mais il est impossible de les évoquer toutes, — faute d'ailleurs d'informations suffisantes, les services officiels de l'information laissant le champ libre aux communistes et à leurs alliés conscients ou inconscients.

Parmi ces différentes affaires, l'une présente, au premier abord, un caractère assez troublant : celle de l'instituteur Chaze, de Vals-les-Combes, dans l'Ardèche. Il se peut que la mesure prise contre lui ait été entachée d'arbitraire. Nous étions tout prêts à le croire. Mais à peine avions-nous essayé d'y voir clair, en lisant seulement les écrits des défenseurs de Chaze que nous avons respiré *ce relent de malhonnêteté intellectuelle* qui se dégage de ce qu'écrivent, non seulement les communistes mais ceux qui volent à leur secours.

Un exemple : dans l'*Observateur* du 22 octobre 1953, M. Denis Forestier, secrétaire général du syndicat des Instituteurs, mêlé de très près à l'affaire Chaze, et qui ne doit rien en ignorer, écrivait :

« *Mais Chaze avait pour M. Ribeyre le tort rédhibitoire d'être le frère d'un conseiller général communiste.* »

D'où on était induit à conclure que Chaze n'était même pas communiste et payait pour son frère.

Nous ouvrons *l'Ecole et la nation,* revue mensuelle éditée par le P.C. à l'usage des instituteurs — numéro de novembre 1953 — et nous y trouvons page 9, sous la signature de J. Fouraison, instituteur (communiste) à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche) :

« *Mais Chaze, militant communiste actif, ne plaisait pas à M. Ribeyre, Garde des Sceaux et maire de Vals, qui avait d'ailleurs demandé son déplacement en* 1947 *alors qu'il exerçait dans la même localité.* »

Chaze était donc communiste lui-même, contrairement à ce qu'on avait laissé entendre. Il avait déjà eu une « histoire » dans ce poste où on le voit revenir (fait assez rare) après un séjour ailleurs.

Tout cela ne permet pas d'affirmer que la mesure prise soit fondée, mais donne l'impression très nette que les défenseurs de Chaze n'ont *pas tout dit.* Pourquoi ? Si leur cause est tellement bonne, la vérité ne doit pas les gêner.

RÉSERVÉ AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CE BULLETIN N'EST PAS VENDU

LE COMMUNISME DANS LE MONDE LIBRE

Dix ans après la promesse de Moscou les Autrichiens attendent toujours leur libération

Le vendredi 30 octobre fut pour l'Autriche un jour de deuil national. Dix ans plus tôt, le 1er novembre 1943, les puissances alliées avaient signé à Moscou la célèbre déclaration promettant la restauration d'une Autriche libre et indépendante. On sait que l'Autriche attend toujours d'être débarrassée des occupants, huit ans et demi après sa « libération ». Le Parlement se réunit ce 30 octobre en séance solennelle, le Président de la République et d'autres dignitaires du régime élevèrent, une fois de plus, une protestation indignée, et une grève générale de 5 minutes, observée par toutes les classes de la population, souligna avec force la volonté unanime de cette petite nation.

Ayant connu l'occupation allemande pendant sept ans et l'occupation russe pendant huit ans et demi, les Autrichiens manifestent, chaque fois que l'occasion se présente, leur aversion catégorique pour ceux qui sympathisent avec les occupants. Quelques élections viennent d'en fournir une nouvelle démonstration : des élections municipales dans les villes de Salzbourg et de Villach (capitale de la Carinthie) et des élections provinciales dans le Tyrol. Voici le chiffre des voix recueillies par le Parti communiste à la solde de Moscou :

	1949	1953	
Tyrol	3.667	3.707	+ 40
Salzbourg	1.666	1.470	— 196
Villach	1.457	1.092	— 365
Total	6.790	6.269	— 521

Le recul communiste semble peu considérable; cela tient simplement à ce que, depuis longtemps réduits à leur plus simple expression, les communistes n'avaient plus grand'chose à perdre : leur pourcentage dans les suffrages exprimés tombe de 1,63% à 1,60% dans le Tyrol, de 3,5% à 2,6% à Salzbourg et de 8,6% à 6,3% à Villach.

***

Depuis un mois, on procède dans toute l'Autriche au renouvellement des comités d'entreprises. Ces élections se soldent pour les communistes par des pertes catastrophiques, même dans des établissements relevant de l'administration soviétique et où l'occupant avait réussi, jusqu'à présent, à maintenir son influence par la terreur en embauchant de préférence des communistes patentés et en faisant planer la menace du renvoi sur les salariés suspects de sympathies socialistes. Nous reproduisons ci-contre quelques résultats caractéristiques, enregistrés dans nombre de grandes entreprises (grandes à l'échelle autrichienne) :

	Communistes		Socialistes	
	1951	1953	1951	1953
Steyr-Werke (const. mécan.)	2.081	311	4.419	5.474
Graz-Pauker (mat. roulant)	229	190	1.052	1.346
Siemens-Halske (const. élect.)	474	281	1.731	1.644
Semperit (pneus) ...	1.123	759	2.066	2.430
Schœller-Bleckmann (aciéries)	845	542	2.072	2.223
Felixdorf (textiles) ..	97	36	1.070	946
Grünbach (charbonn.) (a) .	9(b)	7(b)	9(b)	11(b)
St.-Pölten (text. artific.) (a)...	686	557	448	530

(a) Administration soviétique. — (b) Mandats.

Dans l'ensemble des établissements ci-dessus, les communistes perdent 52 % de leurs voix. Leur part dans les suffrages exprimés tombe de 28 % à 13 %. Encore ne s'agit-il là que d'entreprises où les communistes, jusqu'ici relativement forts, avaient encore quelque chose à perdre. Dans l'ensemble de l'industrie autrichienne, la part des salariés qui votent pour eux n'excède plus guère 5 %.

***

Les autorités soviétiques continuent de s'ingérer dans l'administration autrichienne, malgré leur politique de « détente » et de « bienveillance » inaugurée depuis quelques mois. Le 3 octobre dernier, un inspecteur de police communiste, Georges Winterer, du Xe arrondissement de Vienne (secteur soviétique) hélait un taxi dans le secteur anglais et se faisait conduire devant un commissariat de police du secteur soviétique. Arrivé là, il arrêta le chauffeur, un Autrichien d'origine russe, qui fut « cuisiné » pendant toute une journée par des policiers communistes, auxquels se joignirent quelques Russes. On lui promit la liberté à condition qu'il acceptât de fournir aux Soviets des renseignements sur les services militaires américains. Le chauffeur fit semblant d'accepter et, sitôt relâché, prévint la police autrichienne (dans le secteur occidental, bien entendu).

A la suite de l'enquête ordonnée par le préfet de police de Vienne, l'inspecteur Winterer fut arrêté le 22 octobre et ne tarda pas à passer aux aveux. L'après-midi du même jour, la Kommandantura russe intima à M. Holaubek, préfet de police l'ordre de remettre l'inspecteur Winterer en liberté. Le préfet de police s'y refusa, et les choses en sont là pour l'instant. Il faut retenir surtout le motif pour lequel les Soviets ont réclamé la libération de l'inspecteur : la Kommandantura déclara au préfet de police que l'inspecteur arrêté avait agi *sur l'ordre* de la puissance occupante.

Les Journées d'études des instituteurs communistes

Le Parti communiste avait réuni, les 3, 4 et 5 septembre à Paris, pour les journées nationales d'études, les plus zélés de ses militants de l'enseignement primaire. Il y avait là, selon les chiffres donnés par le Parti, « *près de* 500 *instituteurs et institutrices venus de* 75 *fédérations* » (1), tous communistes, et tous attendant des instructions précises sur l'action à mener dans les mois prochains pour soutenir leur parti (2).

Conquérir les instituteurs

Le fait de réunir ainsi, dans une assemblée spéciale, les instituteurs communistes est significatif de la volonté du P.C. de pénétrer dans les milieux de l'enseignement primaire et des méthodes qu'il entend utiliser pour y parvenir et pour tenir bien en mains ceux de ses membres qui militent dans ce milieu si propice aux déviations doctrinales.

En effet, en dehors de la *Fédération autonome de l'Education nationale* et du *Syndicat national des instituteurs* qui en est partie intégrante et qui groupe les neuf dixièmes du personnel, il existe au sein de la C.G.T. une seconde *Fédération de l'Education nationale* où se retrouvent ceux des professeurs et des instituteurs qui, tout en appartenant à la Fédération autonome, ont tenu à demeurer membres de la C.G.T. après la scission de 1948.

Cette fédération cégétiste de l'enseignement est évidemment entre les mains des communistes. Sa secrétaire, Jacqueline Marchand, n'appartient pas au P.C. Mais son action ne se sépare guère de celle du parti et elle est assistée d'un bureau où l'on trouve une majorité de communistes, parmi lesquels Paul Delanoue (par ailleurs secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats de l'Enseignement, affiliée à la F.S.M.). Elle édite d'ailleurs depuis 1949, pour ne rien cacher de ses sentiments, un bulletin qui a pour titre : « *Pédagogie soviétique* ».

On peut, dans ces conditions, s'étonner que les dirigeants communistes ne se soient pas contentés du syndicat cégétiste pour poursuivre l'habituel travail de fraction au sein du syndicat autonome. Peut-être la présence d'un certain nombre d'adhérents progressistes, mais non tout à fait communistes, leur enlève-t-elle un peu de leur liberté de manœuvre. Plus sûrement, *on peut penser qu'ils s'imaginent l'unité plus proche qu'elle ne semble l'être et qu'ils prennent leurs dispositions en vue de cette éventualité.*

« *Il viendra forcément un moment où, les conditions de l'unité syndicale étant à nouveau remplies, le syndicat national des Instituteurs reprendra sa place au sein de la C.G.T.* », a déclaré Billoux (p. 60) et peut-être irait-on, au parti, jusqu'à envisager la possibilité de ne pas attendre la rentrée du S.N.I. dans la C.G.T. pour réaliser l'unité. Il suffirait pour cela de dissoudre le syndicat cégétiste, et on pourrait trouver une confirmation de cette hypothèse dans la condamnation prononcée par Frachon au congrès de juillet 1952 et reprise par Billoux aux journées d'études « *contre le cloisonnement entre autonomes et cégétistes* » (p. 61).

Quoi qu'il en soit, le parti communiste dispose déjà de l'organisation qui pourrait assumer le travail de fraction au sein du syndicat national des instituteurs, si la fusion venait à se faire. Il a, en effet, groupé à part les instituteurs communistes autour d'une revue pédagogique à lui, *l'Ecole et la Nation.* Le directeur en est *Etienne Fajon,* membre du bureau politique, — le rédacteur en chef *André Pierrard,* député du Nord, tous les deux anciens instituteurs. Et elle comprend, dans son comité de rédaction, trois membres du Comité central du Parti et huit députés, tous instituteurs.

Voici d'ailleurs la composition de ce comité de rédaction : *Membres réguliers :* Raoul *Calas,* Fernand *Dupuy* (conseiller général de la Seine), André *Voguet* (conseiller municipal de Paris), membres du Comité central; Auguste *Tourtaud,* député de la Creuse, membre de la commission centrale de contrôle financier; Fernande *Seclet-Riou,* inspectrice de l'Enseignement primaire, professeur d'E.N. (Batignolles); Guy *Besse,* agrégé de l'Université, professeur d'E.N. (Auteuil); Rémy *Boutavant* (Saône-et-Loire), Gaston *Dassonville* (Pas-de-Calais); Elise *Grappe* (Isère); René *Lamps* (Somme); Madeleine *Marzin* (Paris); Henri *Tamier* (Lot), députés; Paul *Delanoue,* René *Volat,* Bonaventure *Lucchini,* Jean *Piacère,* Jean *Varin.*

Secrétaires de rédaction : Jules *Soletchnik* et Yves *Wesoluch,* instituteurs à Paris.

Administration : Robert *Enard,* directeur d'école à Aubervilliers.

Correspondants : M. *Alleu* (Hérault), *Amoudruz* (Haute-Savoie), *Auger* (Loir-et-Cher), *Beaudout* (Seine-et-Oise), Jean-Daniel *Berger* (Saône-et-Loire), G. *Bogaert* (Pas-de-Calais), H. *Collange* (Puy-de-Dôme), Josette *Faure,* directrice de cours complémentaire (Vaucluse), *Jacquesson* (Marne), Pierre *Leshauris* (Landes), Maurice *Perche* (Eure-et Loir), Yvon *Rocheteau* (Charente-Maritime), Louis *Roumillac* (Creuse), Marcel *Véran* (Alpes-Maritimes), Maurice *Veyret* (Indre-et-Loire).

Ce comité de rédaction, si curieusement étoffé est assisté, dans les départements, par des *responsables fédéraux,* eux-mêmes aidés d'un « *collectif de travail* ». Leur tâche est en principe de diffuser la revue. En fait, elle va bien au delà, puisqu'ils doivent aussi « *faire des réunions, des conférences* » (p. 64). Il semble d'autre part qu'il existe, dans les départements, auprès des secrétariats du parti, des commissions d'instituteurs communistes (3).

Les instituteurs communistes sont donc fort loin d'être abandonnés à eux-mêmes, et le parti guide de très près leur action.

---

(1) Sauf indication contraire, les citations suivies de la référence à la page sont extraites du numéro de septembre 1953 de *l'Ecole et la Nation,* consacré au compte rendu des journées d'études.

(2) Voici quelques renseignements complémentaires fournis par M. G. Besse (*France Nouvelle,* 19-9-53) : « Près de 500 instituteurs et institutrices, délégués par 75 fédérations, ont participé aux journées. Un peu plus du tiers venait de localités de moins de 5.000 habitants. Le plus grand nombre ne dépassait pas 35 ans. 172 délégués ont adhéré au parti depuis 1947... Fédérations les plus fortement représentées : Seine (plus de 100 délégués), Seine-et-Oise (37), Seine-Inférieure (15), Nord (13), Loir-et-Cher (12), Loiret (11), Isère (9), Loire (9)... Avec 4 délégués, les Bouches-du-Rhône étaient dépassées par la Vendée (5). Le Rhône (2) ne dépassait pas le Gers. »

(3) « *Les résultats peu satisfaisants obtenus dans l'Aisne sont dûs essentiellement à un défaut d'organisation : la commission des instituteurs communistes n'a ni responsables ni perspectives* » (Jean Boniface, p. 56).

Le « contenu » de l'enseignement des instituteurs communistes

Les consignes données aux instituteurs communistes (plus exactement aux communistes instituteurs) définissent l'activité qu'ils doivent déployer dans trois domaines différents :

à l'école, auprès de leurs élèves ;

au syndicat ou dans les organisations professionnelles, *auprès de leurs collègues ;*

dans la commune ou dans le quartier, auprès de la population, et notamment *auprès des parents d'élèves.*

La propagande, dans le premier de ces secteurs, a un caractère si anormal, si scandaleux, que beaucoup d'instituteurs communistes hésitent encore à suivre les consignes du parti sur ce point. « *Dans l'ensemble, on peut demander beaucoup aux instituteurs communistes,* déclarait l'un d'eux, M. Chatou, du Cher, aux journées d'études, *mais poursuivre leur activité jusque dans leur classe leur apparaît plus difficile, encore plus d'en discuter avec leurs collègues* » (p. 46) (4).

Cela explique aussi, peut-être, en même temps que la crainte des sanctions légales, les formes circonspectes qu'emprunte leur langage dès qu'ils abordent ce thème.

Mais leur pensée n'en est pas moins fort claire. Assurément, même les plus téméraires d'entre eux ne vont pas jusqu'à recommander de recruter pour le parti dans la classe. La formule consacrée est qu'il faut « *lutter pour donner un contenu progressiste à l'enseignement* » (voir notamment pp. 25, 33, 46) mais c'est dire la même chose dans une sorte de langage d'initié qui suffit, paraît-il, à tromper l'adversaire, ou à le désarmer, et qui aussi permet de prendre plus aisément contact avec d'autres maîtres, qui ne se soucient pas le moins du monde de faire de la propagande pour le parti, ni à l'école ni ailleurs.

Les communistes, greffent ou essaient très habilement de greffer leur tentative sur l'effort fait jadis et aujourd'hui encore par un certain nombre d'instituteurs qu'exaspère ou qu'écœure le conformiste béat qui imprègne les manuels et les programmes, notamment ceux de morale et ceux d'histoire.

A beaucoup, il semblait, et il semble encore, assez ridicule et parfois odieux d'enseigner à admirer ce qui est et à l'accepter sans critique. La neutralité scolaire, selon eux, n'exige pas cela; mieux, elle l'interdit. Et comme ils en ont le respect, comme ils ne veulent pas substituer à l'enseignement de la philosophie officielle celui d'une philosophie révolutionnaire, — socialiste, par exemple — ils en étaient venus à une conception originale qui consistait à mettre l'accent non plus sur les matières enseignées, mais sur les méthodes d'enseignement. Les cours *ex cathedra* seraient réduits au minimum et voués à disparaître : les élèves seraient incités à chercher par eux-mêmes et à découvrir ainsi eux-mêmes le système d'idées et de jugements à l'aide duquel ils interpréteraient les événements et se conduiraient dans la vie. En d'autres termes, on n'enseignerait rien de tout ce qui est contestable et relève d'un choix individuel; on préparerait seulement de jeunes esprits à penser par eux-mêmes.

Ce n'est pas ici le lieu de chercher la valeur de cette conception et des effets qu'elle a eus dans la pratique. Il importe seulement de noter qu'elle fut fort prisée jadis des communistes, que l'U.R.S.S. en fit longtemps sa doctrine pédagogique officielle et qu'en France, certaines de ses applications les plus connues eurent pour promoteurs des communistes, dont le plus célèbre est l'instituteur Freinet. On n'ignore pas non plus que Mme Seclet-Riou, qui figure au comité de rédaction de l'*Ecole et la Nation,* travailla à sa propagation et que le psychologue Henri Wallon, communiste lui aussi, cautionna le mouvement au nom de la science.

Or, le parti, depuis plusieurs années, a condamné cette doctrine et cette méthode, — parce qu'elle a été condamnée en U.R.S.S., mais aussi parce qu'elle a paru contraire aux objectifs que les communistes poursuivent dans l'enseignement. Pour tout dire en peu de mots, il est impossible d'amener de jeunes esprits au communisme en leur apprenant seulement à se faire une idée par eux-mêmes. Il faut enseigner le communisme lui-même, créer les cadres mentaux qu'il exige.

D'où une condamnation sans appel de Freinet et des méthodes actives, qui négligent le « contenu » au profit des «techniques». La doctrine pédagogique du P. C. est aujourd'hui la suivante :

a — reconnaître et dénoncer « *le caractère de classe de l'Etat bourgeoise, de son école et de l'enseignement qu'elle voudrait nous faire donner* ». (G. Fournial, p. 16). « *Organiser une critique systématique des mensonges, omissions et falsifications de l'enseignement officiel* » (A. Pierrard, p. 25).

b — dénoncer la neutralité scolaire comme une « *mystification* » (p. 22). « *Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, de neutralité scolaire* » (p. 25) (5).

c — donner un « *contenu progressiste à l'enseignement* ».

Sur la nature de ce contenu, les communistes se montrent quelque peu hésitants dès qu'il faut sortir des généralités. Très beau de dire que l'enseignement doit avoir un contenu de classe, de revendiquer « *pour la classe montante le droit de faire connaître sa propre philosophie aux générations montantes* » (p. 25) ; il faut encore transcrire cela dans des leçons.

Même M. Fontanier, instituteur dans le Gers, hésite lorsqu'il en arrive aux « *possibilités de réalisation pratique dans le domaine pédagogique* ». « *Par tous les moyens, et en gardant les cadres imposés par les programmes, nous devons mettre la pédagogie au service de la paix et du progrès social* », dit-il. « *Ceci, dans toutes les matières : faire une morale de lutte pour l'avenir, dénoncer en histoire le colonialisme, expliquer en science comment on peut transformer la nature au bénéfice de l'homme* » (p. 35).

Ceci est assurément fort clair, mais manque encore de précision. Même remarque à propos de l' « *instruction civique* » :

« *De décade en décade, inspecteurs primaires et instituteurs ont sereinement enseigné aux en-*

(4) Voir aussi cette déclaration de M. Guy Besse, professeur à l'E. N. d'Auteuil : « *Voilà pourquoi nous ne partageons pas le point de vue de ceux de nos camarades jurassiens qui hésitèrent à faire connaître à leurs collègues l'étude sur la morale de Garaudy publiée dans le numéro* 1 *de* l'Ecole et la Nation. *Garaudy indiquait avec précision les bases de classe de la morale ; nos camarades ont pensé que cela pourrait écarter de nous de nombreux maîtres* » (p. 32).

(5) Les communistes, qui ont l'art de créer partout des confusions propices, présentent aussi cette condamnation de la neutralité comme une revendication de « *la plus grande liberté de l'instituteur* ». « *Car c'est au maître d'apprécier les méthodes propres, en chaque cas, à la transmission d'un contenu scientifique et progressiste* » (G. Besse, p. 34).

fants le respect de la loi. Mais qu'en advient-il lorsque la bourgeoisie piétine sa propre légalité? Que penseront nos collègues d'un Président d'Assemblée, qui se moque de la Constitution... Beau thème de méditation civique » (p. 33).

Est-ce que cela veut dire que les instituteurs communistes devront commenter en classe les événements du jour vus à travers *l'Humanité* ? On ne l'écrit pas explicitement, mais on le suggère, et c'est suffisant (6).

Les *Dossiers pédagogiques* — et les fiches pédagogiques publiées par *l'Ecole et la Nation* — sont là d'ailleurs pour aider les instituteurs communistes dans la tâche difficile qui consiste à donner « un contenu progressiste » à l'enseignement.

Voici un exemple, extrait d'une de ces fiches dont le titre est: « *Tous les maîtres peuvent donner une véritable éducation morale* » dont l'auteur M. Robert Enard, est directeur d'école à Aubervilliers, en même temps qu'administrateur de l'*Ecole et la Nation.*

Il s'efforce d'abord de montrer que l'enfant ne vit pas à l'écart de l'action politique, et il illustre ainsi sa thèse : « *A la suite de la magnifique journée de lutte du 28 mai 1952 contre la venue de Ridgway à Paris, le 4 juin, un mouvement de grève était déclenché. Les élèves d'un cours complémentaire industriel décidaient d'y participer: premier point. Ils constituèrent un piquet de grève. Les policiers leur donnèrent la chasse et en emmenèrent quatre au poste de police. Interrogés isolément, ils restèrent muets : deuxième point. Rassemblés à nouveau, ils sont menacés : « Aujourd'hui, ce ne sera pas comme au 28 mai (où ces messieurs couraient vite, tournant le dos aux manifestants) ; aujourd'hui, nous avons de quoi vous répondre ». Ils montrent leurs armes. Les gars ne répliquent pas ; ils sourient à peine. La raison ? Ils la donnèrent peu après : à côté des armes étaient accrochés les casques, mais des casques bosselés, dirent-ils, que c'en était un plaisir : troisième point.*

« *Ces garçons ne se sont donc pas bornés à répéter de louables mais vagues déclarations sur la paix ou la liberté; il savent ce qu'est le combat du peuple de Paris et ils savent qu'ils y ont leur place.*

« *Voilà pour « l'indifférence », « l'égoïsme » des enfants que l'on voudrait nous faire éloigner des problèmes sociaux.* » (*L'Ecole et la Nation,* novembre 1953, p. 27).

M. Enard n'ose pas écrire que les instituteurs doivent encourager les élèves à prendre part à des travaux pratiques de ce genre, mais c'est tout comme. Il écrit plus loin :

« *L'entretien moral est utile, ainsi que les lectures et les récits. Les enfants auront la perspective d'une société plus juste, plus humaine : ils voudront combattre pour la réaliser. Il s'agit donc d'un véritable enseignement moral : l'amour véritable du peuple, la solidarité des travailleurs, les grandes traditions révolutionnaires françaises, l'internationalisme inséparable du patriotisme et de l'indépendance nationale, l'amour et la lutte pour la paix, la puissance des hommes unis contre les forces de la nature quand ils en connaissent les lois objectives,* (ceci est emprunté au dernier ouvrage de Staline), *le respect des hommes de progrès de tous les temps et de tous les pays.* (On sait ce que cela veut dire).

« *Au delà de l'enseignement proprement dit, ce sont toutes les disciplines qui doivent être révisées, tournées vers le progrès. Ayons le souci constant de faire prendre conscience des difficultés de l'homme à prendre possession de la nature et des souffrances des masses travailleuses.*

« *En calcul, au lieu des classiques problèmes d'économies sur les salaires, pourquoi ne pas faire le budget, si l'on peut dire, du foyer atteint par le chômage ? Pourquoi ignorer ce que représentent la lutte, les privations des travailleurs pendant les grèves : tout cela, nos gosses le vivent, tout cela est bien vrai.*

« *Dans le cadre d'un groupe de travail pédagogique, nous avons assisté à une leçon de géographie sur le sud algérien... Les enfants y prirent grand intérêt. Pourtant notre collègue oubliait l'essentiel, notre préoccupation dominante : les hommes, la vie réelle; par exemple, l'exploitation meurtrière des caravanes et des mines de sel au Sahara. Il faut donc en parler. Mais encore faut-il prendre garde à ne pas en faire une simple couleur locale et ne pas laisser entendre que, tels qu'ils sont dans leur condition actuelle, ils seront toujours ainsi, comme s'ils ne pouvaient pas changer, alors que ses* (sic) *frères des anciennes colonies tsaristes sont devenus de libres citoyens de républiques socialistes. Est-ce la réalité ou non ? Et n'est-ce pas grâce à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ?...*

« *Dans l'exercice d'observation, pour l'observation proprement dite, ou pour la recherche de l'expression, la rédaction, ou pour le dessin, on va voir le canal d'Aubervilliers. Il y a la large voie d'eau, la péniche, les quais, etc... Il y a aussi les usines, celle de produits chimiques de Saint-Gobain et l'atmosphère empoisonnée sur toute la ville : cela fait partie de la vie du canal, c'est le lieu de travail de milliers d'hommes, ce n'est pas un lieu résidentiel pour les propriétaires des usines, c'en est un pour les familles de nos enfants, tout cela peut changer et changera par la volonté des travailleurs unis.* » (id., p. 28).

La citation est longue. Mais il était utile de montrer comment, sans même tomber dans la propagande directe, les instituteurs communistes peuvent, avec un peu de savoir faire et un complet manque de scrupules, insinuer dans les jeunes esprits une conception du monde conforme à la doctrine et aux intérêts du parti.

Le danger est évidemment redoutable.

L'action auprès des instituteurs

Il n'est pas possible, faute de place, d'analyser de la même façon les consignes données aux instituteurs communistes en vue de l'action auprès de leurs collègues et de la population.

Auprès de *leurs collègues,* que ce soit lors des contacts professionnels, dans les organisations scolaires ou parascolaires, ou dans les syndicats, les instituteurs communistes doivent s'inspirer de deux grands principes :

a — prendre part le plus activement possible aux travaux, aux discussions et aux luttes qui intéressent un grand nombre d'instituteurs (et notamment d'instituteurs socialistes) afin de les amener sur des positions communistes, par exemple en matière de pédagogie ou de « défense de l'école ».

b — agir toujours en tant que communistes. Si paradoxal que cela paraisse, c'est là un des buts principaux de la tactique du front unique. Quatre vingt dix pour cent environ des instituteurs sont inscrits au syndicat autonome, communistes compris. L'unité est donc faite, mais sur le plan

(6) Relevons au passage ce propos de M. Chatou, du Cher : « *Dès maintenant, on peut travailler en utilisant les poèmes d'Aragon et d'Eluard, les exemples de Guy Moquet et d'Henri Martin* ». Henri Martin donné en exemple aux enfants des écoles, c'est vraiment un comble !

professionnel — (ou sur des positions politico-sociales moyennes communes). Réclamer le front unique, c'est vouloir que les instituteurs communistes se distinguent des autres et que ces autres acceptent de conclure avec eux — en tant que communistes et non en tant qu'instituteurs — des accords qui de ce fait ne peuvent être que politiques.

L'action auprès de la population

Auprès de la *population*, l'action de l'instituteur communiste, en tant qu'instituteur, est double.

1° Il doit « *se préoccuper de ceux qui ont quitté la classe récemment, des anciens élèves, des jeunes* » (A. Thamier, instituteur, député du Lot, p. 40) par le moyen

— des fêtes scolaires ;

— des sorties scolaires. « *Le rôle de l'instituteur communiste, c'est de ne pas oublier que ces sorties scolaires peuvent être d'un très grand profit pour les enfants et les parents qui les accompagnent; je pense qu'est heureux l'exemple de ces instituteurs qui ont organisé des sorties scolaires à Oradour-sur-Glane au moment où certains voulaient passer l'éponge sur les crimes des nazis et nous amener au réarmement allemand. C'est une forme pratique de se lier aux masses et de s'attacher à l'actualité politique* », (p. 40).

— des sports. « *Le maître, même s'il ne s'adonne qu'au travail obscur de secrétaire de la société sportive, rend de grands services à la cause de cette liaison avec les masses... Il lui sera facile de démasquer la carence des pouvoirs publics, l'insuffisance de l'équipement sportif... le caractère de classe que prend maintenant l'orientation du sport dans notre pays... Ce n'est pas négligeable, loin de là, de pouvoir par ce chemin condamner la politique de guerre, les milliards gaspillés en Indochine et à la préparation à la guerre...* » (p. 40).

— des foyers ruraux. « *Avec la possibilité d'assurer une éducation professionnelle, de populariser les méthodes nouvelles, de faire connaître comment elles sont utilisées dans certains pays et plus particulièrement en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires... La possibilité aussi d'organiser des séances de cinéma, avec le soin, bien entendu, de montrer à la population des films dignes d'elle.* » (p. 41). On voit ce que cela veut dire.

— des bibliothèques scolaires « *largement ouvertes à tous.* » Mais « *avec le souci de faire place aux livres progressistes en s'appuyant sur les B.B.L., en achetant les grands romans soviétiques... qui donnent une idée exacte de ce qui se passe là-bas et apportent plus qu'un contre-poison à la radio, à la presse, à la littérature marshallisée, en ouvrant des perspectives à notre peuple* », (p. 41).

2° L'instituteur communiste doit aussi agir « *dans les organisations démocratiques, (même quand elles restent souvent imprégnées de l'esprit laïciste et bourgeois des débuts du siècle) qui prennent à charge la défense de l'école et de l'enfance.*

« *Les conseils de parents d'élèves, dont la Fédération nationale comptait environ* 800.000 *membres en* 1952-1953 (7) ;

« *La ligue de l'Enseignement ;*

« *Les fédérations des œuvres laïques et naturellement ses* (sic) *associations de base ;*

« *Les caisses des écoles ;*

« *Les patronages laïques, fédérés ou non ;*

« *Le mouvement de défense de l'Enfance* (8), *etc...* » (G. Fournial, p. 14).

Bien entendu, il ne s'agit pas, pour les instituteurs communistes, d'aider de leur mieux ces associations à remplir leur tâche, mais de les faire servir, peu ou prou, à la propagande communiste. Voici deux exemples de cette utilisation :

« *Les associations de parents d'élèves d'Indre-et-Loire (où toutes les tentatives de la social-démocratie... pour éliminer les communistes de la direction de ces asociations ont été vouées à l'échec) ont été amenées à dresser leurs cahiers de revendications, pour faire ressortir les besoins de l'école dans le département. Elles ont abouti à la constatation que ces besoins pouvaient s'évaluer à deux milliards. C'est-à-dire le montant des dépenses engagées pour saccager la forêt de Chinon en vue de créer un camp militaire. C'est ainsi qu'a pu être menée par ces associations la lutte contre les crédits militaires* » (Robert Ducol, p. 19).

La délégation du Finistère a évoqué l'expérience d'un comité d'action laïque, fondé à la Libération, qui « *entièrement dirigé par les socialistes, sombra assez rapidement dans le laïcisme, les camarades eux-mêmes se laissant entraîner. En* 1949, *le Parti pour relever l'erreur, demanda aux camarades de militer activement dans les amicales, organisations de base. Moyennant quoi, les instituteurs communistes ont rapidement accédé à la direction du C.A.L., malgré les diviseurs, parce qu'il l'avaient placé sur son véritable terrain : la défense de l'école laïque (lutte contre les apparentements, préparation des élections, défense des libertés démocratiques, participation au Mouvement de la paix* » (p. 50).

On voit que la défense de l'école laïque est entendue dans une acception très large ! Mais on notera surtout la *méthode* employée par les communistes pour conquérir l'organisation dont ils convoitent la direction. Sur un ordre du parti, les militants entrent dans les organisations de base, y mènent une action systématique et ont bientôt fait d'écarter des fonctions responsables tous ceux qui déplaisent au parti.

Combien sont-ils ?

Il est assurément difficile d'évaluer le nombre des instituteurs sur lesquels le Parti communiste exerce directement son influence, soit qu'ils lui aient donné leur adhésion, soit que, sans en être membres, ils suivent ses consignes.

Nous devons nous borner à citer quelques chiffres, dont l'interprétation d'ailleurs est loin d'être

---

prentissage a d'ailleurs pris part aux journées d'études, de même qu'il avait participé, en juillet 1952, au congrès de la Fédération C.G.T. de l'Education nationale.

(8) Le Mouvement de défense de l'Enfance, à l'inverse des autres organisations citées, est une création du Parti communiste. Le secrétaire est un communiste, M. Ségolène Malleret, qui a pris la parole aux journées des Instituteurs communistes. Le mouvement avait organisé, le 21 octobre 1951, une conférence nationale, *à la Sorbonne*, qui élabora une Charte de l'Enfance, et il projette, pour décembre 1953, des *Etats généraux de l'Enfance*, qui se tiendront à Paris.

aisée. Ces chiffres concernent la diffusion de *l'Ecole et la Nation.*

D'après Fajon, 7.000 exemplaires de cette revue auraient été effectivement vendus par mois en 1952 et 11.300 par mois de janvier à août 1953. M. R. Enard, administrateur de la revue, donne des nombres un peu différents : « *Le nombre actuel* (septembre 1953) *de nos abonnés est voisin de* 5.000... *Le nombre des numéros diffusés est de* 8.345 *exemplaires, dont* 7.200 *par nos* 158 *diffuseurs* » (*L'Ecole et la Nation,* septembre 1953, p. 64) — ce qui ferait 13.345 lecteurs (à condition que les exemplaires envoyés aux diffuseurs aient été régulièrement vendus ou diffusés).

Si l'on tient compte du fait que, dans leur grande majorité, les instituteurs sont mariés à des institutrices, si l'on suppose qu'un certain nombre d'instituteurs communistes ont négligé de s'abonner ou se contentent de lire l'exemplaire que reçoit un collègue, — on peut se risquer à fixer à 25.000 au moins le nombre des instituteurs sur lesquels le parti communiste exerce une influence directe, — soit le sixième à peu près de l'effectif total.

On ne peut pas dire que cela soit négligeable (9).

(9) Notons toutefois que M. Enard se plaint fort de l'instabilité de sa clientèle : « *Il y a encore* 92 *abonnés dans les Bouches-du-Rhône, mais* 50 *anciens abonnés ont été perdus. Pour Paris et la Seine, où nous avons* 599 *abonnés,* 275 *annulations ont été enregistrées. Dans la Creuse, il nous reste* 58 *abonnés,* 40 *ne le sont plus. Dans la Manche,* 18 *abonnés aujourd'hui mais* 22 *nous ont quittés. Dans le Pas-de-Calais, nous ne comptons plus que* 96 *abonnés, alors qu'il y a eu* 112 *défections* » (p. 89).

Faut-il en conclure que des instituteurs communistes avaient réussi à « placer » *l'Ecole et la Nation* auprès de collègues qui voulaient « se faire une idée » ou faut-il compter les défaillants comme des communistes négligents ?

LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIÉTISÉ

Changements idéologiques et politiques en Pologne depuis la mort de Staline

Les morts vont vite aux pays du socialisme. En Pologne comme en U.R.S.S., Staline est à peu près aussi mort que celui qui mourut au jour du déluge. Les dithyrambes en son honneur, voire en celui de Lénine, appartiennent au passé, de même que l'habitude de les citer dans tous les discours officiels et articles de presse. C'est en vain que l'on chercherait dans *Trybuna Ludu* (Tribune du peuple), organe central du P.C. polonais, un seul éditorial qui fasse mention d'un texte, ou même d'une courte phrase des « grands guides de l'humanité ».

A l'occasion du cinquantenaire du P.C. soviétique, comme du 30e anniversaire du deuxième congrès du P.C. polonais (lequel marqua la rupture avec le luxembourgisme), c'est à peine si fut prononcé le nom de Lénine, et celui de Staline ne le fut que dans la formule consacrée de « parti de Marx-Engels-Lénine-Staline ».

On sait quel rôle joua Staline dans la dislocation du P.C. polonais, lorsqu'il en ordonna la bolchévisation. Autrefois, on disait qu'il avait « *aidé le parti à surmonter des erreurs* ». Aujourd'hui, pas un mot à ce sujet. Autrefois, on expliquait qu'il avait épuré l'organisation des « trotskistes » et « agents du 2e bureau polonais ». Aujourd'hui, on passe sous silence cette période. Et l'on pourrait relever d'autres exemples.

On ne cite pas non plus Malenkov ni Molotov et on ne chante guère de louanges en leur honneur. Les seules citations admises sont celles de B. Biérut, à la fois président du Parti et du Conseil des ministres; il a également droit aux éloges, — moins abondants semble-t-il depuis un certain temps.

Même changement à l'égard de ce qui concerne l'U.R.S.S., les « héros » soviétiques ou les produits. L' « enthousiasme indescriptible » qu'ils soulevaient n'est plus de rigueur. De même les superlatifs dont on usait, il y a encore quelques mois, pour décrire les réalisations, l'exemple, l'aide et les conseils de l'Union soviétique sont désormais passés de mode, et la presse ne réserve plus à ces sujets qu'une place restreinte.

Nombre de petites cérémonies, relevant des mœurs byzantines ont disparu, telle la hiérarchie des applaudissements. Il y a quelques mois, ces derniers devaient se suivre crescendo dans l'ordre établi selon le rang de l'orateur, à savoir : 1) applaudissements ; 2) applaudissements prolongés ; 3) applaudissements frénétiques ; 4) applaudissements prolongés et frénétiques ; 5) applaudissements frénétiques se transformant en ovation ; 6) ovation frénétique ; 7) ovation prolongée et frénétique ; 8) enthousiasme, accompagné de l'acclamation du nom (scandé).

Enfin, le bruit mené jusqu'au printemps dernier autour de l' « éducation idéologique » et de la « formation de la conception scientifique du monde », s'est tu. On n'entend plus parler des « cours idéologiques », et notamment de ceux, particulièrement pénibles, qui étaient infligés aux instituteurs et professeurs.

Mieux encore : le *Glos Nauczycielski* (La Voix de l'enseignant), organe central du ministère de l'Education et de la Fédération de l'enseignement, vient — à l'instar d'autres périodiques — de supprimer la rubrique consacrée aux « questions idéologiques » et l'on ne trouve plus dans la presse les appels exhortant à étudier la vie de Staline ou tel chapitre de l'*Histoire abrégée du P.C.* (b) *de l'U.R.S.S.* ».

Il y a des exceptions. C'est ainsi que dans la *Voix de l'enseignant* (4 octobre 1953), une institutrice se vante d'avoir fait lire à ses élèves la biographie de Staline. Mais il s'agit là d'une provinciale, à qui les nouvelles de la capitale parviennent avec retard et par le truchement d'une chaîne complexe d'intermédiaires. On peut penser qu'elle a mis dans l'embarras la rédaction du journal, laquelle ignore si ce silence fait au-

tour de Staline est passager ou bien définitif... Biérut lui-même s'est trouvé dans une situation analogue. Il avait écrit, il y a quelques mois, pour la *Revue d'Histoire*, un article sur Staline-historien. L'article parut en septembre, alors que Biérut avait cessé d'encenser dans ses discours le dictateur défunt.

Un patriotisme nationaliste

Comme au lendemain de la guerre, c'est le nationalisme qui tient aujourd'hui la première place, non plus, semble-t-il, un « patriotisme populaire », qui ne demandait qu'à se fondre dans l'internationalisme à la mode communiste (c'est-à-dire dans le patriotisme soviétique) mais un patriotisme qui respecte infiniment moins les dehors pacifistes et prend un caractère agressif très militariste qui fait sonner haut les exploits des héros polonais tombés depuis mille ans sur les champs de bataille. C'est ce nationalisme qui est aujourd'hui au premier plan partout, dans les discours et dans la presse, — l'internationalisme n'ayant plus droit qu'à une place de second ordre.

Pour que ce patriotisme tapageur puisse prospérer, il lui faut une nourriture. Il la trouve dans les « préparatifs de guerre » d'une Allemagne « revancharde » et désireuse de reprendre les territoires recouvrés. La menace que ferait peser sur la Pologne l'Allemagne d'Adenauer, ses tendances à rétablir les frontières allemandes d'avant-guerre, forment le *leit-motiv* de la propagande. Celle-ci, d'ailleurs, ne se contente pas de la tribune et de la presse.

Ainsi l'éditorial de la *Voix de l'Enseignant* (27-9-1953) demandait aux instituteurs de revoir le programme des leçons pour l'année en cours afin d'y donner une place importante à « *la question allemande* » et au « *rôle du Vatican* », cela en rapport avec le récent procès Kaczmarek. Car comme on le sait, les deux problèmes sont traités conjointement, Pie XIII étant considéré comme « un pape allemand ». L'antigermanisme, mis en vogue dans les écoles, va, par la force des choses, réduire le temps consacré aux autres questions idéologiques, comme par exemple la « conception scientifique du monde ».

Quant aux adultes, en plus des doses quotidiennes d'antigermanisme servies par la presse, on leur offre de grandes manifestations publiques: 1) Parade militaire, organisée le 22 juillet dernier à Stalinograd (ancien Katowice), en présence du maréchal Rokossowski ; 2) Défilé de 60.000 travailleurs agricoles de choc le 9 septembre, à Szczecin devant B. Biérut, — et discours, éminemment antiallemand, de celui-ci ; 3) Manifestation de 100.000 habitants de Silésie à Gross-Rosen, à l'emplacement de l'ancien camp de concentration allemand ; 4) Manifestation du 11 octobre à Grunwald (Prusse orientale) où, en 1410, les troupes polonaises, tchèques, lithuaniennes et ruthènes réunies donnèrent le coup de grâce à l'Ordre teutonique ; 5) Manifestation antiallemande de la « Journée du soldat » (12 octobre) qui s'est prolongée pendant plusieurs jours.

On ne ferait pas plus si l'on voulait créer dans la population polonaise un esprit de guerre.

Les raisons de ce nationalisme

Il est vraisemblable que ces manifestations outrancières de patriotisme sont en partie à usage externe, mais elles ont aussi leur importance à l'intérieur.

Il est caractéristique que l'antigermanisme ait pris sa forme aiguë après les événements de juin de Berlin. Ainsi, la manifestation du 22 juillet peut-elle être considérée comme une épreuve de force à l'égard de la population du bassin de Dombrowa et de Haute-Silésie, — population industrielle très dense, composée de travailleurs combattifs ayant de vieilles traditions révolutionnaires. Il était bon de leur montrer la force dont dispose le pouvoir communiste.

Les communistes ont ensuite conclu le projet de regrouper la population polonaise tout entière autour de la « question allemande » pour faire de celle-ci le levain d'un véritable « front national », — et cela d'autant plus que le « front national » créé en septembre 1952 est tombé en poussière.

Le thème est, on s'en doute, de ceux qu'il est aisé d'exploiter, après les pénibles expériences de la guerre et de l'occupation, dont le souvenir est comme avivé par la crainte de perdre les territoires annexés.

Il paraît certain, toutefois, que l'attitude de la population est encore plus antisoviétique qu'antiallemande. Aussi, pour provoquer un mouvement de masse, pour détourner l'attention publique des soucis quotidiens, a-t-il fallu retourner à des mots d'ordre nationalistes qui ne fassent plus la part si belle à l'internationalisme, et atténuer un peu l'admiration servile à l'égard de tout ce qui fut russe et de tout ce qui est soviétique.

Le fait est que, tout comme dans l'immédiat après-guerre, on fait vibrer la corde de l'orgueil national. On ne cesse d'en appeler aux traditions polonaises, aux grandes figures historiques. En même temps, on limite quelque peu les « grandeurs » communistes. Les nouvelles institutions, les nouvelles écoles prennent les noms de héros nationaux et non plus ceux des « bâtisseurs du socialisme », comme la bienséance l'exigeait jusqu'ici.

Ces modifications se sont très nettement manifestées lors de la « Journée du soldat » (le 12 octobre). Contrairement à la tendance jusqu'ici de rigueur, on s'est efforcé de séparer le passé historique de la Pologne de celui de la Russie, ce qui revient presque à supprimer les efforts de plusieurs années entrepris dans ce domaine par l'Institut slave de Moscou, son chef Boris Grekov et sa nombreuse équipe d'historiens. Suivant la nouvelle ligne, les communistes polonais remettent à leur véritable place les «Russes d'avant-garde», pas très nombreux d'ailleurs, qui ont pris part aux insurrections et aux révolutions polonaises du XIX[e] siècle et y ont joué un certain rôle. Sans en avoir l'air, mais avec insistance, ils rappellent que c'est le mouvement polonais de libération nationale et sociale qui créa le mot d'ordre : «*Pour votre liberté et la nôtre* ».

Il semble qu'on révise aussi la conception que l'on propageait du rôle de la Révolution d'octobre dans l'indépendance de la Pologne. On se borne à constater que la Révolution d'octobre « a permis à la Pologne de recouvrer son indépendance », ce qui, il y a peu, eut paru subversif à force d'être insuffisant.

On ne minimise plus ni l'effort militaire des Polonais pendant la dernière guerre, ni leur apport à l'œuvre de libération nationale. Au contraire, l'un et l'autre sont fortement mis en relief, comme si l'on voulait résolument faire oublier les affirmations antérieures selon lesquelles on devait *tout* à l'armée rouge. C'est ainsi que l'on souligne la force numérique de l'armée polonaise : 100.000 hommes au début, en Russie ; 500.000 hommes au cours des derniers mois de la guerre. De même on ne veut plus taire les mérites du mouvement de résistance en Pologne, — non seulement de celui que dirigeaient les communistes mais aussi de l'armée de l'intérieur (A.K.) — bien qu'on fasse des réserves quant à ses conceptions politiques. Tout en donnant la préférence à l'armée Berling et à celle de Zymierski, on n'oublie cependant pas les unités qui ont combattu à Tobrouk et au Mont-Cassin, bien que, dit-on, elles aient « *versé leur sang pour défendre des intérêts étrangers* ».

Pour la première fois depuis très longtemps, hommage a donc été rendu, lors de la « Journée du soldat », non seulement aux soldats de l'armée populaire, mais également à ceux de l'armée de l'intérieur et à ceux qui luttaient avec les Alliés en Occident.

Ces changements sur le « front historique » ont leur signification politique. Les Polonais, en effet, sont très sensibles aux lauriers et aux mérites militaires. Les communistes s'exercent donc à flatter l'armée qu'ils traitaient jusqu'ici en parente pauvre de « la grande armée libératrice » soviétique.

Cela ne veut pas encore dire que les formules consacrées sur le « rôle », « l'importance » et « l'aide » de l'U.R.S.S. n'aient plus cours. Toujours obligatoires, elles sont cependant employées sous une forme atténuée, sans la grandiloquence d'autrefois.

Bref, il semble qu'on veuille laisser croire que les rapports existant entre la Pologne et l'U.R.S.S. se rapprochent des rapports normaux de puissance à puissance. Bierut-Rokossovski adoptent sur ce point, au moins en apparence, les « positions de Gomulka » des années 1945-1948. (Notons que Gomulka n'est attaqué ni directement ni indirectement, alors que son ancien compagnon Marian Spychalski continue d'être vilipendé).

Ce recul ne se borne pas à l'histoire récente. Il est peut-être plus net en ce qui concerne le passé. La tendance à la russification, à l'adulation envers « la lumière qui vient de l'Est », a diminué sensiblement.

C'est ainsi que le manuel en deux volumes *Histoire de Pologne,* élaboré à l'Institut slave de Moscou par l'équipe de Grekov et en grande partie terminé en 1950, n'a pas encore vu le jour. Il est fort douteux qu'il soit publié en ce moment. Lors de la mort de son auteur B. Grekov (le 9 septembre dernier) aucun des nombreux articles qui furent consacrés à celui-ci ne mentionna, fut-ce d'un mot, ce manuel. On n'entend pas non plus parler du « *Dictionnaire de la langue polonaise contemporaine,* projeté en 1951 et qui devait sanctionner de nombreux russicismes (1).

Ce n'est pas par hasard non plus qu'en 1952 a été fêté le « Siècle des Lumières » et ses grands représentants polonais, — que l'année en cours est consacrée à l'évocation de la Renaissance polonaise. Ce sont précisément de grandes périodes de l'histoire durant lesquelles la Russie ne joua qu'un rôle secondaire. Les rappeler, c'est pour les savants, écrivains, auditeurs et lecteurs se reposer hors du rayon d'action de la propagande et des tendances russificatrices. Se libérer, ne fut-ce que pour un court laps de temps, des rigueurs du « réalisme socialiste »...

Il n'est pas sans intérêt de relever que, lors de la dernière distribution des prix d'Etat, aucun historien dit « marxiste » ne fut primé. Au contraire, les prix furent décernés à deux vieux historiens bien connus, MM. Grodecki et Tymieniecki, lesquels auraient vraiment trop de peine pour apprendre, à leur âge, les dogmes de la dialectique stalinienne.

Enfin, il est également significatif que se poursuive, précisément en ce moment, une vive discussion dans les colonnes des journaux au sujet de l'abaissement du niveau intellectuel des bacheliers. En conséquence, il est question de modifier le programme d'enseignement et de réviser les matières scolaires (*Nova Kultura,* 20, 27 novembre 1953). Or, ceux-ci avaient été élaborés d'après les consignes soviétiques et introduits dans les écoles dès 1951.

(1) Voir J. Malara et L. Rey : *La Pologne d'une occupation à l'autre* 1944-1952, (pp. 264 à 361).

Nouveau tournant dans la politique économique en U.R.S.S.

Les décrets et les discours se succèdent à Moscou à une cadence vertigineuse. Nous assistons à un renversement complet de la politique économique pratiquée depuis un quart de siècle, c'est-à-dire depuis l'inauguration de la politique des plans quinquennaux. Voici ce qu'on lit dans l'ordonnance publiée par la *Pravda* du 28 octobre :

« *Effectuer dans le plus bref délai le tournant quant à la construction et à l'élargissement de la production de l'industrie fabriquant des biens de large consommation.* »

C'est, en effet, la rupture complète avec certaines directives qui présidèrent jusqu'ici à la politique économique des Soviets et que Staline avait réaffirmées avec force quelques mois avant sa mort, en soulignant la nécessité absolue d'accorder à la production des biens d'investissement la priorité sur celle des biens de consommation (1). Au lendemain de la mort du despote, les successeurs n'envisageaient assurément pas un renversement de vapeur, mais le mécontentement grandissant de la population les obligea à lâcher du lest : nous avons retracé dans notre numéro 95 la succession des événements qui leur forcèrent la main. Au surplus leur désir visible est de renoncer à un certain nombre des exagérations maladives du stalinisme.

Avant de commenter les décrets et discours des six dernières semaines d'une portée exceptionnelle, rappelons-en l'essentiel :

13 *septembre :* la presse soviétique publie une ordonnance du Comité central du Parti communiste, prise le 7 septembre en vue du développement de l'agriculture. Cette ordonnance accapare 4 pages entières de la *Pravda.*

15 *septembre :* publication du texte du rapport présenté par Khrouchtchev le 3 septembre à ce même Comité central et à la suite duquel fut adoptée l'ordonnance du 7 septembre. Il fallut donc quatre jours de discussions avant que le Comité central pût se mettre d'accord sur les conclusions à tirer du rapport de Khrouchtchev, et 6 à 8 jours ensuite pour expurger le rapport et l'ordonnance de tout ce qu'ils pouvaient contenir de trop révélateur puisqu'ils ne furent publiés que les 13 et 15 septembre. Le discours de Khrouchtchev occupe 5 pages et demie de la *Pravda.*

(1) Cf. notre numéro 86 (1-15 avril 1953), p. 18, dans l'étude : *Les dernières consignes de Staline.*

26 *septembre* : publication d'une ordonnance du Conseil des Ministres et du Comité central, relative au développement de l'élevage ; 3 pages et demie de la *Pravda.*

29 *septembre :* publication d'une ordonnance du Conseil des ministres et du Comité central en vue d'accroître la production et les livraisons des pommes de terre et des légumes par les kolkhozes et sovkhozes ; 2 pages et demie de la *Pravda.*

1er *octobre :* publication d'une ordonnance du Conseil des ministres et du Comité central visant à améliorer le fonctionnement des M.T.S. (stations de machines et tracteurs) ; 2 pages de la *Pravda.*

23 *octobre :* publication d'une ordonnance du Conseil des ministres et du Comité central en vue du développement du commerce ; 2 pages de la *Pravda.*

25 *octobre :* publication du texte d'un discours prononcé le 17 octobre par M. Mikoïan, ministre du Commerce intérieur, devant une assemblée de fonctionnaires commerciaux, et commentant l'ordonnance publiée l'avant-veille, mais certainement antérieure à ce discours ; 3 pages et demie de la *Pravda.*

28 *octobre :* publication d'une ordonnance du Conseil des ministres et du Comité central relative à l'élargissement de la production des produits industriels de large consommation et à l'amélioration de leur qualité; 2 pages et demie de la *Pravda.*

Soit, en l'espace de six semaines, plus de 25 pages de l'organe officiel du P.C. de l'U.R.S.S. consacrées à des documents officiels, sans compter les innombrables et copieux commentaires. Si nous voulions les publier *in-extenso,* ces décrets et discours occuperaient environ 150 pages de notre *Bulletin.* Même un résumé, si succinct qu'il soit, dépasserait de loin le cadre de cette étude. Force nous est donc d'y puiser les indications les plus caractéristiques pour en dégager la signification. Ses documents contiennent d'innombrables chiffres dont nous ne pourrons nous servir qu'après avoir procédé aux indispensables recoupements. En attendant, nous croyons devoir attirer l'attention sur quelques points particulièrement caractéristiques.

Les tares du commerce

Le commerce soviétique souffre de deux tares principales : il n'a pas beaucoup à offrir aux consommateurs et il fonctionne mal. Il n'est évidemment responsable que de la seconde ; il aurait davantage à offrir si la production, tant agricole qu'industrielle, était plus abondante, et c'est pourquoi le gouvernement s'efforce en ce moment d'y remédier en stimulant l'agriculture, l'élevage et l'industrie de transformation. Mais la mauvaise organisation et la sclérose bureaucratique du système commercial privent les consommateurs même d'une partie des produits effectivement disponibles.

La presse soviétique dénonce ces tares depuis toujours, et nous avons publié ici-même de nombreux extraits d'articles exprimant les innombrables doléances des consommateurs. Nous ajoutions qu'il ne s'agissait pas là de cas isolés mais d'une gangrène générale due au bureaucratisme étatique et contre laquelle « l'autocritique », la délation et la répression étaient impuissantes. L'ordonnance du 23 octobre et le discours de M. Mikoïan, publié le 25 octobre, nous donnent aujourd'hui officiellement raison contre ceux qui nous accusaient de grossir à dessein des faits « après tout secondaires » et de passer sous silence des «grandes réalisations». En reprenant toutes les récriminations formulées depuis de longues années, ces documents avouent que jusqu'ici tout était pourri et qu'il faut y porter le fer rouge.

Le ministre du Commerce en personne confirme aujourd'hui officiellement que les plaintes des consommateurs étaient justifiées, que les tares dénoncées étaient générales et que toutes les promesses d'y remédier sont demeurées jusqu'ici sans effet. Il confirme que dans les centres de province, villes, bourgades et villages, les magasins manquent trop souvent de pétrole, de sel, d'allumettes, alors que les entrepôts en regorgent; que les restaurants et les cantines servent des plats insipides et indigestes; que la qualité du pain et de la farine est mauvaise, que le transport de ces denrées s'effectue au mépris des règles les plus élémentaires de l'hygiène.

Les entrepôts se trouvent « dans un état d'abandon ». La capacité d'emmagasinage des organisations du commerce de gros n'atteint pas en 1953, pour les denrées alimentaires, son ampleur d'avant-guerre : elle n'est que de 300.000 tonnes contre 528.000 tonnes en 1940. A la date du 1er janvier 1953, les entrepôts destinés aux pommes de terre et aux légumes n'avaient qu'une capacité de 2.396.000 tonnes, soit 30 % de moins qu'en 1940.

Le nombre des points de vente, étant donné l'accroissement de la population urbaine, est de plus en plus insuffisant, le plan relatif à l'ouverture de nouveaux magasins n'est jamais réalisé. Les clients sont mal servis et les employés traitent les acheteurs avec désinvolture. C'est ce qui fait dire à M. Mikoïan que le commerce capitaliste à certaines qualités qui méritent d'être étudiées.

M. Mikoïan avoue qu'il a fallu, « ces temps derniers », importer « une certaine quantité de beurre » et que pendant l'année en cours « nous achetons à l'étranger des biens de consommation pour 4 milliards de roubles, dont les deux tiers dans les pays de démocratie populaire ». M. Mikoïan ne dit pas à combien de milliards de roubles se montent les importations dues, non à des achats, mais au pillage pur et simple.

Une grande partie du discours de M. Mikoïan est consacrée à l'insuffisance, quantitative et qualitative, des marchandises que le commerce soviétique a à distribuer. Nous en traiterons plus loin. Quant aux tares propres du commerce, ni le ministre ni l'ordonnance n'envisagent les remèdes de caractère individualiste (encouragement

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

à l'initiative personnelle) que le gouvernement venait de décréter pour les paysans des kolkhozes. On se borne à prendre des mesures en vue d'accélérer et d'améliorer la formation et la sélection des cadres commerciaux et de développer l'infrastructure matérielle du réseau commercial (multiplication et agrandissement des entrepôts et des points de vente, aménagement d'installations frigorifiques, développement plus rationnel des transports, etc.).

La « reconversion » industrielle

M. Mikoïan a indiqué qu'en plus de la masse de marchandises primitivement destinée à la population cette année-ci, des biens de consommation supplémentaires d'une valeur de 37,2 milliards de roubles seraient mis à la disposition des consommateurs. Cette somme de 37,2 milliards n'est pas très éloignée des 40 milliards de roubles auxquels nous estimions le déficit d'approvisionnement dans notre numéro 95 (p. 4) en nous fondant sur les documents disponibles jusqu'à la fin du mois de juillet.

La contre-partie en marchandises de cette somme était inexistante. Pour la trouver, il fallait d'une part — vu la crise de l'agriculture et l'effondrement de l'élevage — importer les denrées manquantes, ce qui fut fait et ce que M. Mikoïan a enfin avoué, sans cependant préciser que ces denrées sont de provenance « capitaliste ». Il fallait d'autre part — comme on ne peut pas tout importer — trouver dans le pays même les objets de consommation d'origine industrielle réclamés par les consommateurs, auxquels on avait consenti en avril un pouvoir d'achat accru, incompatible avec les possibilités réelles.

Après avoir débloqué des stocks et gratté tous les fonds de tiroirs (les vieux stocks et les produits démodés — en grande partie des malfaçons — seront soldés au tiers de leur prix présent), on dut se décider à une certaine « reconversion » industrielle, autrement dit au passage de l'économie de guerre à l'économie de paix. Cette reconversion n'est évidemment que partielle, et il ne nous est pas encore possible d'en chiffrer l'ampleur, mais il est d'ores et déjà sûr qu'elle affectera un secteur assez considérable de l'industrie, car il ne s'agit pas seulement de produire des biens de consommation supplémentaires en quantités après tout peu importantes pour 1953, mais — en vertu des programmes publiés — de procéder aux investissements massifs que réclame l'élargissement de l'industrie de transformation, jusqu'ici si criminellement négligée. Pour 1954, on prévoit d'ores et déjà plus de 7,5 milliards d'investissements dans l'industrie de transformation et la construction de nouvelles fabriques. Selon M. Mikoïan toutes ces mesures « n'ont pas un caractère passager, mais fondamental ». Les sommes nécessaires au développement de l'industrie de transformation, des transports, de l'agriculture et de l'élevage feront évidemment défaut à l'industrie lourde et à l'industrie de guerre. La « reconversion » est donc amorcée dans une large mesure, mais nous manquons encore de données assez précises pour en déterminer l'ampleur définitive.

En attendant que les investissements décidés puissent porter des fruits, on assigne à des industries nullement préparées à cette tâche, la mission de fabriquer des objets de grande consommation. Voici par exemple les fabrications que l'ordonnance du 28 octobre impose aux différents ministères :

Ministères	Objets à fabriquer
Industrie de l'Aviation :	Lessiveuses Frigidaires électriques Moteurs à vélos Batteries de cuisine en aluminium Lits métalliques
Industrie de la Construction mécanique :	Montres Bicyclettes Frigidaires électriques
Industrie de l'Armement :	Appar. photographiques Bicyclettes Frigidaires électriques Lits métalliques

Un coup d'œil sur cette liste suffit pour susciter une réflexion qui ne peut pas ne pas venir à l'esprit : *on devait être terriblement pressé pour recourir à de tels moyens de fortune !* La pénurie devait être poignante pour acculer le gouvernement à une telle précipitation, sinon on aurait pu attendre que les investissements enfin décidés produisent leurs effets. Cette reconversion n'est point une opération préparée de longue main et mise en œuvre selon un plan dûment mûri ; elle ressemble davantage à *une déroute survenant en pleine panique.*

Les maîtres du Kremlin ne se sont pas résignés d'un cœur léger à l'abandon de la « ligne générale » décrétée par Staline voici vingt-quatre ans. Ce n'est pas la mort de Staline qui a déterminé ce renversement de vapeur ; si tel était le cas, ils auraient pu préparer la reconversion depuis le mois de mars, et la précipitation actuelle ne s'expliquerait nullement. Il est infiniment probable qu'ils ont été pris à la gorge par la vague irrésistible du mécontentement que la mort de Staline avait en quelque sorte décomprimé, ainsi que nous l'exposions ici-même, dans notre numéro 95. Reste à savoir ce qui avait rendu ce mécontentement assez irrésistible pour déterminer un tournant aussi radical. Une lecture attentive des documents aujourd'hui disponibles permet de s'en faire une idée.

La grande masse du peuple russe, privée de toute organisation propre, atomisée et asservie, ne peut manifester son mécontentement que par l'apathie, l'indifférence, tout au plus par une résistance passive *non concertée* dans l'exécution de son travail. A en juger par la presse russe, ces expressions de mécontentement se sont effectivement aggravées depuis la mort de Staline, mais il est douteux qu'elles eussent suffi à imposer aux gouvernants le brusque et sensationnel revirement aujourd'hui en cours. Pour se répercuter efficacement jusque dans les sphères dirigeantes, ce mécontentement devait gagner une partie de l' « appareil », autrement dit *une fraction des bénéficiaires du régime.* Et c'est la pression de ces derniers sur les « sommets » qui détermina en fin de compte le grand tournant.

Pour s'en convaincre il suffit de consulter la liste des biens de consommation qu'on promet aujourd'hui si généreusement à la population. On annonce une production massive de lessiveuses, de frigidaires, de montres (même en or !), d'appareils photographiques, de postes de T. S. F. et de télévision, de motocyclettes, de phonographes, de fers à repasser électriques, de tissus de soie, de mousseux (appelé là-bas « champagne »), de pain de fantaisie, de gâteaux, de tartes, voire

de maisons standardisées et de tissus de première qualité pour éviter que l'acheteur ne « préfère les tissus étrangers » — toutes choses dont la grande masse du peuple, désireuse avant tout de se procurer l'*indispensable* et mise dans l'impossibilité de « préférer » des marchandises étrangères, se passe le plus aisément du monde. Ce sont donc les couches moyennes et inférieures de la nouvelle bourgeoisie soviétique dont les revenus permettent d'acquérir du superflu en plus de l'indispensable, qui trouveront dorénavant de quoi étancher leur soif de marchandises.

La masse de la population trouvera d'ailleurs elle aussi certaines satisfactions : elle aura les denrées alimentaires que son pouvoir d'achat accru par la baisse d'avril dernier lui permettra d'acheter (pour l'instant grâce aux importations), elle pourra enfin se procurer un peu plus de vêtements, des lits, des batteries de cuisine et d'autres ustensiles de ménage. Mais une fois de plus nous croyons devoir mettre en garde contre les illusions de ceux qui, comme M. Alfred Sauvy voici un an et un professeur d'Oxford dans *Le Monde* du 27 octobre dernier, prédisent à la population russe un niveau de consommation occidental dans un bref délai — « à une vitesse étonnante », écrit l'honorable professeur anglais.

Pour faire justice de ces inepties sans nom, il suffit de rappeler quelques chiffres :

	Cotonnades (milliards de mètres)	Lainages (millions de mètres)	Chaussures cuir (millions de paires)
Promesses d'oct. 1953 pour 1955	6,3	271	318
Promesses de sept. 1952 pour 1955 (P. Q.)..	6,1	257	318
Promesses des précédents P. Q.	5,1(a)	270(b)	240(c)

(a) Promesse du 2e Plan quinquennal pour 1937. — (b) Promesse du 1er Plan quinquennal pour 1932. — (c) Promesse du 4e Plan quinquennal pour 1950.

Compte tenu de l'accroissement de la population, les nouvelles promesses pour 1955 représentent :

Cotonnades : 99 % de ce qui avait été promis pour 1937 ;

Lainages : 76 % de ce qui avait été promis pour 1932 ;

Chaussures : 123 % de ce qui avait été promis pour 1950.

L'impasse alimentaire

S'il est, cette fois-ci, assez probable que les nouvelle promesses, d'ailleurs bien modestes (on vient de le voir), seront tenues en ce qui concerne les biens de consommation d'origine industrielle, il n'en est pas de même des denrées alimentaires. Tout au long du mois d'octobre, la presse soviétique s'est répandue en récriminations relatives à la rentrée de la récolte et aux labours d'automne. La situation paraît à ce sujet vraiment *alarmante* — la *Pravda* elle-même emploie d'ailleurs ce terme à plusieurs reprises.

Les kolkhoziens ne semblent pas plus pressés que par le passé de vaquer à leurs occupations, en dépit des multiples avantages que leur assurent les ordonnances du mois de septembre. Il est très probable que les nouveaux stimulants individuels produiront leur effet à la longue, mais pour l'instant les paysans sont sans doute encore en proie à une légitime méfiance : on les a si souvent trompés dans le passé qu'ils attendent avant de s'engager. En outre — fait plus grave encore — on s'y est pris trop tard, à un moment où le mal était déjà fait, où les produits étaient déjà en train de pourrir.

« *Chaque jour de retard,* écrit la *Pravda* du 3 octobre (éditorial), *dans le ramassage des pommes de terre peut occasionner de grosses pertes.* » Dans de nombreuses régions, les plans de ramassage, d'ensilage, d'expédition vers les centres urbains, ne se réalisent pas, non seulement pour les pommes de terre et d'autres légumes, mais encore pour le blé. Dans certains cas, on est en retard de trois semaines sur le calendrier des travaux (*Pravda* du 5 octobre). A la date du 1er octobre, la région de Koursk n'avait accompli sa tâche qu'à concurrence de 12,8 %. Là où les produits sont engrangés, on ne les livre pas à l'Etat.

Dans certains districts de la région de Kalinine, toutes les pommes de terre se trouvent encore sur les champs (*Pravda* du 6 octobre). Le plan d'expédition des pommes de terre vers Léningrad n'est réalisé qu'à concurrence de 10,9 %, vers Moscou à concurrence de 7,8 %. Et le gel menace.

Dans la région de Kostroma, à la date du 10 octobre, les façons d'automne n'avaient atteint que 17 % des prévisions du plan (*Pravda* du 16 octobre).

Les chemins de fer ne se montrent pas non plus à la hauteur de leur tâche. Même là où les produits sont ramassés et acheminés vers les gares, on les y laisse pourrir à ciel ouvert parce que les wagons sur lesquels ils doivent être chargés n'arrivent pas ou ne sont pas pourvus des dispositifs nécessaires : « *A la suite de quoi, dans une série de stations de chargement, une grosse quantité de pommes de terre s'abîment.* » (*Pravda* du 12 octobre).

La *Pravda* du 8 octobre jette un cri d'alarme à cause des retards dans la rentrée du fourrage pour le bétail. Les silos restent à moitié vides, les betteraves et les pommes de terre pourrissent sur les champs, de même que la paille. Il y a une menace sérieuse pour l'hivernage du bétail. Dès le mois de mars, au plus tard en avril, le problème de la soudure se posera de la manière la plus aiguë. On peut prévoir dès à présent que bestiaux et humains se disputeront certaines denrées alimentaires, notamment les pommes de terre.

A peine lancé, le plan de redressement de l'élevage se trouve gravement compromis. Si le gouvernement soviétique veut éviter une catastrophe, il sera obligé d'ajouter des quantités massives de fourrage à son programme d'importations.

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe LE GÉRANT : M. COQUET, 30, RUE DE GRAMONT, PARIS 2e

16-30 NOVEMBRE 1953 BI-MENSUEL SUPPLÉMENT du N° 98

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901
30, Rue de Gramont
PARIS-2e
Téléphone : RIChelieu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

Un Caligula à Moscou

Le cas pathologique de Staline

LES auteurs de l'exposé qui suit sont deux Russes réfugiés en Occident après avoir été au service de l'Etat soviétique. Ils ont tenu à consigner par écrit, au sujet du cas pathologique de Staline, un témoignage qui éclaire d'une lueur sinistre bien des actes abominables jusqu'à présent inexpliqués du potentat récemment disparu. En particulier ils apportent, en s'appuyant sur un précédent de 1938, bien connu d'eux, la seule explication plausible de l'affaire dite des « médecins empoisonneurs », des « assassins en blouses blanches », de janvier 1953. A notre connaissance, il n'existe même pas d'autre hypothèse.

En même temps, leur témoignage et leurs commentaires éclairent aussi le comportement des successeurs de Staline qui s'efforcent d'administrer la succession de manière à en conserver l'actif tout en se déchargeant peu à peu du passif c'est-à-dire des exagérations, des outrances, des monstruosités de leur maître en stalinisme. Les auteurs nécessairement anonymes du présent travail contribuent ainsi à l'intelligence de l'actualité politique internationale par leur précieuse contribution à l'histoire toute récente.

S'ils se réfèrent tout naturellement aux précédents de deux Tsars déments, Pierre III et Paul 1er, (et le Dr Cabanès range aussi Pierre 1er dans sa galerie des *Fous couronnés*), c'est à Caligula cependant que l'on ne peut s'empêcher de penser en considérant le cas pathologique de Staline. Car il faut remonter au fils adoptif de Tibère pour trouver un tyran qui « se proclamait dieu, exigeait un culte, et offrait des sacrifices à sa propre divinité ». Encore Caligula ne se réclamait-il pas du matérialisme historique. Nous citons simplement la notice d'un Larousse pour ne pas alourdir d'extraits de Suétone cette brève introduction.

Comment ne pas penser, avec les transpositions nécessaires, à Caligula qui, « tous les dix jours, dressait une liste de victimes et appelait cela *apurer ses comptes* » ? Qui disait au bourreau : « Fais en sorte qu'ils se sentent mourir » ? Qui s'exprimait tout entier dans la sentence : *Oderint, dum metuant !* (Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent) ? Qui « eut la pensée de faire massacrer les légions jadis révoltées contre Germanicus » ? Qui enfin « poussa la démence jusqu'à vouloir détruire les œuvres de Tite-Live et de Virgile » ? Chaque phrase trouverait son illustration dans les actes de Staline.

Nos deux collaborateurs occasionnels rappellent que Trotski a évoqué Néron et César Borgia pour donner une idée des perversions morales et mentales du « plus grand des chefs de tous les temps et de tous les peuples », comme a osé l'appeler un de ses adulateurs, Serge Kirov. Pour s'en tenir à l'histoire romaine, il suffira de noter que Néron « ne s'élevait en rien au-dessus du médiocre ; il le sentait et son amour-propre en souffrait ». La même appréciation a été formulée au sujet de Staline par *tous* ceux qui l'ont connu de près, sans exception, avant la terreur inspiratrice de louanges mensongères. « A défaut des œuvres de génie qu'il était impuissant à réaliser, Néron se rejeta sur l'énorme, sur l'impossible ». Encore une observation qui s'applique étonnamment à Staline. Et le dictionnaire conclut : « C'est du médecin aliéniste autant que de l'historien que relève Néron ». De même nos auteurs ont-ils eu spontanément recours aux travaux psychiatriques du docteur H. Baruk pour tirer au clair « le grand secret du Kremlin ».

Les définitions de l'aliénation mentale, de la folie, de la démence, sont encore assez flottantes et l'usage finit par les confondre. De nos jours la médecine spécialisée tend à des caractérisations plus précises. D'où le diagnostic de *paranoïa* prononcé à propos de Staline par le professeur Pletnev et le docteur Lévine en 1938, et sans nul doute par certains des soi-disant « médecins terroristes » incarcérés en 1953 et que la mort du paranoïaque a rendus à l'air libre. Citons le Larousse du XXe siècle, notice qu'il faudra rapprocher des extraits du Docteur H. Baruk auxquels se réfère plus loin notre étude :

PARANOIA, n. f. (du préfixe *para*, et du gr. *anoia*, sottise). Pathol. Nom général donné parfois aux psy-

choses interprétatives dépendant de la constitution paranoïaque dont les caractéristiques sont : l'égoïsme exagéré, l'orgueil, la susceptibilité, la méfiance, et des perversions des facultés logiques.

A dessein, on évite ici de recourir aux ouvrages savants, aux termes trop techniques. Chacun sait à peu près ce qu'il faut entendre par manie de la persécution et par manie des grandeurs, chacun sait aussi comment s'est graduellement manifestée la *mégalomanie* de Staline, à mesure qu'il se débarrassait par l'assassinat moral et politique d'abord, par l'assassinat physique ensuite, de ses rivaux, de ses émules, de ses critiques, enfin de tous ses proches. Citons encore cependant le même dictionnaire :

MÉGALOMANIE, n. f. (du préfixe *mégalo*, et du gr. *mania*, manie, folie). Pathol. Délire des grandeurs. Encycl. Cette variété de psychoses systématisées à forme interprétative s'observe souvent associée au délire de persécution, dont elle présente la plupart des symptômes, avec cette différence que le mégalomane revendique sa fortune et ses titres tandis que le persécuté poursuit ses ennemis de sa haine.

Quiconque est tant soit peu informé des faits et gestes de Staline trouvera de soi-même l'application de ces formules, surtout après avoir pris connaissance de l'étude qui va suivre et des syndromes paranoïdes décrits par H. Baruk, notamment le *besoin impérieux de domination,* la *haine pathologique,* la *conscience morale anesthésiée aboutissant à des réactions criminelles,* pour conclure avec le savant qui semble avoir pris Staline pour sujet : « *Ce type clinique a naturellement un retentissement social considérable : il est à l'origine d'un grand nombre de conflits, de haines, de guerres* ». Dernière citation du Larousse:

MANIE, n. f. (gr. *mania*). Egarement d'esprit, délire, folie. Folie partielle dans laquelle l'imagination est frappée d'une idée fixe : Sa *MANIE* est de se croire le Grand Turc.

Staline s'est cru beaucoup plus que le Grand Turc, il a exigé qu'on l'égalât à Socrate et à Aristote, à Karl Marx et à Lénine, à Goethe et à Pouchkine. Il s'est proclamé le plus grand des savants, des philosophes, des écrivains, des linguistes, des capitaines, des politiques, avant de se faire sacrer le plus grand génie de l'humanité. Si Caligula a *voulu* détruire les œuvres de Tite-Live et de Virgile, Staline a effectivement supprimé bien d'autres œuvres, allant jusqu'à rayer le nom de Dostoïevski dans l'histoire de la littérature. Caligula n'eut que *la pensée* de faire massacrer des légions, Staline a effectivement ordonné le massacre de Katyn et combien d'autres massacres inexpiables. Caligula *apurait* ses comptes, Staline a effectivement épuré son parti apeuré, dans le sang et dans les affres, il a exterminé les élites de la malheureuse Russie dans toutes les catégories sociales.

Il reste à constater que la vérité exposée méthodiquement dans la présente étude commence à percer de toutes parts, dans les écrits qui serrent de près les tragédies dont Moscou est la scène principale. Ainsi dans *Le grand mystère du Kremlin,* M. André Visson parle du « vieux dictateur, aux portes du tombeau, atteint par la *manie* de persécution... Voyant des conspirateurs dans tous les coins sombres du Kremlin... (les) épurations d'il y a vingt ans, quand il se livra à des accès *de folie* sanguinaire » (*Sélection du Reader's Digest,* septembre 1953). Ainsi dans *L'Accusé* d'Alexandre Weissberg (voir plus loin). Ainsi dans F. Beck et W. Godin: *Russian Purge,* chapitre sur la *Manie césarienne de la persécution.* Et dans combien d'autres écrits de grande valeur.

Mais surtout, la confirmation éclatante de cette vérité se lit dans l'attitude des dirigeants actuels de l'U.R.S.S. envers la mémoire de Staline. Ils ont manifestement honte de leur maître dont la mort a été leur délivrance et leur silence rétrospectif à son égard désavoue les flatteries serviles qu'un paranoïaque omnipotent leur a extorquées pendant plus de vingt ans pour prix de sa faveur. Quant aux staliniens d'Europe et d'Amérique qui n'ont pas eu l'excuse de sentir l'acier froid d'un revolver sur leur nuque, le temps viendra des comptes à rendre.

Si les épigones de Staline ont manifestement honte de leur maître, ils ne sont toutefois pas libres de se défaire d'un héritage de traditions, de méthodes et de procédés inséparables maintenant du pouvoir qu'ils entendent conserver. Ils prononcent le moins possible le nom exécré, ils ont supprimé approximativement 95 % de la publicité qu'exigeait naguère la gloire artificielle du faux génie qu'un Hitler a pu si aisément surprendre, mais ils ne se montrent pas capables de durer autrement qu'en usant à leur tour des techniques staliniennes.

En politique intérieure, ils ne savent qu'entretenir la fiction du programme communiste démentie par la réalité d'une inégalité sociale de plus en plus accusée, d'une tyrannie policière sans précédent exercée au seul avantage du parti minoritaire unique et profiteur exclusif de la révolution. Le M.V.D. reste l'*alpha* et l'*omega* de leur dictature. L'amnistie qu'ils ont promulguée n'a pas rendu la parole à un seul contradicteur. Les libertés inscrites dans la Constitution se réduisent à la liberté d'obéir, d'approuver, de chanter les louanges du régime.

En politique extérieure, ils n'ont qu'à persévérer dans la voie tracée par leurs prédécesseurs, la voie « ni paix, ni guerre » où ils ne courent aucun risque et où « l'Occident pourri » leur permet toutes les manœuvres. Ils peuvent troubler impunément le monde entier, provoquer la course aux armements qui alourdit partout les charges fiscales, télécommander leurs « cinquièmes colonnes » à des fins subversives. En même temps, ils rabâchent jusqu'à satiété le refrain de la « coexistence » pour endormir l'opinion publique.

Enfin, sur le plan de l'économie, ils ne démordent pas de l'étatisation et de la collectivisation héritées de Staline, quitte à consentir quelques concessions pour parer à des difficultés criantes mais comme Staline lui-même, selon le principe: laisser pousser un peu la laine pour mieux la tondre ensuite. Leur demi-nep ou quart-de-nep n'est pas encore une évolution, c'est une tactique. Ils renonçent aux grands travaux insensés de « transformation stalinienne de la nature », mais non aux travaux forcés infligés à tout un peuple.

Un stalinisme sans les phénomènes pathologiques de Staline, moins provocant, plus captieux, meilleur manœuvrier, pose à l'Occident des problèmes supplémentaires. Il faudra bien rompre avec les aberrations d'hier et d'aujourd'hui pour savoir les résoudre.

« Le grand secret du Kremlin »

D'ABORD, les faits. Le 13 janvier 1953, encore du vivant de Staline, le ministère de la Sécurité d'Etat annonçait la découverte et l'arrestation d'une bande terroriste de médecins assassins qui se proposait d'exterminer de hauts dignitaires de l'Union soviétique. L'annonce fit partout une immense impression, les médecins en question étant considérés comme les plus grandes figures du monde médical soviétique.

Parmi eux était nommé le professeur P. I. Iegorov, récemment encore chef de la direction médicale et sanitaire du Kremlin qui surveillait l'ensemble des soins donnés à Staline et aux autres dirigeants. Egalement terroriste le professeur A. M. Grinstein, qui a soigné Maurice Thorez lequel, selon la presse communiste, ne doit sa «guérison» qu'à la science soviétique. Parmi les terroristes figurait également un membre de l'Académie de Médecine, le professeur V. N. Vinogradov qui, tout récemment, avait été décoré, par décret du Soviet suprême, autrement dit de Staline, de l'ordre de Lénine « pour éminents services rendus dans le domaine de la médecine pratique et du développement de la médecine soviétique ».

Le 4 avril, un mois après la mort de Staline, le ministère de l'Intérieur annonçait que les médecins inculpés étaient libérés, car on avait « établi » que les accusations portées à leur encontre étaient fausses et forgées « *en recourant à des méthodes d'instruction inadmissibles* ». On ajoutait que le ministre de la Sécurité S. Ignatiev, révoqué de son poste, avait fait preuve dans cette affaire d'une incurie de « gobe-mouches », laissant le soin de conduire l'instruction à son adjoint Rioumine qui avait fabriqué « une infâme calomnie contre des personnalités honnêtes et respectées de l'Etat soviétique », d' « éminents représentants de la médecine soviétique ».

Ces deux communiqués, avant et après la mort de Staline, furent pour longtemps sensationnels dans le monde entier en attestant la criminelle et consciente légèreté avec laquelle sont forgées en U.R.S.S. les accusations de terrorisme. Pour la première fois, le gouvernement soviétique avouait qu'au pays de la dictature communiste des hommes publics éminents, connus de tous, peuvent être arrêtés par la police et voués au peloton d'exécution en raison de faux aveux extorqués par la torture.

Jetant une vive lumière sur les terribles procès de jadis, en même temps que sur les procès analogues dans les pays satellites du Kremlin, l'affaire des médecins arrêtés puis relâchés suscita partout beaucoup de commentaires, d'hypothèses, de tentatives d'explication de ce qui s'était passé, dans quel dessein, pourquoi avait été inventée « l'infâme calomnie ». Certes, parmi ceux qui connaissent tant soit peu les méthodes soviétiques, personne n'admettait un seul instant qu'un obscur ministre de la Sécurité et son suppléant encore plus obscur eussent pu, sans consignes venues de plus haut, arrêter les médecins traitants de Staline et des personnalités de son entourage.

Analysant les conclusions et les hypothèses de la presse sur cette affaire, on est bien obligé de constater que *personne* n'est arrivé à discerner le principal et le plus soigneusement caché de cette histoire, à savoir ce qu'on peut à bon droit, sans tomber dans la phraséologie du sensationnel, appeler le *grand secret du Kremlin*. Disposant aujourd'hui de données jamais encore publiées, on est en mesure de serrer de plus près ce « secret » et de comprendre ainsi ce qui s'est passé non seulement les derniers temps de la vie de Staline, mais aussi bien des années auparavant, et qui était resté jusqu'à ce jour incompréhensible, indéchiffrable.

Comme point de départ pour éclaircir cette mystérieuse question, il convient de prendre toujours le même communiqué du 13 janvier, mais en l'interprétant tout autrement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent.

Ce communiqué annonçait l'arrestation des médecins suivants : les professeurs Vovsi, M. Kohen, B. Kohen, A. Grinstein, I. Feldman, Etinger, P. Iégorov, V. Vinogradov et le docteur Maïorov. Sur les neuf personnes arrêtées, il y avait six « Juifs ». De plus, on passait alors sous silence l'arrestation de six autres médecins: les professeurs Vassilenko, Zelenine, Préobrajenski, Popov, Zakoussov, Cherchevski. Or parmi eux, à l'exception peut-être de Cherchevski, il n'y avait pas de « Juifs ». Par cette omission et la mise en vedette des six « Juifs », on soulignait fortement leur participation au « complot terroriste », révélant ainsi la tendance raciste, antisémite, donnée à l'accusation par son metteur en scène.

Autre omission : les quinze médecins ci-dessus nommés n'étaient pas les seuls à avoir été « travaillés » par les organes de la Sécurité, cette fois aussi « en employant des méthodes inadmissibles »; il y en avait six autres encore, c'est-à-dire en tout *vingt et une* personnes. Ces six médecins étaient également considérés comme « d'éminentes personnalités de la médecine soviétique » puisque c'est à eux, en leur qualité d'experts hautement autorisés, que devait incomber la tâche de se prononcer sur le bien-fondé de la grave accusation portée contre leurs confrères, accusation qui les menaçait de mort. Et nous savons que ce groupe d'experts terrorisés fit tout ce qu'exigeaient les juges d'instruction. Le communiqué du 4 avril est formel à ce sujet : « *La commission d'experts médicaux s'était laissée influencer par les dossiers fabriqués au cours de l'instruction et avait appuyé de son autorité les accusations diffamatoires contre d'éminents représentants de la médecine* ».

En 1938, où furent accusés d'assassinat les docteurs Lévine, Pletnev et Kazakov, médecins traitants du Kremlin, les experts qui, par peur, confirmèrent le caractère criminel des méthodes de traitement délibérément appliquées par ceux-ci, étaient le professeur Bourmine « maître éminent de la science », le professeur Cherchevski « maître éminent de la science », les professeurs Vinogradov et Rossiiski et le docteur Zipalov.

Bourmine est mort. On ne sait rien de Zipalov et de Rossiiski. Les deux autres experts, Vinogradov et Cherchevski, ont survécu jusqu'en 1953 pour apparaître à leur tour comme assassins dont les criminelles méthodes sont confirmées par les experts sus-indiqués dont faisaient partie, dit-on, le membre de l'Académie de médecine Abrikossov et le professeur Vichnevski. L'histoire, comme on le voit, se répète. Les metteurs en scène ou, plus exactement, le metteur en scène *avait un seul et même schéma, une seule et même idée ancrée dans son cerveau, idée obsédante, véritable hantise.* Et si le metteur en scène avait continué à monter ses représentations avec des médecins assassins aux principaux rôles, les Abrikossov et les Vichneski à leur tour se seraient mués d'ex-

perts en assassins, et à la place des experts terrorisés on aurait vu d'autres personnages, des professeurs Ivanov ou Petrov. Ce n'est pas vingt-et-un médecins qui auraient été jetés dans les caves du Guépéou mais peut-être quarante ou cinquante.

De quoi les médecins étaient-ils accusés ? On le sait déjà, *c'est une vieille histoire.* On a déjà appris en 1938 que le « bloc antisoviétique des droitiers et des trotskistes », agents des services de renseignements étrangers, avait entrepris une serie d'actes terroristes *contre Staline* et d'autres dirigeants de l'U.R.S.S. A cet effet, le «bloc» aurait recruté des médecins de la direction médicale et sanitaire du Kremlin qui, sous couvert de soins, devaient runier la santé des chefs et les mener au tombeau.

Le schéma est absolument identique en 1953. Les docteurs Iegorov, Grinstein et autres, appliquant des méthodes criminelles, avaient « soigné à mort » deux membres du Politbureau, Jdanov et Chtcherbakov, et projetaient de tuer de même les méréchaux Vassilevski, Govorov, Koniev, le général Chtemenko, l'amiral Levtchenko, etc. L'assassinat des chefs militaires devait, selon les terroristes, « affaiblir la défense du pays », et comme, pour les services de renseignements américains, la mort du généralissime Staline eût porté le plus grave coup à la défense, les médecins avaient évidemment le dessein de tuer également le grand chef.

On ne le disait pas dans la presse, mais c'est là le *principal motif de l'arrestation des médecins.* Le monde n'aurait rien su des agissements et des intentions de cette bande sans une dénonciation faite par le docteur Lydia Fédosséievna Timastchouk (encore un médecin, le vingt-deuxième), femme d'un des accusés. Pour cet immense service rendu, Mme Timastchouk fut décorée de l'ordre de Lénine par décret du Praesidium du Soviet Suprême, c'est-à-dire de Staline, et proclamée héroïne par la presse soviétique. Pourtant, après le 4 avril, on décida de lui enlever l'ordre de Lénine et de la déboulonner de son piédestal.

Du vivant de Staline, l'instruction « établit » que les bandes de médecins, « bêtes à figure humaine », selon l'expression de la *Pravda,* travaillaient pour les « services de renseignements étrangers auxquels ils s'étaient vendus corps et âme et dont ils étaient les agents salariés ». Presque tous les médecins « juifs » avaient été achetés par les services de renseignements américains par l'intermédiaire de leur filiale, « l'organisation juive bourgeoise et nationaliste Joint ». Le professeur Vovsi déclara aux interrogatoires que les consignes américaines « pour l'extermination des cadres dirigeants de l' U. R. S. S. » (*donc de Staline*) lui avaient été transmises, au nom de «l'organisation terroriste et d'espionnage Joint», par le docteur Chemelovitch (vingt-troisième criminel !), ainsi que par le « nationaliste bourgeois juif Mikhoels bien connu » (Il s'agit du metteur en scène du théâtre juif de Moscou, décédé en 1947. Après la mort de Staline, il fallut annoncer que cet « honnête homme public, artiste du peuple de l'U.R.S.S. », avait été « calomnié »). Quant aux autres accusés, y compris le chef de la direction médicale du Kremlin, le professeur Iegorov, et le professeur Vinogradov, décoré de l'ordre de Lénine, ils se trouvaient être de « vieux agents de l'Intelligence Service anglais dont ils exécutaient depuis longtemps les missions les plus criminelles et les plus malpropres ».

Consacrant au complot des médecins un article « directive » sous le titre : *Ignobles espions et assassins sous le masque de professeurs,* la *Pravda* du 13 janvier concluait pompeusement à l'adresse de « l'encerclement capitaliste » :

« *La mise au jour de la bande des médecins empoisonneurs porte un coup écrasant aux fauteurs de guerre anglo-américains. Leurs agents sont pris et mis hors d'état de nuire. Le vrai visage des esclavagistes des Etats-Unis d'Amérique et d'Angleterre est une fois de plus démasqué devant le monde entier.* »

Cet article, publié en première page, à une place inhabituelle pour la *Pravda,* avait été reçu *du secrétariat particulier de Staline* alors que le journal était déjà en train d'être composé. Si l'article n'a pas été écrit par Staline, il n'en a pas moins été revu par lui de la première ligne à la dernière. La monstrueuse accusation contre les médecins s'y accompagne de références à Staline et de citations d'un de ses discours. Sachant que le communiqué sur le « complot » des médecins aurait un retentissement mondial, jamais aucun rédacteur de la *Pravda* n'eût osé mêler à l'affaire le « nom sacré » du dictateur : l'article émanait de Staline, on est en droit de le dire son œuvre. Il respire son esprit. Tout y est de lui, jusqu'à l'évident grincement de dents antisémite, et l'on sait que Staline, après la guerre, ayant annexé à sa généalogie « nos grands ancêtres », depuis le treizième siècle, depuis Alexandre Nevski et, plus tard, Dmitri Donskoï, et attisant un nationalisme grand-russien effréné, menait de plus en plus une politique antisémite. Impliquer dans le complot des médecins le plus de Juifs possible et les fusiller était parfaitement conforme à cette politique. En dehors de Staline, personne de son entourage au Kremlin et, certes, Kaganovitch moins que tout autre, n'aurait pu présenter le « complot » sous ce jour.

Il y a dans l'article du 13 janvier quelque chose qui saute particulièrement aux yeux : c'est l'idée de « l'encerclement capitaliste » propre en particulier à Staline. La conception léniniste de cet « encerclement » avait dégénéré chez Staline, en idée fixe, en une obsession, une hantise, une sorte de Satan, on ne sait quel monstre qui envoyait sans cesse sur les arrières de l'Union soviétique une nuée « d'espions, d'assassins, de saboteurs, de diversionnistes » qui induisaient en tentation, corrompaient, soudoyaient toutes les couches de la population soviétique, sans en exclure les gens qui se trouvent tout au sommet, à côté de Staline, et peuvent donc le tuer. D'où la règle : en présence de Staline personne, ni Molotov, ni Vorochilov, ni Malenkov, ni même Béria n'avait le droit de porter une arme.

En accord avec son idée de l'encerclement capitaliste dont la principale activité occulte était l'espionnage, Staline dans son article, ou celui qui l'a écrit sous sa dictée (son secrétaire particulier Poskrebychev ?) démontre que des phénomènes tels que l'organisation des médecins terroristes en U.R.S.S. sont non pas fortuits mais proprement inévitables. De même que l'herbe pousse après la pluie, l'encerclement capitaliste engendre et multiplie espions et terroristes à l'intérieur de l'Union soviétique.

Qui a suivi l'histoire des *obsessions* de Staline ne peut pas ne pas remarquer qu'il conduit sa démonstration sur l'inéluctabilité de l'apparition d'espions et d'assassins à l'aide des mêmes termes et expressions, dans le même esprit dont était imprégné son discours du 3 mars 1937 qui avait fait trembler et jeté dans une panique mortelle tous les milieux dirigeants du Parti. Ce discours annonçait et inaugurait la grande, la sanglante, la délirante « épuration » de 1937 et 1938.

Deux terribles accusations sont avancées dans l'article du 13 janvier : l'une à l'encontre des dirigeants du ministère de la Santé qui « n'avaient pas su déceler l'activité terroriste des in-

fâmes dégénérés, les médecins vendus de l'Union soviétique », l'autre à l'endroit des organes de la Sécurité qui n'avaient pas « découvert à temps l'organisation terroriste de malfaiteurs parmi les médecins ». Les deux organes étaient évidemment innocents en l'occurrence. On peut, bien entendu, inventer certaines choses, mais ne pas « déceler », ne pas « découvrir » ce qui n'existe pas en réalité est impossible. Ces médecins assassins agissant « sous le masque » sont absolument semblables au docteur Mabuse du film muet: ils ont été inventés par Staline au cours d'une nuit d'insomnie. Pareilles visions de cauchemar lui étaient propres depuis longtemps, elles le hantaient, comme on le sait maintenant, *déjà en* 1936 et était revenues le visiter *en* 1953. C'est une création de son cerveau, bien entendu d'un cerveau malade. Et c'était pour faire accepter ses inventions sans objection par son entourage que Staline proférait des menaces à l'adresse de ceux qui, au lieu de voir les ennemis, ne les « découvraient » pas.

Au risque de se tromper sur des détails insignifiants, on peut se représenter comment l'affaire des médecins fut mise en branle. Le ministre de la Sécurité était alors Avakoumov et il est possible que ce soit encore de son temps que Staline ait donné l'ordre d'entreprendre l'instruction du « complot médical », mais voyant qu'Avakoumov ne donnait pas à l'affaire l'ampleur voulue, il le chassa pour le remplacer par Ignatiev. Quant à ce dernier, Staline a pu même ne pas le voir, ne pas le convoquer, mais lui faire savoir par son secrétaire Poskrebychev que lui, Staline, avait eu connaissance (il s'intitulait fièrement le « premier tchékiste ») de l'existence d'une organisation terroriste de médecins dont faisaient partie à peu près telles personnes, et qu'il s'agissait de découvrir cette bande avec toutes ses ramifications, de la détruire et d'en obtenir des aveux. Pour l'édification d'Ignatiev, on lui rappelait (paroles de l'article du 13 janvier) que « l'histoire connaît déjà des exemples d'ignobles assassins et traîtres à la patrie agissant sous le masque de médecins, tels les « docteurs » Lévine et Pletnev qui, à l'instigation des ennemis de l'Union soviétique, mirent à mort par un traitement volontairement erroné le grand écrivain russe A. M. Gorki et les éminents hommes publics de l'Union soviétique V. V. Kouïbychev et V. R. Menjinski » (en réalité, *aucun de ces personnages n'avait été tué,* tous sont morts de mort naturelle).

La commande étant donnée, le scénario était clair et ne demandait qu'à être exécuté. Sans se changer en « ennemi du peuple », S. Ignatiev pouvait-il désobéir ? Assurément non. Aussi chargea-t-il immédiatement son suppléant d'ouvrir l'instruction avec la dernière énergie. Rioumine, lui, ayant parfaitement compris la commande de Staline, élargit le cercle des suspects, mit en œuvre tout l'arsenal des « méthodes d'instruction inadmissibles », propres depuis longtemps au Guépéou, et obtint très rapidement des accusés les aveux voulus. « La bande des criminels était découverte ». Obtenir des aveux complets n'était pas particulièrement difficile. Parmi les accusés, il y avait des vieillards, par exemple l'académicien Vinogradov âgé de soixante-et-onze ans et qui, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire en 1952, avait été décoré de l'ordre de Lénine. Ni lui ni les autres ne purent résister au « convoyeur » (c'est ainsi qu'on appelle là-bas les interrogatoires qui se poursuivent jour et nuit sans interruption) ni à d'autres procédés d'enquête moralement et physiquement accablants. Chacun des accusés, à l'instar de ses prédécesseurs de 1936-1938, dont les docteurs Lévine, Pletnev et Kazakov, décida que mieux valait « tout avouer », être fusillé plus rapidement, plutôt que de subir une longue torture. Mais Staline disparut et ils furent sauvés. Pas tous, d'ailleurs. Parmi les médecins libérés de prison on ne trouve pas les professeurs M. B. Kogan et I. G. Etinger. Ils ont dû périr victimes des « méthodes d'instruction inadmissibles ».

Que savaient de cette affaire les membres du Politbureau, le directoire qui gouverne aujourd'hui le pays ? En causèrent-ils avec Staline ? Il ne faut pas croire qu'ils pouvaient s'adresser à Staline à tout moment et sur n'importe quelle question. Obtenir une audience du tsar déifié n'était pas du tout facile. Et ils se présentaient devant lui courbés, humbles, sans jamais savoir ce que le « patron » avait derrière la tête ni comment ils les recevrait. Les dernières années, il ne gouvernait que de loin, trônant pour ainsi dire au ciel, et l'intermédiaire entre ce ciel et la terre était Poskrebychev, personnage inséparable de Staline et dont il est peu probable que l'on sache jamais toute l'activité durant vingt ans. Avec la mort de Staline, Poskrebychev a disparu lui aussi. Cela se comprend. Personne dans l'actuel directoire ne pouvait le souffrir. Il devait s'évanouir, disparaître. Sa présence blessait d'une façon insupportable leur amour-propre, leur rappelant comment ils devaient se présenter devant le terrible Patron, tout petits, humiliés, craintifs.

En machinant l'affaire des médecins, Staline pouvait n'en informer personne et ne voir aucun des membres du Politbureau (ou Praesidium). On sait cependant que, le soir du 12 janvier, alors que la *Pravda* imprimait le communiqué officiel sur l'arrestation des médecins et l'article *Ignobles espions et assassins,* Staline vit Molotov, Malenkov, Béria, Vorochilov, Khrouchtchev. En leur compagnie, il assista au Grand Théâtre à un spectacle donné par des artistes polonais. Déshonorer des gens par d'abominables calomnies, les mener jusqu'au peloton d'exécution, puis, comme si de rien n'était, aller assister à des chants et des danses, cela ressemble au plus haut point à Staline.

Les membres du Directoire actuel savaient, bien entendu, au soir du 12 janvier, quel article la *Pravda* était en train de publier, et on peut difficilement admettre qu'ils n'eussent pas soufflé mot à Staline de la découverte du « complot des médecins ». L'un d'eux exprima-t-il des doutes sur le bien-fondé de l'accusation portée contre des médecins qui les soignaient et qu'ils connaissaient bien ? Pareille supposition est proprement absurde. Staline vivant, personne n'osait exprimer le moindre doute ou désaccord sur ce qu'avait décidé, entrepris, exigé « Joseph Vissarionovitch ». Le pouvoir du « patron » et la soumission à son égard étaient illimités. Les plus grands astres du monde soviétique savaient qu'à la plus légère déviation de ses décisions ils disparaîtraient du firmament. La disparition pouvait se produire avec une implacable rapidité *dans l'état psychique particulier où se trouvait Staline les derniers mois de sa vie.*

Le tsarévitch (futur tsar) Alexandre 1er et son frère Constantin tremblaient de peur lorsqu'ils rencontraient le regard sombre et soupçonneux de leur père fou, l'empereur Paul 1er. Les derniers temps, Malenkov comme Molotov, Béria comme Boulganine et tous les autres vivaient à l'égard de Staline dans le même état de terreur et dans l'attente d'une catastrophe.

Croyaient-ils au complot des médecins ? *Aucun d'eux n'y croyait.* Ils savaient que c'était une invention de Staline qui n'aurait pour seul résultat que de compromettre le régime. Mais, en janvier, ils étaient impuissants à lui tenir tête. La meilleure preuve qu'ils ne croyaient pas au com-

plot est qu'après la mort de Staline l'affaire fut promptement liquidée. Ils auraient pu le faire non le 4 avril mais dès le lendemain de sa mort, mais une telle précipitation eût révélé trop clairement qui était l'auteur de « l'infâme calomnie contre des citoyens honnêtes et respectés de notre Etat ».

Une preuve supplémentaire de ce que le complot était tenu pour le fruit de l'imagination malade de Staline est l'attitude du groupe dirigeant à l'égard d'Ignatiev. Ce ministre de la Sécurité, après avoir pris connaissance de « l'affaire », s'était empressé de la passer à son suppléant Rioumine, et tout indique qu'il n'avait pas pris à l'instruction la part active qui lui incombait. Il était persuadé que, plus expérimenté que lui, le tchékiste Rioumine la menait « énergiquement » sous la constante surveillance de Poskrebychev, lequel informait Staline des dépositions des accusés confirmant le fantastique tableau des crimes médicaux inventé par le dictateur. S. Ignatiev n'avait donc aucune raison de craindre que Staline fût mécontent de lui.

Après la mort de Staline, lorsque le Directoire se hâta de liquider le système de gouvernement imposé par le tyran et docilement adopté, en octobre 1952, par le 19me Congrès du Parti, Ignatiev fut nommé secrétaire du Comité central, en même temps que Pospelov et Chataline. Le 21 mars, en session plénière, le Comité central le confirma dans ses fonctions. Mais du point de vue de la diplomatie politique, c'était là une *grave bévue* qui témoigne d'une précipitation excessive.

En effet, la nomination d'Ignatiev comme secrétaire du Comité central était un avancement hiérarchique, mais s'il devenait impérieusement nécessaire d'arrêter l'affaire des médecins mise en branle par Staline et qui se trouvait entre les mains d'Ignatiev, on ne pouvait bien entendu donner de l'avancement à celui-ci. Cette promotion attestait qu'il n'était pour rien dans l'infâme calomnie et que l'auteur du tout était Staline. Revenant sur sa bévue, le Directoire releva Ignatiev de ses fonctions de secrétaire du Comité central et de ministre, accompagnant la sanction d'un blâme pour « incurie » et « cécité politique ». On peut difficilement imaginer blâme plus léger pour les « infâmes calomnies » et les « méthodes d'instruction inadmissibles » !

Le cas de Rioumine et de «certains autres fonctionnaires» devait être différent. Cette fois il était nécessaire de procéder à une sérieuse épuration pour reporter la responsabilité de l'infamie commise *de la tête malade de Staline sur les têtes des tchékistes qui agissaient sur son ordre.* Il fallait couvrir Staline en trouvant un bouc émissaire. C'est pourquoi Rioumine — zélé et scrupuleux exécutant des ordres du feu dictateur — fut arrêté et déclaré dans la *Pravda* « aventurier ayant perdu figure soviétique et dignité humaine », « ennemi secret de notre Etat », qui « se moquait des droits imprescriptibles des citoyens soviétiques inscrits dans notre Constitution ». Cela sent cette fois le peloton d'exécution. La liquidation totale de Rioumine est, du point de vue du Directoire, le meilleur moyen d'en finir avec une affaire héritée de Staline et compromettante pour le régime. Les morts ne parlent pas.

De la manie des grandeurs à la folie sanguinaire

Il a été question plus haut de l'état psychique particulier de Staline au moment où il forgeait l'infâme « calomnie contre les médecins ». En disant cela, on aborde, à vrai dire, *le principal,* ce qui a été appelé ici le « grand secret » du Kremlin. Staline était gravement malade et, à la lumière des renseignements qui commencent à peine à transpirer, il convient de récrire sa biographie d'une façon nouvelle, avec l'indispensable collaboration d'un psychiâtre. On doit vraisemblablement faire remonter le début de la maladie à 1933, voire 1932. La victoire sur les cent millions de paysans englobés de force dans les kolkhozes, la destruction des koulaks et de toutes les entreprises privées, les succès de l'industrialisation obtenus aux prix d'innombrables sacrifices, la soumission absolue à son égard du Parti communiste et de l'ensemble de la population, tout cela avait mis entre les mains de Staline un pouvoir tel que, selon l'expression d'A. Weissberg : « *l'histoire de notre planète ne connait pas d'autre exemple d'un pouvoir aussi total* ». Et avec sa très lourde hérédité et des prédispositions spécifiques depuis le plus jeune âge, ce pouvoir démesuré fit tourner la tête à Staline, ébranla son cerveau.

Mais c'est à la fin de 1935 seulement que les médecins (il en sera question plus loin) commencèrent à s'apercevoir avec effroi de la maladie psychique du dictateur. Cette maladie serrait de toute évidence Staline dans son étau en 1936 et davantage encore en 1938, époque de la sanglante épuration organisée, des exterminations massives, événements dont personne n'a encore compris l'origine et dont les motifs ne souffrent aucune explication raisonnable, sociologique et politique, pour la bonne raison que cette explication est *ailleurs.*

Vers la fin de 1938, la maladie semble lâcher Staline, il devient plus « normal ». En mars 1939, il paraît déjà guéri et est en mesure de faire au 16me Congrès du Parti un rapport de près de deux heures. Mais il a l'apparence d'un homme qui vient de subir une épreuve d'une extrême gravité et certains passages de son rapport, par exemple celui où il parle des « monstres » attestent qu'il n'a pas réussi à surmonter complètement les visions de cauchemar qui accompagnaient, en 1936-1938, le paroxysme du mal.

L'état relativement normal se maintient chez Staline plusieurs années. Pendant la guerre, Churchill, Roosevelt, Truman, d'autres personnalités étrangères le rencontrent et ne voient en lui que le chef autoritaire et rusé du pays. Roosevelt est infiniment loin de la pensée que cet homme se distingue, par exemple, par une félonie pathologique. Remarquer de loin ou au cours d'une brève fréquentation quelque chose d'anormal chez Staline est difficile. Staline est un fanatique de la révolution communiste, un despote, un homme faux et cruel, mais des gens ayant les mêmes traits négatifs, quoiqu'à un degré moindre, sont nombreux et l'on ne les considère pas comme des malades psychiques au vrai sens du mot.

Or le fait est que ces traits ne résument pas Staline. Derrière l'aspect extérieur et peu attrayant s'en cachait *un autre,* indissolublement lié au premier. Ce qui est caractéristique de sa structure psychique, c'est ce que les psychiâtres nomment schizophrénie, le dédoublement de la personnalité, l'existence d'un autre être sujet aux psychoses. Après une accalmie de quelques années, la maladie s'empare de nouveau de Staline en 1946.

A partir de 1948, lorsqu'il se voit régner sur

800 millions d'âmes et sur un territoire allant de de l'océan Pacifique à Berlin, la folie des grandeurs et de la déification prennent les proportions d'une gigantesque psychose. A cette époque, les états « pathologiques » se font plus rares et de plus courte durée. A partir de 1951, la maladie décompose de plus en plus le « père des peuples » vieillissant : il passe d'un état de douce et complète prostration à de sinistres accès de fureur menaçante pour tous. Et cela se termine par l'hémorragie cérébrale, issue que les médecins qui observaient Staline prédisaient en secret dès 1936.

Les journaux soviétiques ont publié les résultats pathologiques et anatomiques de l'autopsie de Staline signés par sept professeurs. Connaissant la subordination de la médecine soviétique aux buts politiques du gouvernement, on est pleinement autorisé à supposer que les résultats publiés sont loin de représenter la totalité de ce que les médecins ont décelé ou pu déceler dans l'organisme du feu dictateur. Les professeurs expliquaient l'hémorragie cérébrale, l'hémorragie du muscle cardiaque, de la muqueuse de l'estomac et des intestins (?) ainsi que les autres phénomènes comme une conséquence de la maladie « hypertonique » de Staline, ce qui, traduit en un langage intelligible, signifie une constante hypertension de nombreux organes s'étendant sur de nombreuses années. Une telle hypertension devait incontestablement exister, si l'on se souvient qu'avec une mauvaise hérédité (père alcoolique), de nombreux défauts physiques, des capacités et facultés mentales très limitées, Staline tendait toutes ses forces pour atteindre des buts « à l'échelle planétaire » : il voulait être le « maître du monde ».

Il appartient aux neurologues, aux psychiâtres, aux physiologistes d'expliquer comment, à côté d'une « hypertonie », divers traumatismes psychiques et des psychoses étaient apparus chez le dictateur, mais il ne fait pas de doute que l'ensemble de ces phénomènes ne présente chez Staline le tableau très caractérisé d'une *paranoïa.* Par suite des conditions de vie particulières de Staline et de sa situation fascinante, de la conspiration du silence faite au Kremlin autour de sa maladie psychique, de l'extermination de ceux qui la connaissaient, c'est seulement en 1953 que *l'on apprendra avec stupeur que l'homme qui voulait être le « maître » de notre planète, qui était prêt à précipiter le monde dans une catastrophe sans précédent, était un malade psychique, un paranoïaque.*

Décrivant cette grave maladie, les psychiâtres relèvent les syndromes paranoïdes suivants qui, selon les individus, se manifestent avec une force variable et dans des combinaisons et nuances diverses : « *délire de grandeur, délire de persécution, délires hallucinatoires, monomanie, obsession, égoïsme exagéré, besoin impérieux de domination, orgueil et méfiance redoutables, perversion des facultés logiques, mensonge pathologique* (*mythomanie*), *haine pathologique, conscience morale anesthésiée* ABOUTISSANT A DES RÉACTIONS CRIMINELLES ». Parmi les personnes atteintes de paranoïa, au caractère orgueilleux, injuste, violent, le psychiâtre bien connu H. Baruk distingue comme les plus dangereuses celles qui «*ont une anesthésie particulière de leur conscience morale vis-à-vis d'eux-mêmes, en vertu de laquelle tout ce qu'ils font ou désirent faire leur paraît la perfection même, et au contraire une critique acerbe ou malveillante vis-à-vis des autres. Tous ceux qui s'opposent ou même paraissent ne pas être totalement inféodés à leurs entreprises arbitraires sont rapidement considérés par eux comme des ennemis. Ce type clinique a naturellement un retentissement social considérable : il est à l'origine d'un grand nombre de conflits, de haines, de guerres* » (1).

On trouverait difficilement un sujet chez qui tous les syndromes paranoïaques se soient manifestés avec la même force que chez Staline et aussi complètement. Or Trotski lui-même, qui pourtant voyait en Staline un mélange de traits de Néron et de César Borgia, ne se doutait pas de la maladie psychique de Staline. La mégalomanie de Staline décrite en détail pourrait figurer dans un cours de psychiâtrie comme exemple classique de paranoïa, et cette manie est facile à décrire même si l'on n'utilise que les données de la presse soviétique inféodée à Staline. Deux mots sur l'origine de cette manie.

En 1924, à l'occasion de la réception au Kremlin d'élèves-officiers, Staline leur confiait la profonde déception qu'il avait ressentie lorsque, en décembre 1905, il vit pour la première fois Lénine à une conférence bolchéviste en Finlande. « J'espérais voir un aigle de notre parti, grand non seulement politiquement mais aussi physiquement, car mon imagination me peignait Lénine sous l'espèce d'un *géant,* de belle stature et imposant. Quelle ne fut donc ma déception lorsque je vis un homme tout à fait ordinaire, d'une taille au-dessous de la moyenne, que rien, absolument rien ne distinguait du commun des mortels ». La déception de Staline s'accrut encore lorsqu'il apprit que « Lénine était venu à la réunion avant les autres et, réfugié dans un coin, causait on ne peut plus familièrement avec les délégués les plus ordinaires à la conférence ». Staline avait trouvé qu'une telle conduite de la part de Lénine était en contradiction absolue avec les « règles » que devait obligatoirement suivre tout « grand homme ». Un grand homme ne doit pas venir le premier aux réunions. Il est tenu d'être en retard et les assistants « doivent attendre le cœur battant son apparition : chut, silence, le voilà ! »

Dans ce récit se révèle tout entière la personnalité de Staline restée primitive jusqu'à sa mort. Il pensait comme le plus obscur paysan d'un village montagnard de son pays natal, la Géorgie. Les grands hommes — les Aristote, Léonard de Vinci, Newton, Goethe — doivent nécessairement être des géants. Mais dans ce que Staline disait alors on peut déjà déceler le petit *grain* d'où devait croître par la suite une grandiose et funeste mégalomanie paranoïaque. C'est à cette époque qu'il a dû se dire que si le jeu du hasard lui ouvrait un jour le chemin du pouvoir, il mettrait en œuvre, contrairement au simpliste Lénine, tout ce qui peut en imposer à l'entourage, rehausser artificiellement sa taille « au-dessus de la moyenne » et faire de lui un « géant ». Il forcerait les gens à « attendre le cœur battant » son apparition. Staline y parvint effectivement et les gens se mirent à murmurer avec effroi : « Chut, silence, le voilà ! »

Jusqu'en 1929, Staline n'était pas considéré comme le chef. Le titre officiel de chef lui fut décerné en décembre 1929, à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Les membres dirigeants du Parti avaient pour but à cette époque de supprimer tout vestige de propriété et d'entreprise privées, d'exproprier les paysans, de les enfermer dans les kolkhozes, de réaliser le premier plan quinquennal en exerçant une pression impitoyable sur les ouvriers. Pour parvenir à

(1) H. Baruk : *Psychoses et Névroses.* Paris, Presses Universitaires, 1946. — H. Baruk : *Psychiatrie médicale, physiologique et expérimentale.* Paris, Masson et Cie, 1938.

tout cela, un pouvoir d'une formidable puissance était nécessaire. Et il fut accordé à Staline. Mais les hommes qui le lui remirent consciemment, et c'étaient Molotov, Kalinine, Kouïbychev, Vorochilov, Ordjonikidzé, Mikoyan, Kaganovitch et autres, qui prêtèrent par écrit serment de fidélité à Staline dans les articles du recueil consacré à son cinquantième anniversaire, ces hommes ne pouvaient en aucun cas prévoir ce que deviendrait le pouvoir de Staline, ce que deviendrait le Parti et eux-mêmes avec lui.

A partir de la fin de 1929, pour asseoir l'autorité et le pouvoir de Staline, l'immense appareil de propagande et de contrainte de l'Etat et celui du Parti fondu avec lui se mettent à l'œuvre. Cinéma, radio, théâtre, peinture, sculpture, littérature, des milliers de réunions organisées d'après un modèle unique, répétaient chaque jour que Staline était le plus grand homme et le plus grand sage. Dans la fumée de cet encens, la tête de Staline se mit à tourner. Le pouvoir ébranla son cerveau borné. Staline se crut vraiment un « géant ».

En 1933, la manie pathologique des grandeurs est déjà évidente. Staline se considérait et obligeait les autres à le considérer comme « le plus grand homme de tous les temps et de tous les peuples », titre que lui décerna Kirov. Il exigeait qu'on l'appelât « grand chef du prolétariat mondial », « père adoré des peuples », « génial architecte et créateur du régime communiste », génial chef militaire, savant, écrivain, philosophe dont les idées et les indications étaient la condition indispensable du progrès de l'économie, de la technique, de la science et de l'art soviétique (2). A partir de 1953, un nouveau fleuron est ajouté à la couronne qui ceint sa tête troublée : « Maître du monde ». Ce sont des poètes orientaux qui le lui décernent pour la première fois dans leur recueil et l'un d'eux, exaltant son omnipotence de sultan, écrit (la traduction en russe a été publiée dans la *Pravda* du 26 mai 1935).

> Au soleil des ennemis il ordonna de se coucher
> Il dit, et l'orient rougit pour les amis
> Qu'il dise que le charbon devienne blanc
> Et il en sera comme le veut Staline...
> Le maître du monde, ne l'oublie pas,
> C'est aujourd'hui Staline.

Staline ne souffrait pas la moindre contradiction. Il jetait en prison, tuait tous ceux qu'il soupçonnait de ne pas reconnaître sa grandeur, de douter de son génie. Ils étaient déclarés « ennemis du peuple ». Et ce n'est pas seulement eux qu'il exterminait, mais aussi leurs familles, leurs femmes et enfants. Dans les fiches du N.K.V.D. ils étaient portés sous une rubrique spéciale, sous la référence « Tch. S.V.N. », c'est-à-dire membres d'une famille d'ennemis du peuple. Il tua Trotski et mena au tombeau son fils et ses deux filles, il tua le fils de Tomski, le fils de Kamenev, le fils de Zinoviev. « Le fils ne répond pas pour le père », dit-il un jour et en même temps il assassinait les fils, car les manifestations de sa haine pathologique se doublaient d'une fausseté phénoménale tout aussi pathologique. C'est ainsi que, sans ciller, il put déclarer à Ray Howard que ni lui ni le gouvernement soviétique n'avaient *jamais* eu ni le projet ni l'intention de « faire la révolution mondiale ». « Affirmer que nous voulons faire la révolution dans les autres pays en nous immisçant dans leur vie, c'est parler de ce qui n'est pas et que nous n'avons *jamais* prêché. » (*Pravda*, 5 mars 1936).

Après la guerre, la mégalomanie prit chez Staline des proportions énormes. Nul n'osait prononcer son nom sans l'accompagner de l'épithète « grand », «génial », « coryphée de la science ». L'homme qui se disait matérialiste, athée, qui niait tout principe divin, ne se contentait plus d'être « le plus grand homme ». Il se croyait plus qu'un homme. Il exigeait qu'on le vénérât comme une divinité omnipotente, omnisciente.

Au service de sa conscience obnubilée, qui perdait le sens des réalités, la presse soviétique esclave se mit à écrire que, grâce à Staline, l'U.R.S.S. était dotée de possibilités et de capacités « qu'on n'attribuait autrefois qu'aux êtres surnaturels », autrement dit à Dieu. Ne parlons pas du fait, trop bien connu, que pour se faire rendre un culte, Staline donna l'ordre d'accrocher son portrait en guise d'icône en tout lieu, dans tous les coins et recoins du territoire, non seulement de l'U.R.S.S. mais aussi des pays satellites. Pour flatter le tyran qui se dissolvait psychiquement, on lui rapportait en détail combien de rues, de places, d'usines, de villes avaient été baptisées de son nom en Europe orientale, où on lui avait érigé des monuments et lesquels, de quelle grandeur et quelle hauteur. Staline tenait pour particulièrement important que, depuis le berceau, dès le plus jeune âge, l'idée de lui, « principe omnipotent et bienfaisant », fût enracinée dans la conscience des enfants. L'idée de Dieu devait céder la place à l'idée de Staline, et la prière à Dieu à la prière pour Staline. Une telle pédagogie était appliquée jusqu'aux derniers jours dans tous les établissements scolaires de l'U.R.S.S., se reflétant dans les livres pour enfants, et son introduction était recommandée dans les pays satellites. En Allemagne, on prescrivait aux maîtres d'école d'apprendre aux petits enfants de prier avant de se coucher pour leur « bienfaiteur, le bien-aimé Staline » : « *Händchen falten, Augen senken, eine Minute an Stalin denken* » (mains joindras, tête baisseras, à Staline un instant penseras).

On peut, encore une fois, décrire dans les moindres détails l'histoire de cette mégalomanie pathologique en suivant les définitions de «l'être» de Staline que devait donner la presse soviétique. Il en est un peu autrement du délire de la persécution. Ici il est nécessaire de révéler au préalable certaines choses.

♣

Le 1er décembre 1934, le komsomol Nicolaev tuait le membre du Politbureau Kirov, gouverneur de Léningrad. Nicolaev faisait partie de la jeunesse indiscutablement déçue par le Parti communiste et sa direction. L'assassinat de Kirov n'avait pourtant nullement des causes politiques. Nicolaev était animé par un sentiment de rancune et de haine à l'égard de Kirov dont il avait appris la liaison avec sa femme. Sur Staline l'assassinat de Kirov produisit une impression atterrante.

On constate par le numéro du 27 décembre 1934 de la *Pravda* que Staline y vit le sinistre signal d'un attentat qui se préparait contre lui. Ce qui lui importait et l'effrayait, ce n'était pas le fait même de l'assassinat de Kirov mais que les « scélérats » s'apprêtaient à le tuer lui, Staline, le « plus grand homme de tous les temps et de

(2) Sur les flatteries exigées par Staline et qui lui ont fait perdre la raison, voir le *Staline* (Aperçu historique du bolchévisme) de B. Souvarine (Paris, 1935), chap. IX et suiv. — Cf. *B.E.I.P.I.*, n° 16 : *Staline coryphée de la science ;* n° 18 : *Les hommages à Staline ;* n° 24 : *Comment on encense Staline ;* n° 55 : *La poésie de la Chine soviétique.* — Cf. en outre S. Labin: *Staline le Terrible* (Paris, 1948). Et L. Trotski : *Staline* (Paris, 1948). — N.D.L.R.

tous les peuples ». Ne se fiant pas au Guépéou, il se précipita à Léningrad pour procéder personnellement à l'enquête.

Sur son ordre, des milliers de personnes qui n'avaient rien à voir avec le meurtre furent déportées de Léningrad et jetées dans les camps de concentration, tandis qu'on fusillait trois cents personnes environ, dont Nicolaev et ses plus proches camarades. La section du Guépéou de Léningrad fut accusée de « négligence criminelle », de n'avoir pas protégé suffisamment Kirov, ses dirigeants (Zaporojetz, Medvied) furent déportés tandis que d'autres collaborateurs du Guépéou étaient condamnés à de lourdes peines de prison.

Non content d'une telle répression, Staline ordonna l'arrestation à Moscou de tout un groupe de communistes avec à leur tête Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Bakaev, en qui, surtout en Zinoviev, il voyait les instigateurs de l'assassinat de Kirov et qui projetaient de le tuer lui-même. Mais Zinoviev, qui fut pendant sept ans (1919-1926) président du Komintern, était déjà à la fin de 1934, selon l'expression de ses propres camarades, un « déchet politique » et une « vieille femme ». Exclu du parti en 1927, puis réintégré en 1933, il avait prouvé par ses éternels *mea culpa* qu'il avait cessé d'être un opposant.

Ni lui ni ses camarades « zinoviévistes » ne songeaient à tuer Kirov, ne fût-ce que parce qu'ils le savaient favorable à une certaine détente politique. Considérant que la situation économique du pays s'améliorait (à la fin de 1934 commença la suppression des cartes de rationnement), que l'opposition était réduite à néant, que les paysans enfermés dans les kolkhozes se tenaient coi, Kirov disait: « Il faut desserrer maintenant la bride. Depuis ces dernières années, le Guépéou a le bras trop long. Il faut le raccourcir un peu. » On a même émis la supposition que le Guépéou, fort mécontent de cette critique et voulant montrer qu'on ne pouvait se passer de son « bras long », avait délibérément cessé de protéger Kirov, rendant ainsi possible l'assassinat..

L'instruction ne put établir aucun lien entre le soi-disant « centre de Moscou » et l'assassin de Kirov. Néanmoins Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Bakaev furent déclarés responsables, comme individus ayant, par leurs précédentes critiques, inspiré à la jeunesse de Léningrad des sentiments hostiles envers le Parti, d'où l'apparition dans ses rangs de « terroristes ». Malgré les humbles paroles de repentir des accusés, le verdict dans « l'affaire du centre de Moscou » fut extrêmement sévère : le 10 janvier 1935, Zinoviev était condamné à dix ans de prison, Evdokimov à huit ans, Bakaev à huit et Kamenev à cinq.

On peut établir exactement et avec une certitude absolue qu'à partir de l'assassinat de Kirov l'extrême méfiance propre à Staline se change en la plus extravagante des manies de la persécution. Le 18 janvier 1935, c'est-à-dire aussitôt après la fin du procès du « centre de Moscou », une « lettre fermée » signée de Staline est adressée à tous les organes dirigeants du Parti pour leur enjoindre de « mettre fin à la mansuétude » et de découvrir les ennemis. Il semble de plus en plus à Staline que des terroristes le guettent partout. En quittant son domicile pour se rendre à une réunion, il revêt une cotte de mailles impénétrable aux balles, spécialement faite en secret dans les ateliers du N.K.V.D.

En juillet 1935, il estime avoir fait preuve de trop de « mansuétude » en frappant Kamenev de cinq ans de prison. Il donne l'ordre de porter cette peine à dix ans. Il exige que la protection de sa personne au Kremlin et au dehors soit portée au plus haut degré de « vigilance ». Quand il se rend à sa villa des environs de Moscou, villa entourée d'un mur électrisé et gardée par des détachement du N.K.V.D. pourvus de chiens policiers, Staline se fait encadrer par des voitures qui se suivent à vive allure. Personne, hormis son secrétaire particulier Poskrebychev, ne doit savoir dans laquelle de ces voitures prendra place le despote. Sur tout le parcours, des signaux lumineux doivent arrêter toute circulation pour permettre à Staline de foncer le long des rues désertes au maximum de la vitesse. Il pensait que cela le préserverait des attentats.

Les mêmes mesures de précaution sont prises quand il se rend à Sotchi, au Caucase. Deux trains se suivent et, de nouveau, personne ne doit savoir dans lequel se trouve le « grand chef ». Une nombreuse garde du N.K.V.D. accompagne les trains et chaque geste du mécanicien est surveillé avec « vigilance » et sans relâche par quatre officiers du N.K.V.D. Le mécanicien lui-même est agent du N.K.V.D., mais tel est le système de Staline : chacun de ses gardes doit surveiller ouvertement et en secret les autres.

En 1936, la psychose s'empare de Staline avec une force accrue. Il se montre rarement en public et ce n'est certes pas d'après ces apparitions (par exemple, quand il fait son rapport sur la Constitution au 8me congrès des Soviets) que l'on peut juger s'il est malade ou non. A cette époque, Staline souffre de terribles insomnies et s'il parvient à s'endormir, il se plaint aux médecins que des visions de cauchemar lui donnent des sueurs froides et le font trembler. En proie à sa psychose, il invente « l'affaire du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste » qui sera jugée par le tribunal militaire de la Cour Suprême le 19-24 août. Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Bakaev sont déjà en prison, aux termes de leur condamnation ils ne pourront en sortir qu'en 1942-1944, ce sont des hommes finis. Ils ne peuvent présenter pour Staline aucun danger. Néanmoins, il les fait tirer de prison pour les tuer.

Aux partisans de Zinoviev il ajoute les ex-trotskistes Mratchkovski, I. Smirnov, M. Lourié, Olberg et d'autres qui, selon sa conviction, ont rencontré à l'étranger Trotski et ont reçu de lui « l'ordre » de le tuer. L'image exécrée de Trotski le hante sans répit. Il s'est mis en tête que c'étaient Zinoviev et Kamenev qui avaient tué Kirov et ceux-ci, pour lui être agréables et pour sauver leur tête, le confirment par des aveux pleins de repentir. A la question de Vychinski : « L'assassinat de Kirov a-t-il été votre œuvre directe ? », Kamenev répond docilement : *oui*. Mais ce n'est pas dans cet « aveu » qu'il faut voir le fond du procès. L'acte d'accusation précise que « suivant les consignes de Trotski » qui entretenait « des rapports avec la police allemande », Zinoviev après avoir organisé l'assassinat de Kirov préparait l'assassinat de « Staline, Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev ». (Il n'est pas sans intérêt de noter que les trois derniers furent tués plus tard par Staline !) En premier lieu, les « monstres » terroristes voulaient tuer Staline. Voilà pourquoi il est saisi d'épouvante.

Telle une fièvre tropicale, la manie des persécutions le tient et le secoue. Il est fermement convaincu que les monstres voulaient le tuer, mais il lui importe d'entendre à ce propos leurs aveux. Afin de les obtenir, les interrogatoires des accusés se poursuivent sans interruption vingt heures et davantage. Sloutski, l'un des juges d'instruction, disait que, pendant ces interrogatoires, sa barbe avait le temps de pousser. Toutes les heures, un coup de téléphone du secrétariat particulier de Staline coupait les interrogatoires pour s'enquérir : « L'avez-vous brisé ? », c'est-à-dire avait-on réussi à extorquer les aveux de l'accusé ?

On vit au procès qu'on avait réussi à « briser » tout le monde. Pikel et Bakaev reconnurent avoir tenté d'assassiner Staline, Nathan Lourié avoua avoir voulu assassiner Staline, de même que F. David-Krouglianski qui, prétendument, voulait tirer sur Staline dès 1935, au 7me Congrès du Komintern. Tous « voulaient » assassiner Staline et ses compagnons d'armes mais n'avaient touché personne et leur « intention » de tuer ne fut connue que par leurs « aveux ». L'acte d'accusation avait été arrangé, fignolé par les juges d'instruction et par Vychinski qui tentèrent de donner aux accusations un fondement apparent, mais aucun effort ne peut dissimuler le fait que, derrière tous ces dossiers, apparaissent le délire, les hallucinations, le visage dément de Staline, l'auteur du procès qui exigeait qu'on « brisât » à tout prix les accusés.

Dans l'affaire du pseudo centre terroriste « trotskiste-zinoviéviste » qui n'avait pas commis un seul acte de terreur, les seize accusés furent fusillés, parmi eux onze « Juifs » (prélude au procès des médecins terroristes « juifs » en 1953). Cela n'apaisa pas la soif de sang de Staline. Au contraire, c'est avec encore plus de rage, avec une opiniâtreté de fou, qu'il se mit à chercher les terroristes, les « meneurs de double jeu » cachés derrière leurs cartes du Parti. Dès avant le procès des seize, Staline avait fait envoyer aux organisations du Parti une « lettre fermée » dont le contenu était le suivant :

« Maintenant qu'il a été prouvé que les monstres trotskistes-zinoviévistes rallient dans la lutte contre le pouvoir soviétique l'ensemble des ennemis jurés des travailleurs de notre pays, espions, provocateurs, diversionnistes, gardes blancs, koulaks, toutes nos organisations du Parti, tous les membres du Parti doivent comprendre que la vigilance des communistes est indispensable. Dans tous les secteurs, en toute circonstance, la qualité indispensable de tout bolchevik doit être, dans les conditions actuelles, de savoir déceler un ennemi du Parti, si bien masqué soit-il. »

Donnant l'exemple de la vigilance, Staline cherche nuit et jour des ennemis. A la fin de 1936, son cerveau est déjà complètement empoisonné par la psychose et les hallucinations. Il voit partout des « monstres », des « terroristes », des espions. Il flaire partout des gens « sous le masque ». Sa méfiance ne connaît plus de bornes. Il ne se fie à personne. Dans son discours au Comité central en mars 1937 (paru dans la presse sous une forme atténuée), Staline, le regard obstinément fixé sur l'assistance, déclara que la carte du Parti était, dans un nombre immense de cas un *masque* permettant aux ennemis non seulement de se cacher mais encore de s'introduire et de se maintenir aux plus hauts postes.

« Le travail de sabotage, de diversion et d'espionnage des agents des pays étrangers, disait-il, affecte toutes nos organisations, tant économiques qu'administratives et du Parti. Les agents étrangers se sont introduits non seulement dans les organisations de base mais aussi aux postes responsables. Nos camarades dirigeants ont facilité l'avancement d'agents des pays étrangers aux postes responsables. »

S'adressant au Comité central, état-major général de la révolution communiste, Staline lui donnait à entendre qu'il n'avait confiance en *personne* parmi ses membres... Il fit traîner à cette séance du Comité central Rykov et Boukharine, spécialement sortis de prison. En 1925, au 4me congrès du Parti, Staline, défendant Boukharine contre les attaques de l'opposition, disait : « Que veut-on au juste de Boukharine ? C'est le sang de Boukharine que vous réclamez ? Vous n'aurez pas son sang, tenez-vous-le pour dit ! » Or maintenant, en accusant Boukharine d'avoir voulu, en 1918, assassiner Lénine et lui, Staline, il se délectait à la pensée qu'il « aurait » le sang de Boukharine ».

Il avait dit en 1923 à Kamenev et à Dzerjinski: « *Choisir la victime, préparer minutieusement le coup, assouvir une vengeance implacable et ensuite aller se coucher, il n'y a rien de plus doux au monde.* » Le pauvre Boukharine dut assurément se rappeler, avant son exécution, ces paroles de Staline ! Se gaussant avec sadisme des dignitaires tombés qui protestaient avec des larmes de leur innocence, Staline, en leur personne, montrait pour ainsi dire au Comité central quel sort attendait ceux en qui il n'avait pas confiance. Mais il n'avait confiance en personne. Krivitski, chef du contre-espionnage soviétique qui, à la fin de 1937, passa à l'émigration et qui était parfaitement informé du Comité central de mars, a écrit que les assistants écoutaient Staline « *étreints de terreur* ». Selon toute vraisemblance, beaucoup d'entre eux comprirent alors qu'ils avaient devant eux un fou et chacun pensait : « Aujourd'hui je suis encore en vie, mais demain ? »

Et en effet c'est après ce discours de Staline que commença l'extermination, dirigée par le chef dément, de dizaines de milliers de personnes, l'emprisonnement et la déportation dans les camps de concentration de centaines de milliers d'autres. Staline tuait, « liquidait », membres du Sovnarkom et du Politbureau, membres du Gosplan, ambassadeurs, maréchaux, commandants d'armée, savants, écrivains, artistes, ingénieurs, directeurs de trusts, membres du Komintern, communistes allemands, autrichiens, polonais, juifs, hongrois, tchèques, espagnols et d'autres nations accourus en U.R.S.S. pour aider le « chef du prolétariat mondial » à édifier le régime communiste. En la personne de Iagoda et de ses collaborateurs, il extermina tout le personnel dirigeant du commissariat à la Sécurité d'Etat, organe qui, au dire de Staline lui-même, était « le glaive du prolétariat » et « le gardien vigilant de la révolution ».

Dans l'armée également, il procéda à une épuration frénétique, quasi incroyable. Le développement de l'industrie lourde, principalement comme base de l'industrie de guerre, et la mise sur pied d'une immense armée en vue de la conquête du monde et de la révolution communiste mondiale, étaient depuis longtemps le principal but de la politique de Staline. Par décret du 22 septembre 1935, afin de « rehausser le rôle, l'importance et *l'autorité* des cadres de l'armée rouge », on avait réintroduit les grades militaires, du lieutenant au maréchal, et annoncé que le service des armes « devenait une profession à vie ». Commentant le décret, la *Pravda* écrivait : « *A toutes les époques, les cadres de l'armée ont appartenu à la classe dirigeante* », donc, concluait-elle, « *les chefs de l'armée rouge appartiennent à la classe qui est dirigeante dans le pays soviétique* ». Et après avoir ainsi relevé « l'autorité » des chefs de l'armée reconnus comme « faisant partie de la classe dirigeante », le chef dément entreprit de les détruire.

Il anéantit sept adjoints au Commissaire à la Défense, treize sur quinze commandants d'armée, 80 % des commandants de corps d'armée et de division, 40-50 % des commandants de régiments, plus de dix mille officiers supérieurs et subalternes. On conçoit que lorsque, en 1939, après une telle saignée, un tel affaiblissement et une telle humiliation de l'armée, Staline envahit la Finlande, la victoire sur ce minuscule pays ne pût être obtenue qu'au prix d'innombrables, d'immenses sacrifices.

Le tribunal militaire qui jugea, en juin 1937, le maréchal Toukhatchevski et d'autres chefs militaires accusa ces « bandits » d'avoir été des agents « des services de renseignements d'une puissance étrangère, d'avoir fourni systématiquement des informations aux milieux militaires de cette puissance, d'avoir commis des actes de sabotage afin de saper la puissance de l'armée rouge, d'avoir préparé, en cas d'agression militaire contre l'U.R.S.S., la défaite de l'armée rouge et d'avoir eu pour but de faciliter le démembrement de l'Union soviétique ainsi que la restauration du pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes » (*Bolchevik*, 1937, n° 12).

Cette accusation est citée ici pour rappeler qu'elle était portée contre *tous* les cadres qu'on exterminait. Il s'ensuit donc que les chefs communistes de l'armée des ouvriers et des paysans, pour la plupart sortis de milieux ouvriers et paysans, et qui avaient gagné leurs premières distinctions, médailles et décorations militaires pendant la guerre civile, dans la lutte pour la victoire de la Révolution d'octobre, que ces chefs se composaient presque sans exception d'espions, d'agents au service de l'espionnage étranger, qu'ils rêvaient au démembrement de la Russie et à la « réintégration dans leurs droits des capitalistes et des propriétaires fonciers » ! Est-il besoin de preuve plus convaincante de la démence de Staline ? Pour sauver son nom sacré, on mit en circulation la version selon laquelle des complots se tramaient parmi les militaires et que Staline, déjouant une « révolution de palais », était contraint de procéder avec la plus extrême rigueur. *C'est un mensonge.* On ne saurait trouver nulle part le moindre témoignage, la moindre confirmation de l'existence d'un complot des militaires.

Lorsque, un jour, les auteurs d'ouvrages complaisants à Staline auront compris que des périodes entières de la vie du despote étaient marquées du sceau de la démence, lorsque le secret du Kremlin aura été encore mieux dévoilé, apportant de nouveaux témoignages et des faits jusqu'ici inconnus, écrivains, psychologues, psychanalystes et psychiâtres se livreront à une analyse systématique de toutes les manifestations de la maladie mentale de ce personnage historique. En attendant, indiquons que parmi les idées délirantes, les hallucinations, les cauchemars de Staline, ce qu'il appelait « encerclement capitaliste » joue un rôle immense. L'idée de cet « encerclement » qui le hantait et lui taraudait le crâne, Staline l'avait depuis très longtemps. Le marxisme compris de façon primitive et assimilé de façon encore plus primitive s'était fiché comme un clou dans son cerveau et du même coup Staline avait absorbé l'idée de l'encerclement capitaliste. Que cette idée le hantât, on peut le déceler nettement à partir de 1930. A la session du Comité central en mars 1937, il disait :

« On ne veut pas comprendre chez nous ce que c'est que l'encerclement capitaliste. L'encerclement capitaliste, cela veut dire qu'il existe un pays, l'Union soviétique, qui a établi chez lui d'ordre socialiste. Il y a d'autre part beaucoup de pays bourgeois qui continuent à mener un genre de vie capitaliste et qui encerclent l'Union soviétique, guettant l'occasion de l'attaquer, de la battre, en tout cas de saper sa force ».

Ces pays, expliquait Staline, ne se contentent pas de « guetter l'occasion », ils ne cessent d'agir en vue d'affaiblir l'Union soviétique. Un tel affaiblissement s'obtient à l'aide de «l'espionnage» et, disait-il, si les pays bourgeois envoient un certain nombre d'espions sur les arrières de leurs voisins, « *du point de vue du marxisme* on doit supposer que, sur les arrières de l'Union soviétique ces pays doivent envoyer *trois fois plus* de saboteurs, d'espions, de diversionnistes, d'assassins » qui s'introduisent partout et pourrissent l'Union soviétique. Le marxisme, tel que le comprenait Staline, dégénère ici en doctrine de lutte contre les « services de renseignements, l'espionnage » des pays bourgeois !

Après la guerre, lorsque Staline baissa un rideau de fer pour protéger le pays de l'encerclement capitaliste, Jdanov et toute la propagande soviétique en expliquèrent la nécessité par la nature économique, politique, psychologique de cet encerclement incompatible avec l'esprit du socialisme qui règne en U.R.S.S. Chez Staline les motifs de se protéger contre l'encerclement capitaliste sont d'un autre ordre et nourris surtout de délire. Au paroxysme de la paranoïa, l'encerclement capitaliste revêt dans son imagination l'aspect du Roi des Ténèbres, de Satan, ou l'image d'une monstrueuse pieuvre dont les tentacules, sous l'espèce d'espions allemands, polonais, japonais, anglais (il n'était pas encore question avant la guerre d'espions américains) pénètrent en U.R.S.S., étreignent le pays, se tendent vers le Kremlin et menacent sa vie à lui, Staline.

Tel est le contenu vraisemblable des épuisantes visions de cauchemar dont Staline se plaignait aux médecins. La maladie évoluant, il commence à voir avec haine dans les tentacules de la pieuvre tendues de toutes parts vers lui des visages familiers. Lesquels ? Les actes d'accusation des célèbres procès créés par l'imagination détraquée du mythomane fournissent une réponse parfaitement nette. Il ressort des actes d'accusation que l'un des principaux artisans de la révolution d'octobre, L. Trotski, était en 1921, c'est-à-dire au faîte de sa gloire révolutionnaire, un espion allemand et, à partir de 1926, un agent de l'Intelligence Service ; que le vieux bolchevik Krestinski, ambassadeur en Allemagne de 1928 à 1929, était depuis 1921 un agent des services de renseignements allemands ; que l'ancien président du Conseil d'Ukraine, Rakovski, bolchevik connu de tous, était depuis 1924 un agent de l'Intelligence Service et, depuis 1934, un agent de l'espionnage japonais ; que le commissaire au Commerce extérieur Rosenholz avait été enrôlé, en 1923, par l'état-major général allemand et, en 1926, par les services de renseignements anglais; que le commissaire à l'Agriculture Tchernov, se trouvant en 1928 à Berlin, était immédiatement devenu un agent de la police allemande ; que le commissaire aux Finances Grinko était au service de l'espionnage anglais et polonais ; que le commissaire à la Sécurité Iagoda était également un espion, comme Boukharine, comme Rykov, comme quantité d'autres vieux bolcheviks.

Il résulte de cette énumération qu'une immense partie de la vieille garde de Lénine, ses plus importants collaborateurs, se composait d'espions et d'agents au service des puissances étrangères. Encore une fois, quel ne devait pas être l'aveuglement général pour ne pas voir que Staline était devenu un fou furieux assoiffé de sang ? Encore un peu, et il aurait également dû déclarer espion au service de l'état-major allemand Lénine, rentré en Russie en wagon plombé allemand. Dans ce cas, le dément Staline manqua de courage, c'est seulement après la guerre qu'il laissa entendre qu'au fond le chef de la révolution d'octobre c'était lui, Staline, et que Lénine avait tout au plus joué auprès de lui un rôle auxiliaire.

Il ne faut pas croire que la liste des espions énumérés ci-dessus soit exhaustive. Selon la théorie délirante de Staline, qui le jetait lui-même dans l'épouvante et lui donnait des sueurs froides, l'encerclement capitaliste, décomposant l'Union soviétique avec une force inexorable, y

engendre des centaines de milliers, des millions d'espions, de saboteurs, de diversionnistes. Nul n'est assuré de ne pas devenir espion. C'est pourquoi lors de l'arrestation de centaines de milliers de personnes en 1937-1938, il ne restait aux juges d'instruction de la Sécurité d'Etat que d'établir, à l'aide des aveux, par quel service de renseignements quelle puissance étrangère avait été recruté un individu donné.

La démence régnait sur l'infortuné pays !

Selon une conviction largement répandue, c'est à Iejov, commissaire à la Sécurité de fin 1936 à fin 1938 que, pendant les années sanglantes, le pays devait les effrayants excès de la terreur. Dans la littérature politique, en particulier celle des émigrés russes, il a été plus d'une fois signalé que Iejov était un anormal, un sadique qui, dans des accès de folie, arrêtait, torturait, tuait ses victimes. D'aucuns prétendent qu'il outre-passait ses pouvoirs et s'abstenait de tenir Staline au courant de ses activités, le mettant devant le fait accompli.

Une telle version, et surtout sa propagation, était extrêmement agréable aux gens du Kremlin. C'est précisément ce qu'il leur fallait : en détournant les regards du secret du Kremlin, elle masquait par le nain Iejov une autre figure, incomparablement plus sinistre. La même opération fut répétée de nos jours lorsqu'on assura que l'arrestation et la torture de quinze médecins étaient l'œuvre du seul Rioumine, vice-ministre de la Sécurité, comme si « cet ennemi du peuple et aventurier » était l'unique responsable de tout.

Maladroits et inefficaces sont tous ces recours à un bouc émissaire. Il est faux que le petit Iejov eût été une grandiose figure satanique. Ce n'est pas pour rien que la presse soviétique l'appelait « fidèle disciple de Staline », « commissaire du peuple stalinien », il n'était que l'exécuteur inflexiblement scrupuleux des ordres de Staline. De même, en qualité de procureur, Vychinski qui accusait les victimes désignées par Staline de crimes que, il le savait parfaitement, elles n'avaient pas commis. Vychinski, personnage vil et méprisable, n'est pas fou. Pas plus que Iejov.

On peut affirmer catégoriquement qu'aucun communiste important, aucun dignitaire ni général soviétique ne fut arrêté sans l'ordre de Staline. Iejov et ses auxiliaires (n'y avait-il pas parmi eux Malenkov?) dressaient, pour l'ensemble du pays et par régions, des listes de toutes sortes d' « ennemis » du peuple, espions, diversionnistes, mais c'est Staline qui choisissait les victimes à immoler. Lui seul est l'auteur du scénario du procès dit du « centre de Moscou » en 1935, du procès de Kamenev et Zinoviev en 1936, du procès de Piatakov, Sokolnikov, Radek en janvier 1937, du procès de Toukhatchevski en juin 1937, du procès de Rykov, Boukharine, Iagoda, des « médecins assassins » en mars 1938. C'est son «œuvre» de dictateur où se révèle en pleine clarté la paranoïa.

On peut admettre qu'en exécutant tous les ordres d'un fou, Iejov ait pu en être contaminé. La démence est contagieuse. Dans la littérature russe, la célèbre nouvelle de Tchékhov, *Salle N° 6*, l'illustre admirablement. Et si l'on admet que, fin 1938, le cerveau de Iejov s'était vraiment troublé, cela signifierait que le malheureux pays était alors gouverné par deux déments et que, finalement, la grosse araignée avait dévoré la petite.

Certes, la population ne savait et ne pouvait savoir ce qu'il en était de Staline. La couche supérieure des dirigeants communistes l'ignorait elle-même, ceux qui n'appartenaient pas à l'aristocratie composant l'entourage immédiat du dictateur ; pour simplifier, appelons ce « sommet » les hommes du Politbureau. Il paraît extrêmement important d'établir quand exactement ils avaient compris que Staline était malade et s'ils ont entrepris quelque chose pour mettre fin aux actes déments du personnage. Pour y répondre, il est très utile de recourir à une analogie.

Démence du chef et complicité de l'entourage

En 1931, A. Weissberg, communiste convaincu et ingénieur autrichien de valeur, venait se mettre au service de la « patrie des travailleurs ». En 1937, comme des centaines de milliers d'autres, il fut arrêté en tant qu' « espion », passa trois ans dans les prisons de Kharkov et de Kiev, puis, au début de 1940, lorsque commença l'entente cordiale entre Hitler et Staline, fut remis avec d'autres « Juifs » à la Gestapo. A. Einstein, J. Perrin, Irène et Frédéric Joliot-Curie étaient intervenus pour obtenir la libération de Weissberg. En prison, celui-ci eut l'occasion de rencontrer des représentants de toutes les couches de la société soviétique, depuis le simple paysan jusqu'au général. Parmi eux il y avait de nombreux tchékistes qui avaient commencé par prendre part à l'épuration en qualité de juges d'instruction du *Gougobez* (direction principale de la Sécurité), pour finir leur carrière en prison comme espions, ennemis du peuple et saboteurs. Le régime des prisons, avec la terrible torture des interrogatoires auxquels était soumis Weissberg, est un riche camp d'observation, et ses entretiens avec les tchékistes arrêtés lui permirent d'écrire en 1947, un gros livre, aujourd'hui traduit en plusieurs langues. Bien que Weissberg, pas plus que beaucoup d'autres, n'ait pas réussi à fournir une explication suffisante de l'énigme qui le tourmentait — l'origine et les motifs des épurations de 1936-1938 — il est plus près de la solution que n'importe qui et il a donné l'œuvre incontestablement la plus remarquable parmi l'abondante littérature consacrée aux terribles années du règne de Staline. Les lignes suivantes de son livre doivent retenir notamment l'attention :

« Au printemps de 1938, la situation était telle qu'une grande partie de la population russe se trouvait inscrite comme suspecte aux fichiers de la Guépéou. D'après les simples règles de la multiplication, on aurait pu calculer la date à laquelle le peuple russe tout entier aurait été « recruté ». Les tchékistes eurent peur de leur propre courage, mais il ne leur était pas facile de reculer. Il était impossible de ne pas arrêter un individu dénoncé comme agent hitlérien ou comme terroriste. Les juges savaient, il est vrai, que tout cela n'était qu'invention, mais ils ne devaient pas le reconnaître... »

« Par bien des côtés, les excès de la grande Purge rappellent les procès faits aux sorcières pendant le moyen âge. Les aveux extorqués par la torture étaient de pure invention. Les juges d'instruction laissaient l'imagination des inculpés agir à son gré et ne venaient à son aide que dans le cas où l'inculpé était trop niais ou trop ignare pour inventer quoi que ce fût...

« Un tchékiste qui aurait exprimé des doutes aurait été arrêté sans retard. Il fallait jouer la comédie non seulement devant les inculpés mais même vis-à-vis les uns des autres... Les accusés

étaient innocents, mais quiconque mettait leur faute en doute était tenu pour « ennemi du peuple » et fusillé. »

Quelque chose d'analogue à ce qui se passait à la base, dans les milieux tchékistes, avait également lieu tout au sommet de la pyramide soviétique, avec cette différence que si les tchékistes ne comprenaient pas ce qui se passait au Kremlin ou, plus exactement, dans la tête du dictateur, Molotov, Kaganovitch, Jdanov, Kalinine et les autres ne pouvaient pas ne pas le comprendre. Il est à croire que depuis le discours de Staline au Comité central en 1937, il était évident pour eux que Staline était psychiquement malade. Mais ils se taisaient tous, faisant semblant de ne rien remarquer. Les membres du Politbureau dissimulaient ce qu'ils pensaient de l'état de Staline non seulement les uns aux autres, mais probablement même à leurs femmes. Comme les tchékistes, ils savaient que Piatakov, Rykov, Boukharine étaient innocents des incroyables crimes dont on les chargeait mais, à la suite de Staline, ils devaient répéter les inventions de son imagination délirante.

A la session de 1937, Molotov avait prononcé un grand discours sur les crimes de Piatakov, les destructions commises par lui dans les usines, son désir de restaurer le capitalisme. Etant un homme normal, Molotov ne croyait bien entendu pas un mot de ce qu'il disait, mais il devait prononcer ce discours, sachant que dans le cas contraire Staline tendrait furtivement autour de lui ses filets, le déclarerait ennemi du peuple et espion — et le président du Soviet des Commissaires serait liquidé. De même pour tous les membres du Politbureau. Ils n'avaient aucune possibilité, aucune force pour retenir Staline.

Iejov ayant remplacé Iagoda, le terrible appareil de la Sécurité exécutait les ordres du seul Staline, fonctionnant comme une machine impitoyable, aveugle, sans âme. Se méfiant de Iagoda (on verra plus loin, pour quelle raison). Staline extermina le haut personnel policier de ce temps, c'est-à-dire les commissaieres de premier rang Agranov, Balitski, Deribass, Prokofiev, Redens. Il fit en outre fusiller le chef de la section spéciale, Gaï, le chef de la section des opérations Pauker, le chef de la section étrangère Sloutski (empoisonné), les commissaires du peuple à l'Intérieur de Biélorussie, du Kazakstan, les dirigeants du N.K.V.D. dans les régions de Saratov, de Kharkov et autres.

L'extermination insensée des cadres supérieurs de l'Etat, militaire, économique et tchékiste, officiellement motivée par la nécessité de les purger des « terroristes, espions, saboteurs et diversionnistes », créait une telle panique que personne, si élevé que fût son rang et si grande son importance dans le Parti, n'était assuré de ne pas être arrêté le lendemain et déclaré espion. Sans attendre ce jour, l'ancien membre du Politbureau et président du Soviet des syndicats Tomski se suicida en 1936, lui dont Lénine disait que, sans être un théoricien, il sentait mieux que personne les besoins des ouvriers. En 1937, se suicidaient le président du Sovnarkom de Biélorussie, Tcherviakov, le chef de la direction politique de l'armée, Gamarnik, le président du Conseil des Commissaires d'Ukraine, Lioubtchenko, qui se tua avec sa femme. Atterré par l'arrestation de Piatakov et s'attendant à partager le même sort injuste, Poudalov, éminent ingénieur du commissariat de l'Industrie lourde qui jouissait d'une autorité particulière auprès d'Ordjonikidzé, se pendit. Les personnages moins connus qui se donnèrent la mort n'ont été dénombrés par personne.

Il doit être absolument incompréhensible à ceux qui se représentent mal l'état des choses au Kremlin que les plus proches compagnons de Staline aient pu tolérer les actes de celui-ci qui menaçaient leur vie, tout en sachant que le « chef » était devenu un anormal, un fou. Ne pouvaient-ils, après s'être entendus, se jeter sur lui à une réunion du Politbureau, le ligoter, le faire soigner ? On peut supposer que Staline se serait défendu, eût été blessé et même tué. Mais sauf d'absurdes théoriciens de la non-résistance au mal, qui eût pu stigmatiser pour cela les membres du Politbureau ? Si un chien enragé se jette sur les gens, on le supprime.

Ces questions qui paraissent si simples ne l'étaient pas derrière les murs du Kremlin. Pour commettre collectivement cet acte contre Staline, les participants auraient dû *s'entendre* au préalable. Or cela était impossible. *Les hommes du Politbureau dissimulaient leurs pensées les uns aux autres.* Chacun d'eux, redoutant Staline, approuvait en apparence le chef, disant partager entièrement son idée quant à la nécessité d'épurer, entre autres, les plus hautes sphères. Staline préconisait d'être « vigilant » et selon ses paroles « l'insouciance », la « mansuétude envers les ennemis qui se promènent sous le masque est une maladie idiote ». Et tous d'approuver. Tous de faire chorus. Tout le « sommet » dirigeant était entraîné dans ce jeu avec un fou et comme personne ne savait jusqu'à quel point le voisin jouait sincèrement le jeu, il ne pouvait y avoir entente pour réagir.

L'exécution d'un « acte » présentait une immense difficulté pour une autre raison encore. Etant donné la méfiance pathologique de Staline, les mesures de protection de sa personne, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de son appartement au Kremlin, à sa villa des environs de Moscou, à sa villa de Sotchi, avaient été portées au suprême degré de perfection. Le secrétaire particulier de Staline, Poskrebychev, pourrait raconter à ce sujet bien des choses intéressantes. Afin de rendre tout « projet » réalisable, il eût fallu écarter toute cette garde, ce qui, soit dit en passant, eut lieu en partie, mais en partie seulement, deux semaines avant la mort de Staline, lorsqu'un avis parut dans les *Izvestia* annonçant que « le bureau du commandant du Kremlin de Moscou fait part avec une profonde douleur du décès prématuré du général de brigade Piotr Evdokimovitch Kossynkine, survenu le 15 février 1953 ».

Il y avait encore une troisième raison, et la plus importante de toutes. On sait que beaucoup de généraux allemands haïssaient Hitler, dont la politique leur semblait en contradiction profonde avec les intérêts de l'Allemagne. L'idée de le tuer fut tout le temps présente parmi eux, et pourtant les conspirateurs, malgré la possibilité souvent offerte d'écarter Hitler, restèrent longtemps sans agir. Leur volonté était paralysée par des considérations d'ordre patriotique et militaire. Ils craignaient que l'assassinat du Fuehrer ne provoquât la désintégration du front, surtout celui de l'Est, et ne facilitât l'invasion de l'Allemagne par les troupes soviétiques, ce que les généraux redoutaient le plus. Des considérations d'ordre idéologique enchaînaient aussi la volonté du Politbureau.

Renverser ou écarter Staline leur parut impossible, bien qu'il fût psychiquement malade. S'attribuant les mérites et les idées des autres, il était parvenu à créer partout, à l'intérieur comme à l'extérieur, l'impression que la Russie devait à son seul génie les immenses réalisations industrielles de deux plans quinquennaux. Un attentat contre Staline pouvait amoindrir dangereusement ces réalisations devant les masses populaires soviétiques, leur suggérer le sentiment de l'inuti-

lité des grands sacrifices consentis alors qu'un homme psychiquement malade les exigeait. Il serait difficile de cacher que Staline avait été écarté comme paranoïaque, et la divulgation en eût porté un coup fatal aux partis communistes du monde entier. Staline n'avait-il pas été proclamé chef génial et infaillible de tout le prolétariat mondial ? Tel un parasite à l'arbre, tous les partis communistes s'étaient étroitement collés à son personnage de « grand maître de la révolution mondiale ». Ils juraient par son nom, étaient à genoux devant lui et répétaient comme des perroquets chacune de ses paroles. Au septième congrès de l'Internationale communiste tenu à Moscou en 1935, le message suivant signé des représentants de 65 partis communistes fut remis à Staline (sur son ordre et mis au point par lui) :

« Au nom des travailleurs de tous les pays, nous nous adressons à toi, notre chef, le chef du prolétariat international et de tous les opprimés. Tu nous a enseignés et nous enseignes, nous communistes. Dans la lutte avec les trotskistes-zinoviévistes contre-révolutionnaires, dans la lutte contre les opportunistes de droite et de gauche, tu sus défendre, camarade Staline, la doctrine marxiste-léniniste et la développas dans les conditions d'une nouvelle époque de la révolution mondiale qui demeurera connue dans les siècles comme l'époque de Staline. »

En quelle posture se seraient trouvés, dès lors, tous ces représentants politiques qui juraient fidélité à Staline, s'il s'était su que leur grand chef et maître était un paranoïaque et que c'est au paroxysme de la paranoïa qu'il avait entrepris toute une série de campagnes ? Dans l'espoir que Staline guérirait, les hommes du Kremlin, sans se concerter, décidèrent que le mieux était de se taire, d'obéir au « chef » et de garder inviolable le grand secret du Kremlin.

Néanmoins, les personnalités de haut rang n'étaient pas toutes capables de tenir leur langue à la vue des destructions de la vie politique et économique du pays que provoquaient les psychoses du dictateur. Ainsi le suppléant de Molotov, c'est-à-dire le vice-président du Conseil des Commissaires, Roudzoutak, tenait qu'il fallait, en cachette de Staline, convoquer en quelque lieu secret le Comité central qui, sous la signature de tous ses membres, rédigerait une supplique à Staline, le priant humblement de quitter momentanément le pouvoir pour « rétablir sa santé compromise par l'immense travail accompli par lui pour le bien de la société socialiste ». A qui Roudzoutak confia-t-il ce plan « chuchoté », on l'ignore, mais la preuve du danger d'un tel bavardage est que Staline en eut rapidement vent et que Roudzoutak fut « liquidé » sous l'étiquette d'ennemi du peuple et d'espion.

Un sort analogue advint en 1938 au second vice-président du Conseil, V. Tchoubar, qui, autant qu'on puisse le savoir, souhaitait une solution analogue au plan de Roudzoutak. Le troisième suppléant de Molotov, Valerian Mejlaouk, périt également, ainsi que son frère I. Mejlaouk. Le premier, accusé d'avoir transmis à l'étranger des renseignements sur la maladie psychique de Staline, aurait été tué, d'après certains propos, par Iejov lui-même. De la position de Iagoda, chef de la Sécurité d'Etat en 1936, il sera question plus loin. Quant à Ordjonikidzé, lui seul, semble-t-il, osa déclarer à Staline qu'il le considérait comme ayant perdu la raison, comme un insensé. Quelques renseignements sur le heurt entre Ordjonikidzé et Staline ont transpiré alors à l'étranger, mais ils peuvent être complétés et en partie rectifiés.

Ordjonikidzé, précisément en tant que commissaire à l'Industrie lourde, cette quintessence du régime communiste selon Staline, était extrêmement influent au Politbureau et se permettait parfois de contredire Staline. Il avait pour adjoint Piatakov, un des administrateurs les plus doués, comme Lénine l'a écrit dans son « testament ». La mise sur pied de l'industrie, surtout de l'industrie lourde, était une œuvre à laquelle Piatakov se donnait avec un zèle fanatique. C'est pourquoi il fut trotskiste jusqu'en 1929, critiquant à la suite de Trotski le gouvernement (alors présidé par Rykov) qui n'assurait pas à l'industrie des rythmes de développement assez élevés. Etant donné la haine farouche de Staline contre tout ce qui rappelait Trotski, la réputation de Piatakov avait, à l'époque non de l'industrialisation mais de la superindustrialisation, barré à cet homme de talent la voie des hauts postes. Au lieu d'être le chef de l'industrie lourde, il n'était que l'adjoint d'Ordjonikidzé qui, il est vrai, l'appréciait beaucoup.

En 1936, Staline, en état de dérangement mental, après avoir préparé le procès de Kamenev et de Zinoviev, en projetait un autre, encore plus absurde dont les principaux accusés devaient être Piatakov, Radek, Mouralov, Serébriakov. Iagoda, chef de la Sécurité et qui, sur les indications de Staline, avait déjà arrêté certains accusés de ce futur procès, confia en secret à Ordjonikidzé que son adjoint allait être arrêté et de quoi il serait accusé. Ordjonikidzé entra en fureur et, rencontrant Staline, lui déclara qu'il ne pouvait admettre l'arrestation de Piatakov. Sa querelle fut si orageuse qu'il eut ensuite une grave crise cardiaque.

Piatakov, averti du sort qui le menaçait, fit *in extremis* une tentative pour sauver sa peau, assurant n'avoir rien de commun avec les Kamenev, les Zinoviev, les trotskistes qui avaient « assassiné Kirov »... Le procès de Kamenev et Zinoviev commença le 19 août 1936 et, le 21 août, Piatakov adressait à la *Pravda* un article réclamant l'extermination des accusés et de leurs complices :

« Voilà des hommes qui ont perdu les derniers traits de leur figure humaine. Il faut détruire comme une charogne qui empoisonne l'air pur, l'air vivifiant du pays des Soviets, comme une charogne dangereuse pouvant causer la mort de nos chefs et qui a déjà causé la mort d'un des meilleurs hommes de notre pays, de cet excellent camarade et dirigeant qu'était S. M. Kirov. »

L'infamie de cet appel ne sauva pas Piatakov. Il fut arrêté, jugé et, à l'audience, « avoua » tous les crimes relevés par Vychinski. Il reconnut qu'agissant sur l'ordre de Trotski, il avait voulu tuer Staline, que, dans l'Oural et le Donetz, il eut sous ses ordres des saboteurs qui devaient détruire l'industrie et cherchaient à restaurer le capitalisme. Toujours à l'instigation de Trotski, qui aurait été en rapport avec Rudolf Hess, bras droit de Hitler, Piatakov devait faciliter la livraison de l'Ukraine aux Allemands et celle de la région maritime d'Extrême-Orient aux Japonais, et à cet effet saboter et ruiner l'industrie de guerre soviétique.

Au procès, Piatakov donna l'impression d'un homme hypnotisé qui répétait des insanités apprises et s'efforçait de n'oublier aucun des crimes qu'on lui imputait. De cette façon, il avait sans nul doute l'espoir de sauver sa tête. Cet espoir comme celui de ses co-inculpés se fondait sur le fait qu'ils s'étaient laissés prendre à une astuce du rusé dément. A la prison de la Loubianka, Piatakov, Mouralov, Serébriakov et d'autres avaient eu la possibilité, comme par erreur, par négligence de l'administration, de voir vivants,

à leur profonde stupéfaction, Kamenev et Zinoviev dont l'exécution avait déjà été annoncée. Ceux-ci leur dirent que passant pour morts, ils resteraient en vie par décision de Staline, mais vivraient sous un nom d'emprunt, loin de tous, en quelque coin reculé de Sibérie, sans doute dans une petite île de l'océan Glacial, sans toutefois être privés du droit de recevoir livres et journaux.

Cette rencontre contribua dans une grande mesure à réaliser le programme des aveux ineptes exigés. Mais le fou trompa tout son monde. Piatakov et ses douze coaccusés furent fusillés, de même que Zinoviev et Kamenev. Et non seulement eux mais, pour faire bonne mesure, on « liquida » de nombreux économistes — même sans comparution devant la justice que représentait Vychinski.

Ordjonikidzé, dont le ministère avait perdu, en Piatakov et beaucoup d'autres, les collaborateurs les plus précieux, entra en rage. Dans une entrevue avec Staline, il lui jeta à la face que le jugement n'était qu'un assassinat commis par un dément : « *Tu es fou, je le sais maintenant, je t'observe depuis longtemps. Je révélerai au Parti que tu ne peux plus être notre chef, tu es psychiquement malade.* »

Le 18 février, à 5 heures 30, Ordjonikidzé mourait. Quand son dernier entretien avec Staline eut-il lieu ? Probablement le 16 ou le 17. Si sa mort avait suivi immédiatement l'entrevue, nul n'aurait pu savoir ce qu'il avait dit. De toute évidence, en sortant de chez Staline, tout enflammé de colère, Ordjonikidzé, homme très peu maître de lui et dont les passions s'exprimaient impétueusement, raconta à quelqu'un sa querelle orageuse. Il n'est pas exclu qu'il soit mort d'une crise d'asthme cardiaque, mais le bruit qu'il avait été empoisonné se répandit aussitôt dans Moscou terrorisée par la purge en cours, les arrestations, les procès, les fusillades.

Qu'au Kremlin le « patron » était fou, personne n'en parlait, le secret restait bien gardé, mais on chuchotait qu'Ordjonikidzé avait été liquidé pour avoir osé contredire Staline sur les procès. Il y a en effet dans ce cas bien des choses bizarres qui font naître les plus légitimes soupçons. Ainsi le passage de sa biographie, dans la *Grande Encyclopédie soviétique*, où il est dit: « Les bâtards trotskistes-boukhariniens du fascisme voulaient assassiner Ordjonikidzé. Les agents fascistes n'y parvinrent pas, mais le travail destructeur et la trahison de méprisables mercenaires droitiers trotskistes du fascisme germano-japonais hâtèrent de beaucoup la mort d'Ordjonikidzé. »

Autre chose étrange. Quand des personnalités soviétiques de haut rang meurent, on les fait d'habitude photographier non à leur domicile mais sous un catafalque dans le cadre solennel de la Salle des Colonnes à la Maison des syndicats. Staline, convoquant le photographe officiel et ordonnant à Iejov, Molotov, Kaganovitch, Jdanov, Vorochilov et Mikoyan de le suivre chez Ordjonikidzé, voulut que celui-ci fut présenté sur son lit de mort dans le cadre familial. La *Pravda* du 19 février publiait une photographie où l'on voit le corps au milieu de la pièce, auprès de lui un visage détourné, celui de la veuve en larmes, et le Politbureau avec Staline ayant à ses côtés Iejov. Que devait signifier cette démonstration ? Staline voulut-il couper court aux bruits qui couraient à Moscou ? Qui peut dire ce qui se passait dans la tête du despote aliéné ?

En U.R.S.S., le bulletin médical sur les décès de hauts dignitaires est habituellement signé de professeurs et médecins très connus. Ainsi en 1935, le bulletin relatif à Kouïbychev porte sept signatures, celle du professeur Abrikossov en tête. Dans le cas d'Ordjonikidzé, la seule signature connue est de Lévine, l'autre étant d'un obscur petit médecin du dispensaire du Kremlin, S. Metz, dont on n'a plus jamais entendu parler depuis. Quant à Lévine, il figurera bientôt lui-même dans un procès en qualité de médecin assassin, sera jugé et fusillé ; le 18 février, en signant le bulletin de décès d'Ordjonikidzé, il savait déjà que « Staline avait jeté son dévolu sur lui » (on le verra plus loin) et n'osait, bien entendu, rien voir de suspect dans la mort d'Ordjonikidzé.

Une autre circonstance ne peut pas ne pas retenir l'attention. Conformément au désir de Staline, les journaux durent publier un article nécrologique consacré à la mémoire d'Ordjonikidzé, « un des hommes les plus importants de notre Parti, ardent et intrépide bolchevik-léniniste ». A la suite de Staline contresignèrent l'article vingt personnages triés sur le volet, les plus importants du Parti, la fine « fleur » pour ainsi dire. Il est remarquable que, par la suite, la moitié d'entre eux, dix personnes, Tchoubar, Kossior, Eiche, Roudzoutak, Postychev, Iejov, Akoulov, V. Mejlaouk, Antipov, Iakovlev, devaient en 1937-1938 être fusillés, et Pétrovski déporté. Aujourd'hui « élite », demi-dieux au sommet de l'Olympe auprès du dieu Staline, et demain — une balle dans la nuque. Etant donné la facilité avec laquelle Staline fauchait la «fleur» de son plus proche entourage, on a peine à croire qu'Ordjonikidzé soit mort de mort naturelle.

Pour en finir avec Ordjonikidzé, un fait encore. Il avait un neveu, Gvakharia, directeur de la gigantesque usine métallurgique Makeevski occupant 25.000 ouvriers. Pendant des années, à partir de 1935, cette usine et son directeur firent l'objet d'éloges enthousiastes des gouvernants et de la presse. De nombreux articles leur étaient consacrés dans la *Pravda* et dans le *Bolchevik*, où Gvakharia lui-même avait exposé les réalisations de l'usine dans son article : *Comment nous avons rendu rentable l'usine Makeevski*. La *Pravda* écrivait que « les yeux du pays tout entier étaient fixés » sur cette usine et des rapports sur son activité étaient expédiés chaque jour à Moscou. On l'appelait « porte-drapeau dans la lutte pour une métallurgie lourde rentable ». Poursuivant son œuvre de rationalisation (à l'aide, il faut bien le dire, d'une dure pression stakhanoviste sur les ouvriers), Gvakharia annonça qu'en 1936 il augmenterait la production de l'usine de 30 % tout en réduisant de 20 % le nombre des ouvriers. Peu après la mort d'Ordjonikidzé, le célèbre Gvakharia fut arrêté.

En dépit de ses mérites, déclaré saboteur et espion, il fut fusillé. En la personne du neveu, Staline se vengeait de l'oncle qui avait osé lui dire : « *Tu es fou* ».

En 1938, la frénésie de Staline avait atteint son paroxysme. On fusillait d'un bout à l'autre du pays. Les prisons étaient bondées de communistes et de non-communistes, partout, dans tous les services de la Sécurité, on frappait, suppliciait, torturait, exigeant des inculpés une réponse à une seule et même question stéréotypée et absurde : par qui, par quel service de renseignements étranger ils avaient été recrutés, quelle puissance étrangère ils servaient, quels actes de sabotage ils avaient commis ou avaient l'intention de commettre. Terrorisés, les gens dénonçaient n'importe qui sous la torture. Personne ne pouvait dire quand, comment et où tout cela finirait.

A la différence de ceux qui ne comprenaient rien, les gens du Kremlin, eux, comprenaient tout et voyaient venir une terrible catastrophe mais n'avaient aucune possibilité de retenir Staline. La mort d'Ordjonikidzé confirmait une fois de plus que les membres les plus influents du Politbureau périssaient sans délai quand ils contre-

disaient Staline et voulaient le dissuader de frapper à tort et à travers. La seule chose qu'ils pussent faire était d'essayer de lui enlever son arme, principale, l'appareil de la Sécurité dirigé par Iejov.

Les membres du Politbureau n'osaient faire allusion à la démence de Staline, mais pouvaient parler des excès de Iejov et de son état anormal, d'abord à voix basse, puis de plus en plus ouvertement. Suivant le proverbe « un clou chasse l'autre », ils se mirent à traiter la frénésie de Staline en attirant son attention sur les excès de Iejov. On lui laissait entendre que Iejov compromettait irrémédiablement son nom sacré. Selon une version, Kalinine se serait mis à genoux devant Staline en le suppliant d'écarter Iejov au plus vite. L'ayant écouté, Staline l'aurait repoussé du pied et serait sorti sans mot dire.

Néanmoins, après cet incident, son attitude à l'égard de Iéjov aurait commencé à changer et à devenir hostile. La tactique psychiatrique des hommes du Kremlin se révélait efficace et à mesure que Staline retirait sa confiance à Iejov, les crises de paranoïa commencèrent à s'atténuer, Staline devint plus normal. Au début de décembre 1938, Iejov, soi-disant « à sa demande », fut déchargé de ses fonctions et nommé commissaire aux Transports fluviaux — première étape sur le chemin du néant.

Il fut remplacé par Béria, tchékiste connu de Transcaucasie, à qui depuis 1935 Staline marquait une grande faveur pour son livre *A propos de la question de l'histoire de l'organisation bolchévique en Transcaucasie,* où, à coups de falsifications, Staline est présenté comme le créateur du mouvement ouvrier au Caucase. Iejov, dont le sort est sans intérêt, a disparu sans laisser de trace. Après sa chute, on trouva dans son bureau les éléments d'une accusation d'activité criminelle contre Kaganovitch et Vorochilov.

Le secret du Kremlin n'a encore été percé par personne. Dans la copieuse littérature de révélations produite depuis la guerre par un grand nombre de nouveaux émigrés, il n'est pour ainsi dire jamais explicitement question de la maladie psychique de Staline. Cela se comprend : parmi les auteurs de ces révélations, il n'y a, que l'on sache, personne dont on puisse dire qu'il ait appartenu aux sphères proches du Kremlin et ait donc pu en savoir plus long que le commun des mortels.

Certains renseignements parvenus à l'étranger, d'abord en 1937, puis en 1938, donnaient cependant un tableau de la maladie psychique de Staline et de ce qui se passait au Kremlin. Malgré leur exceptionnelle importance, rien n'en a été publié. Leur connaissance n'a pas dépassé un cercle très étroit (trois ou quatre personnes, peut-être). Ils furent très consciemment mis sous le boisseau. Ceux qui les détenaient étaient certains que la guerre approchait, que pour la victoire sur Hitler les pays démocratiques auraient impérieusement besoin de l'alliance, de l'aide active de la Russie soviétique, et ils jugeaient nuisible, absolument inadmissible de compromettre une telle alliance éventuelle en révélant que l'U.R.S.S. était « gouvernée par un fou ». Même l'entente entre Hitler et Staline ne fit pas départir de leur attitude ces personnes persuadées que cette entente était « contre nature » et que, tôt ou tard, l'U.R.S.S. se retournerait contre l'Allemagne.

Le confident qui avait reçu les renseignements en question a péri pendant la guerre, probablement dans les fours crématoires d'Auschwitz ou de Dachau. Avec lui ont disparu des détails extrêmement précieux. Il n'en reste que ce qu'a conservé la mémoire de ses proches. En interrogeant ceux-ci, on peut recueillir des fragments semblables à un manuscrit où manquent des lignes, où certain passages sont effacés, où des lettres font défaut. Malgré cela, quelques données subsistent, utilisées dans les pages qui précèdent, et permettent de voir clair dans ce qui se passait au Kremlin.

L'essentiel, qui se rapporte au procès des « médecins assassins » de mars 1938, acquiert de nos jours un intérêt particulier en aidant à déchiffrer, à comprendre l'affaire des « médecins terroristes » de janvier 1953. L'entretien de Staline avec Pletnev, d'une importance capitale, nous est parvenu après être passé par plusieurs mains. On ne peut en garantir chaque parole, c'est la substance qui importe. Il a fallu, pour rendre le récit plus cohérent, prêter des pensées et des sentiments aux personnages. C'est assurément là un procédé conjectural mais parfaitement légitime et corroboré par les faits connus. Voici comment Staline inventa en 1936-1937 la fantastique histoire des « médecins assassins » Pletnev, Lévine et Kazakov.

Le professeur D. D. Pletnev était l'un des plus éminents médecins traitants du Kremlin. Quoiqu'il ne fût pas l'unique médecin de Staline, celui-ci s'adressait souvent à lui. Pletnev l'accompagnait dans ses voyages au Caucase, à Sotchi, et restait parfois longtemps auprès de lui. Il eut ainsi l'occasion de bien connaître Staline sous un aspect inconnu aux autres. Il savait admirablement tous ses défauts physiques, en particulier la légère paralysie, depuis l'enfance, du bras et de l'épaule gauches ainsi que des anomalies d'ordre sexuel. Staline était très difficile à soigner, il manquait de patience et avait une peur extrême de la moindre souffrance.

Pletnev ne pouvait, bien entendu, ne pas s'apercevoir d'une manie des grandeurs qui ne sautait que trop aux yeux. Il lui fallut néanmoins du temps pour se convaincre que cette manie ne pouvait être considérée du seul point de vue politique, qu'il y avait derrière quelque chose relevant de l'analyse clinique. Il savait, par exemple, que Staline, en apparence équilibré et maître de lui, comme on le voyait lors de ses apparitions publiques, était sujet à des crises qui le rendaient anormal, sauvage, capable de tuer.

L'observation de ces crises amena Pletnev à voir sous un nouveau jour la mort de N. S. Allilouéva, seconde femme de Staline, survenue le 9 novembre 1932. Dans la *Pravda* de l'époque, cette mort avait été marquée par un nombre inusité pour la presse soviétique d'articles nécrologiques et par toutes sortes de condoléances publiées sur l'ordre ou avec le consentement de Staline. Certains des articles relevaient la « soudaineté » du décès d'Allilouéva mais on n'indiquait nullement les circonstances. Plus tard le bruit courut que, les derniers temps, Allilouéva critiquait souvent la cruauté (emprisonnement, déportation) avec laquelle Staline traitait ses camarades du Parti qu'elle connaissait de longue date, et les cruelles mesures prises à l'égard des paysans. Ne souffrant aucune critique, Staline réagissait avec fureur aux remarques d'Allilouéva, se jetait sur elle à bras raccourcis et, dans ces accès, brisait tout dans l'appartement, menaçant sa femme de l'envoyer faire une « promenade en des lieux lointains ».

Allilouéva, sentant qu'elle ne pouvait plus vivre avec Staline devenu de plus en plus anormal, et sachant qu'elle ne réussirait pas à le fuir, se suicida d'une balle de revolver, selon la version courante. Mais Pletnev, ayant eu plusieurs fois l'occasion d'observer les fureurs staliniennes, arriva, ainsi que certains autres, à la conclusion qu'Allilouéva avait été tuée par Staline.

Observant le dictateur de plus près, Pletnev

apprit que, pendant la préparation des procès en 1935 et 1936 (Zinoviev et Kamenev), Staline, avec une jouissance de sadique, suivait par téléphone des nuits entières comment les juges d'instruction du Guépéou se gaussaient des inculpés, les suppliciaient par des interrogatoires sans fin. Staline se couchait très tard, il souffrait constamment d'insomnies, mais quand il parvenait à s'endormir il était accablé de cauchemars épuisants qui le mettaient en sueur. Il éclatait en injures à l'adresse de praticiens incapables de lui assurer un sommeil paisible, à lui, le « grand homme », et quand on faisait venir de l'étranger un médicament nouveau ou qu'on en préparait un à la pharmacie du Kremlin, il le considérait avec une méfiance extrême s'exprimant sous une forme insultante pour les médecins.

Personne ne saurait décrire en détail — seul Pletnev l'aurait pu — l'atmosphère de ses rapports avec ces derniers. En tout cas, tenant Staline pour un anormal, les visites commencèrent à peser à Pletnev qui finit par prendre peur. A l'origine de cette peur, il y eut un entretien avec Staline et dont on peut rendre la substance par le dialogue suivant :

Staline :

Je vous regarde, Dmitri Dmitrievitch, et je me dis : et s'il vous venait à l'idée, à vous ou à un autre de vos confrères, mettons Lévine, de me donner en cachette du poison à la place d'un médicament ? Supprimer Staline — quel événement !

Pletnev :

Vous m'offensez profondément, Joseph Vissarionovitch. Est-il possible que je sois à vos yeux un tel misérable ? Et puis vous savez bien que je n'apporte pas dans ma poche les médicaments qu'on vous prescrit. Tout passe par la direction médicale et sanitaire du Kremlin et sa pharmacie, tout est contrôlé maintes fois.

Staline :

Eh bien, et si vous étiez de connivence avec Khodorovski (à cette époque, chef de la direction médicale et sanitaire du Kremlin) ? Il pourrait bien ne pas y avoir de contrôle alors. Il n'y aurait que mensonges.

Pletnev :

Il m'est très pénible de vous entendre prononcer de telles paroles, de vous savoir de telles pensées. Je ne l'ai mérité en rien. D'autre part, vous savez qu'au point de vue moral et politique, nous, médecins du Kremlin, sommes des gens passés au crible. Le N.K. V.D. nous surveille.

Staline :

Bon, et si vous étiez de mèche avec Iagoda, s'il s'était rangé à vos côtés ? Tout arrive au monde. Et alors ?

Des conversations sur ce sujet, renouvelées plus d'une fois, mirent Pletnev en état de panique. Sachant assez, depuis 1928, depuis le procès dit des mines, comment se forgent les accusations, il se sentit au bord de l'abîme. Une légère poussée et il périrait sans avoir commis aucune faute. Conformément aux instructions du N.K. V.D., rien de ce qui se passait au Kremlin, rien de ce que les médecins pouvaient y entendre et voir ne devait transpirer à l'extérieur. Il était tout particulièrement interdit de dire ce que faisait Staline, comment il se sentait, ce qu'il disait. Pletnev avait jusque-là observé cette règle sans défaillance, mais maintenant, effrayé par les allusions de Staline, il décida de consulter quelqu'un.

Il choisit le docteur Lévine, et cela non seulement parce qu'il le connaissait depuis des dizaines d'années. Lévine était le «doyen» des médecins et n'exerçait qu'au Kremlin, où son affectation datait du temps de Lénine. Depuis longtemps médecin attitré de Iagoda, chef de la Sécurité, il jouissait de la confiance de celui-ci et, sans être communiste, était considéré à tous égards comme sur. Lorsque Maxime Gorki revint en Russie, Lévine fut son médecin. En cette qualité, il accompagnait son patient chaque année en Italie, où Gorki passait l'hiver. Le Guépéou ne craignait pas qu'au cours de ces voyages Lévine passât dans l'émigration. Etant médecin du Kremlin depuis près de quinze ans, ayant pour malades presque tous les dignitaires soviétiques qui y résidaient, appelé fréquemment auprès de Staline, Lévine connaissait mieux que personne les coulisses du Kremlin, ses petits et ses grands secrets, le caractère des hauts personnages, leurs rapports mutuels. Pletnev n'aurait pu trouver meilleur conseiller, lequel, de plus, allait souvent chez Iagoda.

Les confidences de Pletnev emplirent d'effroi Lévine qui savait encore mieux comment Staline forgeait les accusations. Causant à cœur ouvert avec Pletnev, il lui confia que ses propres observations et les allusions des familiers de Staline l'avaient convaincu depuis plus d'un an que ce dernier était psychiquement malade. C'est sans doute au cours de cette conversation que fut prononcé pour la première fois le mot de paranoïa.

Lévine dit à Pletnev qu'il voyait venir une catastrophe. « Staline a sans aucun doute jeté son dévolu sur nous, je ne sais si nous réussirons à nous tirer sains et saufs de cette situation. Nous sommes des mouches tombées dans la toile que tisse l'araignée. » Ils décidèrent de mettre Iagoda au courant. Lévine eut un premier entretien avec celui-ci, puis revint avec Pletnev. Combien d'entrevues eurent-ils ainsi, une fois semble-t-il en présence de Khodorovski (fusillé par la suite sans procès), il n'a pas été possible de l'établir.

Quelle fut la réaction de Iagoda aux révélations des médecins ? Membre du collège du Guépéou depuis 1920, remplaçant, depuis 1924, du président du Guépéou Menjinski et, après la mort de celui-ci, en 1934, chef du Guépéou (appelé aussi Gougobez), Iagoda était en 1936 au zénith de sa puissance. Fin novembre 1935, on lui avait conféré le titre de «commissaire général à la Direction principale de la Sécurité d'Etat». Et la *Pravda* écrivait: «Iagoda! Ce nom conjure le danger, écrase la terreur contre-révolutionnaire. Il a une oreille infaillible pour le moindre remuement hostile et un bras dur, bien armé, qui porte loin. C'est un travailleur d'une prodigieuse énergie, un organisateur ayant peu d'égaux dans le pays, un bolchevik de vieille trempe, rigoureusement éprouvé, un disciple éminent et remarquablement doué de l'école Lénine-Staline-Dzerjinski ». Iagoda était l'initiateur et l'organisateur de l'emploi du travail forcé pour la construction de canaux et autres « entreprises socialistes » et « sur sa poitrine, à côté de l'ordre gagné sur le champ de bataille dans la lutte avec la contre-révolution, brille l'ordre de Lénine en récompense de la construction (avec les bras de centaines de milliers d'esclaves) du canal de la mer Blanche à la Baltique » (*Pravda,* 27 novembre 1935).

En 1936 — en tout cas au début de l'année — la position de Iagoda paraissait inébranlable. Mais lorsqu'il apprit de Pletnev et Lévine l'allusion diabolique de Staline à la possibilité qu'il fût « de mèche » avec des médecins capables d'ad-

ministrer du poison en guise de médicament, lorsqu'il comprit que Staline était psychiquement atteint et que les soupçons les plus délirants pouvaient germer dans sa tête, ce fut pour lui comme un coup de massue. Il sentit le sol se dérober sous ses pieds. Une fois déjà, en 1934, Staline l'avait menacé avec fureur pour n'avoir pas assez protégé Kirov.

Jusqu'en 1929, Iagoda avait des liens personnels avec les communistes de droite, surtout Rykov, liens d'autant plus légitimes que ce dernier était à l'époque président du Soviet des commissaires. Mais depuis, il ne servait que Staline seul, exécutant scrupuleusement tous ses ordres, dépistant, emprisonnant, déportant les adversaires de sa politique tant à droite qu'à gauche. C'est Iagoda qui pourchassa, en 1932, l'opposition communiste de droite dirigée par Rioutime, et lui encore qui organisa les procès de Zinoviev et de Kamenev.

Après ses entretiens avec Pletnev et Lévine, l'idée ne lui vint-elle pas qu'il n'était qu'un instrument aveugle aux mains d'un fou ? Pourtant il faut croire que ce n'était pas là ce qui l'inquiétait : Staline étant malade, cela pouvait donner lieu à d'importants changements politiques, quelles en seraient les conséquences pour lui ? Voilà ce qui intéressait Iagoda, arriviste invétéré. Il interrogea Lévine et Pletnev pour savoir jusqu'à quel point la maladie de Staline était grave, quelles formes elle pouvait prendre, comment elle risquait de se terminer.

Les médecins répondirent qu'à leur avis un repos complet et un traitement approprié pourraient peut-être ramener Staline à un état normal, mais que si la maladie continuait à évoluer comme depuis 1935, il fallait s'attendre à une triste fin : folie complète et manifeste, hémorragie cérébrale, paralysie. Ils ajoutèrent toutefois que la question était si importante qu'une réponse bien motivée ne serait possible qu'au cas où, d'accord avec Iagoda, ils pourraient consulter en secret certains de leurs confrères. La consultation eut lieu sans nul doute et, plus tard, Staline en eut connaissance, d'où, en 1937, l'arrestation, puis l'exécution de nombreux médecins. Il est à présumer que c'est précisément des milieux médicaux, profession suspecte aux yeux de Staline et qu'il exécrait, que vinrent les « chuchotements » grâce auxquels les entretiens de Staline avec Pletnev, de Iagoda avec Pletnev et Lévine ont filtré.

En attendant les événements, Iagoda décida de consolider sa situation en s'appuyant sur quelque membre influent du Politbureau. C'est ce qui explique sa visite à Ordjonikidzé et la confidence qu'il lui fit sur l'arrestation projetée de Piatakov. Il se peut, mais ce n'est qu'une supposition, qu'au cours de son entrevue avec Ordjonikidzé, il fit part de ce que disaient les médecins. N'est-ce pas cela qui, un peu plus tard, allait inciter Ordjonikidzé à lancer avec rage à Staline : « ... Tu es fou, je le sais maintenant ! Tu es psychiquement malade... » ?

Iagoda, en dehors des médecins, avait au Kremlin les yeux et les oreilles dont il avait besoin. Staline, à son tour, avait au sein même du Guépéou les oreilles et les yeux qui lui étaient nécessaires — des agents secrets dont Iagoda ignorait le rôle. Les visites de Lévine et de Pletnev à Iagoda, des propos sur sa maladie, furent rapportés à Staline, et en vérité point n'est besoin d'être grand psychanalyste pour deviner comment cela fut compris par un cerveau dément. Si des médecins peuvent l'empoisonner, « de mèche » avec Iagoda, c'est qu'il y a complot et par conséquent, au nom de la plus haute « vigilance », il faut écraser ce complot. En premier lieu, de toute urgence, il importe d'écarter Iagoda, sans quoi Staline risque d'avoir le sort de Kirov.

C'est ainsi que, fin septembre 1936, se produisit un événement inattendu et qui créa une immense sensation dans toute l'U.R.S.S. Personne n'a expliqué jusqu'à présent pourquoi, sans rime ni raison, le glorieux chef de la « cohorte tchékiste d'acier », le plus dévoué exécuteur des hautes et basses œuvres de Staline, fut brusquement relevé de ses fonctions, relégué au petit poste de « commissaire aux Liaisons », c'est-à-dire des Postes et Télégraphes.

Le titulaire en était alors Rykov, déchu de son rang de président du Soviet des Commissaires, et la presse soviétique, sur les instructions de Staline, le pourchassait, le représentant comme un incapable, inapte même à diriger les Postes et Télégraphes. Le 26 septembre 1936, Rykov est révoqué du commissariat aux Liaisons et, avant d'être arrêté, puis mis à mort, vivra quatre mois à l'état de « chômeur ». Les P.T.T. sont, pour les grands personnages soviétiques, une pente descendante, et Staline enjoint rageusement à Iagoda de s'y mettre. A la place de Iagoda, il nomme Iejov, chef du service des cadres du Parti et principal personnage de l'espionnage stalinien, qui venait de mener à bien une campagne de révision des cartes du Parti, opération soldée par l'exclusion de 270.000 communistes déclarés suspects.

En même temps Staline écarte du Kremlin un « autre » conspirateur, le professeur Pletnev. Son éviction se fait non par un simple congédiement mais à l'aide d'une accusation infâmante, inventée de toutes pièces par le cerveau vindicatif du paranoïaque. Dans le journal moscovite du soir paraît une note annonçant que, dans un accès de sadisme, Pletnev a violé, après l'avoir mordue au sein, une malade, la « citoyenne B. » venue le consulter. Tout cela, machiné on ne peut plus simplement. Iejov avait fait amener la « citoyenne B. » (une infirmière du nom de Beletskaïa ou Belova) au Guépéou où on lui mit le marché en main : dénoncer le viol commis par Pletnev ou être expédiée à tout jamais dans un camp de concentration. Epouvantée, la « citoyenne B. » déclara bien entendu tout ce qu'on exigeait. Déshonoré, Pletnev est alors chassé du Kremlin ainsi que de tous les établissements où il enseignait. C'est un homme fini. Au « troisième » conspirateur, le docteur Lévine, le coup n'a pas encore été porté, mais déjà l'araignée tisse sa toile autour de cette mouche.

Staline croit déjà fermement à cette époque que les médecins, de concert avec Iagoda, préparaient un attentat contre lui, mais il ne veut pas monter une affaire avec cette accusation directe. Il juge cela dangereux pour lui et voici pourquoi : il est le « maître du monde », « le plus grand homme de tous les temps et de tous les peuples » et sa santé est une question d'importance mondiale. Il faut toujours auprès de lui des médecins pour fortifier par tous les moyens et soutenir sa précieuse existence. Il s'est déjà fait faire une opération de rajeunissement et, plus tard, aura recours aux méthodes de Bogomoletz, puis, déçu par ce traitement, donnera l'ordre (en 1952) d'effacer, d'annihiler la gloire médicale du professeur Bogomoletz. Mais les médecins lui inspirent depuis longtemps de la méfiance.

Cela doit remonter sans doute à 1925, lorsque, sur ses instances, fut opéré à l'hôpital du Kremlin le commissaire à la Défense Frounzé, intervention chirurgicale qui, comme le voulait Staline, causa la mort de Frounzé. Les médecins n'avaient fait qu'obéir aux ordres. Donc, on peut faire pression sur eux. N'est-ce pas risqué de faire naître dans la tête des médecins la dangereuse idée que, comme Pletnev et Lévine, ils pouvaient l'empoisonner, le tuer, sous couvert de soins ? Il faut donc dénoncer les crimes de Plet-

nev et de Lévine, puis les châtier sous un autre prétexte. Pletnev et Lévine sont, bien entendu, des assassins, mais qui ont-ils tué ?

Staline, en proie à ses obsessions, tisse sa toile, invente et prend au sérieux son délire, contraignant son entourage à en faire autant ou à faire semblant. Quiconque le désapprouve est son ennemi. Le 10 mai 1934 était décédé le président du Guépéou, Menjinski ; le 11 mai 1934, Maxime Pechkov, fils de Maxime Gorki ; le 25 janvier 1935, le membre du Politbureau Kouïbychev ; le 18 juin 1936, Maxime Gorki. Pletnev et Lévine soignaient toutes ces personnalités ; donc ils les ont tuées. Logique non d'un esprit sain, mais d'un fou, et l'on sait que la *perversion des facultés logiques* est un des éléments de la paranoïa stalinienne. Staline savait que le médecin qui traitait le plus souvent Menjinski était Kazakov, les méthodes appliquées par lui, les *lisates,* avaient même été discutées au Politbureau. Il faut mettre la main sur lui par la même occasion ; pourquoi n'appartiendrait-il pas à la catégorie des médecins capables, sous la pression de « l'encerclement capitaliste », d'assassiner Staline et ses collaborateurs ?

Tout cela se trouve, pendant des semaines, à l'état de mythe en gestation. C'est seulement après avril 1937, quand seront arrêtés Iagoda, Pletnev, Lévine, Kazakov et leurs « complices », après que, sous la pression de Iéjov et de ses juges d'instruction, les accusés commenceront à « avouer » et Vychinski à arranger et mettre bout à bout leurs aveux pour fabriquer l'acte d'accusation, que se précisera plus concrètement le contenu de ce mythe créé dans le *delirium tremens* du « grand chef », dont les cauchemars pèsent littéralement sur la vie de millions de malheureux sujets soviétiques.

Point n'est besoin, ici, de remettre en mémoire tous les détails du monstrueux procès des 2-13 mars 1938 (Boukharine, Rykov, Rakovski, Krestinski, Iagoda et autres), unique dans les annales judiciaires. L'affaire des médecins assassins en constitue pour ainsi dire, un chapitre à part, les audiences des 8 et 9 mars lui furent consacrées. Les principaux personnages y sont Iagoda, les trois médecins (Lévine, Pletnev, Kazakov) et trois secrétaires, ceux de Iagoda, de Kouïbychev et de Maxime Gorki. Aux trois derniers, en leur qualité de familiers des « assassinés », était dévolu le rôle de témoins confirmant le bien-fondé des accusations. Parmi eux Boulanov, secrétaire de Iagoda, est le témoin le plus prolixe, le plus important et qui sait tout. Il a appris par cœur la version inculquée aux interrogatoires et lorsque, à l'audience, il oublie quelque chose ou s'embrouille, Vychinski lui vient immédiatement en aide en lui posant des questions qui lui font retrouver le fil.

L'acte d'accusation contre Iagoda contient tous les éléments et accessoires du délire habituel de Staline. Il y a là, bien entendu, « l'encerclement capitaliste » qui pourrit à tel point les citoyens soviétiques, et parmi eux les communistes du plus haut rang, que Iagoda et ses proches deviennent tous des espions, des saboteurs et des diversionnistes. Il y figure, naturellement, Trotski, principal agent des services de renseignements étrangers, qui insiste pour livrer l'Ukraine aux Allemands et la région maritime d'Extrême-Orient aux Japonais. L'image de cet homme qu'il hait, qui l'accable, Staline n'en sera apparemment délivré que lorsque les agents du Guépéou auront tué Trotski au Mexique.

On apprend ensuite que Iagoda, d'une part, était étroitement lié aux conspirateurs de droite, Rykov, Enoukidzé, Boukharine qui, sur son ordre, avaient participé, avec Kamenev et Zinoviev, à l'assassinat de Kirov ; d'autre part, qu'il soutenait les trotskistes et, selon Boulanov, aidait Trotski lui-même en lui envoyant de gros paquets de dollars. Tout cela Iagoda le faisait pour rétablir le capitalisme, renverser le régime communiste et, en attendant, supprimer les hommes éminents dévoués à Staline.

Pour comble Iagoda, avant de quitter son poste, et afin d'empoisonner Iejov, avait donné l'ordre à Boulanov de vaporiser un « mélange de mercure et d'un acide quelconque » dans le bureau où allait travailler le nouveau Commissaire. Mais c'est surtout « l'assassinat » de Menjinski, Kouïbychev, Gorki et Pechkov qui doit retenir l'attention.

Des « assassinés » que personne n'a tués

L'hypothèse selon laquelle Iagoda — réellement grand scélérat — pouvait désirer et hâter la mort de Menjinski, son supérieur, paraît parfaitement plausible. Pourtant, à l'audience, Iagoda avoua sans hésitation des absurdités et invraisemblances comme l'assassinat de Gorki et de Kouïbychev, tout en niant avec feu celui de Menjinski, le plus vraisemblable. Il le fit sciemment, laissant entendre ainsi à ceux qui voudraient voir clair dans son affaire combien l'accusation était futile.

Il n'avait pas tué Menjinski, lequel était gravement malade depuis 1926, atteint d'artério-sclérose avec de graves accès d'angine de poitrine et d'infarctus du myocarde. Les dernières années, il ne pouvait même plus marcher et restait étendu. Toute émotion lui était dangereuse. Il restait nominalement chef du Guépéou, mais Iagoda dirigeait tout, Menjinski ne le gênait absolument en rien. Menjinski était notoirement un cadavre vivant, on pouvait s'attendre chaque jour à sa mort, et Iagoda n'avait aucune raison de charger Lévine et Kazakov de l'achever.

D'ailleurs aucune entente n'eût été possible entre ces médecins pour un assassinat. Ils étaient en termes extrêmement hostiles. Lévine, comme la plupart des médecins de Moscou, tenait Kazakov pour un charlatan aux mains de qui le gouvernement n'en avait pas moins remis un institut de médecine expérimentale. *Personne n'avait tué Menjinski,* mort de mort on ne peut plus naturelle. Seul le délire de Staline associait Lévine et Kazakov à son cadavre. Pourquoi, dès lors, ces médecins avouèrent-ils néanmoins avoir mis à mort non seulement Menjinski mais aussi d'autres personnages ? Simplement parce qu'aux interrogatoires les juges d'instruction de Iejov leur laissaient entrevoir la vie sauve s'ils avouaient et si, pour atténuer leur culpabilité, ils chargeaient Iagoda comme les ayant menacés, pour les faire obéir, de les exterminer eux et leurs familles.

Comment eut lieu « l'assassinat » de Kouïbychev, commis parce qu'il était un des membres les plus actifs de l'entourage de Staline ? Dans les comptes rendus falsifiés du procès publiés officiellement sous le titre : *Le procès du bloc des droitiers et des trotskistes antisoviétiques,* on trouve, page 648, la déposition de Maximov-Dikovski, secrétaire de Kouïbychev. Enoukidzé, en étroit accord avec Iagoda, lui aurait annoncé : « *Le centre des droitiers, d'accord avec les trotskistes, avait décidé d'entreprendre un certain nombre d'actes terroristes contre les membres du Bureau politique. On devait réaliser ce plan en*

ruinant la santé des chefs. Un certain nombre de médecins de la Direction sanitaire du Kremlin avaient été enrôlés à cet effet. Vous devez prendre part à l'acte terroriste dirigé contre Kouïbychev, les préparatifs sont déjà amorcés. Les médecins Lévine et Pletnev sauront faire leur besogne. Ce qu'on vous demande, c'est d'abord de leur permettre de visiter fréquemment le malade. » C'est tout ce qu'on apprit de ce principal « témoin ». Or voici ce qu'il faut savoir : « *Depuis longtemps le cœur de Kouïbychev était en mauvais état. Il souffrait d'une lésion des vaisseaux du cœur, d'une myocardite et avait des accès d'angine de poitrine* » (Op. cit., p. 570).

Atteint de ce mal, il n'aurait pas dû mener le genre de vie qu'il menait. Son travail de membre du Politbureau et de président du Gosplan était au-dessus de ses forces. Les continuelles réunions du soir l'épuisaient, mais Staline y tenait, lui qui souffrait d'insomnie et appelait au téléphone tant les membres du Politbureau que d'autres personnes à deux ou trois heures du matin. En outre Kouïbychev abusait de l'alcool, du café et de beaucoup d'autres choses. Parti en mission, fin 1934, en Asie centrale, il y tomba sérieusement malade (aucun médecin de Moscou ne se trouvait auprès de lui), revint à Moscou dans un état très affaibli et mourut peu après. *Personne ne l'avait tué.* L'autopsie montra que « la mort était survenue à la suite de l'obstruction de l'artère coronaire antérieure par un caillot de sang (thrombus) formé par suite d'une artério-sclérose générale nettement caractérisée ».

Le bulletin médical était signé par Kaminski, commissaire à la Santé ; Khodorovski, chef de la Direction médicale et sanitaire du Kremlin ; Levinson, adjoint à la Direction médicale et sanitaire; le professeur A. Abrikossov; l'académicien Krol, médecin-chef de l'hôpital du Kremlin ; B. Kohen, assistant du médecin-chef de cet hôpital; A. Serebrov, adjoint au chef du service sanitaire du N.K.V.D.; les docteurs Lévine, Volkov, Lejava; et F. Abrikossova, assistante du professeur Abrikossov.

Sur cette liste ne figure pas Pletnev qui, au procès, indiqua en passant qu'il était allé très rarement chez Kouïbychev en qualité de médecin *Il ne l'avait pas soigné.* Il ne saurait être question d'une participation quelconque de Pletnev à l'assassinat de Kouïbychev. Mais tout aussi absurde est l'accusation contre Lévine. Celui-ci n'était pas seul à soigner Kouïbychev, qui se trouvait sous la surveillance de deux autres médecins du Kremlin, l'académicien Krol et le docteur Kohen. Ils n'auraient pas pu ne pas remarquer les méthodes criminelles de Lévine, si tel avait été le cas. Pourquoi n'étaient-ils pas jugés complices ? Parce qu'à ce moment, ils n'étaient pas encore désignés comme victimes par Staline.

L'assassinat de Gorki est présenté dans l'acte d'accusation d'une façon incroyablement absurde. Gorki aurait été assassiné, selon la *Grande Encyclopédie Soviétique,* « par des ennemis du peuple appartenant à l'organisation trotskiste de droite, agents de l'impérialisme contre lequel il avait courageusement lutté. » Iagoda et les autres inculpés déposèrent qu'il fallait tuer Gorki parce qu'il était un admirateur de Staline, un ardent défenseur de sa politique, chose très importante en raison de l'influence dont jouissait l'écrivain tant en U.R.S.S. qu'à l'étranger. Le secrétaire de Gorki, Krioutchkov, déclara qu'obéissant à l'ordre de Iagoda, il avait pris les dispositions suivantes : « *Maxime Gorki passa l'hiver* 1935-1936 *à Tesseli, en Crimée. J'habitais Moscou mais toutes les trois ou quatre semaines je me rendais en Crimée. Je faisais faire de longues promenades à M. Gorki* (qui l'épuisaient et lui étaient nuisibles!), *j'allumais régulièrement des feux de camp. Leur fumée avait naturellement une influence néfaste sur les poumons ravagés de Gorki* » (Op. cit., p. 625). Telles sont les inepties motivant l'affaire de « l'assassinat de Gorki ».

Laissant de côté ces fables, on peut établir avec précision les circonstances et la cause de la mort de Gorki. Revenu de Crimée, Gorki, le 1er juin 1936, eut une grippe, pour la septième fois de sa vie. La grippe prenait toujours chez lui une forme grave et cette fois, par suite de complications, fut très sérieuse. Le 8 juin, affirment les troubadours soviétiques, il « se sentit considérablement mieux » car il reçut la visite de Staline, venu le voir en compagnie de Molotov et de Vorochilov. « La visite du grand chef des peuples de l'Union soviétique, le camarade Staline, et de ses plus proches compagnons d'armes insuffla au malade des forces nouvelles et une nouvelle énergie », (*Pravda,* 20 juin).

Annonçant pour la première fois que Gorki était sérieusement malade, la *Pravda* ajoutait : il « se trouve sous la constante et étroite surveillance du professeur G.F. Lange et du docteur L. G. Lévine ». Indication très importante, qui permet de voir que, dès les premiers jours de sa maladie, Gorki ne fut nullement soigné par le seul Lévine. A partir du 6 juin, en raison de l'aggravation de son état, les professeurs Kontchalovski et Pletnev sont appelés en renfort. Puis les bulletins de santé portent la signature du commissaire à la santé Kaminski, du chef de la Direction médicale du Kremlin, Khodorovski, de Kontchalovski, Lange, Lévine et Pletnev. De plus, à partir du 6 juin, Gorki a auprès de lui le professeur Speranski qui déclare à un collaborateur de la *Pravda* que « pendant douze nuits il avait été *en permanence* auprès de Gorki ». Lévine et Pletnev pouvaient-ils, dans ces conditions, tuer l'écrivain par des méthodes criminelles de traitement ?

Ils n'auraient pu le faire qu'étant de connivence avec les trois autres médecins, mais de ceux-ci l'acte d'accusation ne dit rien, ne mentionne même pas leur nom. Car Lange, Speranski et Kontchalovski n'étaient pas entrés dans l'imagination malade de Staline comme des hommes attentant à sa vie, tels n'étaient *alors* que Lévine et Pletnev, soi-disant « de mèche » avec Iagoda. En conséquence, d'après la version de Vychinski, il n'y avait eu aucun autre médecin auprès de Gorki et donc, sans personne pour les gêner ou contrôler, les « médecins assassins » purent sur l'ordre de Iagoda achever sans encombre l'écrivain souffrant. Le bulletin de décès signé de cinq médecins, puis l'autopsie pratiquée par le professeur A. V. Davidovski, donnent le compte rendu suivant :

« Maxime Gorki avait contracté une grippe qui se compliqua ensuite d'un catarrhe des voies respiratoires supérieures et de congestion pulmonaire. La mort survint consécutivement au processus inflammatoire aigu du lobe inférieur du poumon gauche, entraînant une forte dilatation du cœur et une paralysie cardiaque. A la grave tournure prise par la maladie et à son issue fatale ont fortement contribué les vastes altérations chroniques des deux poumons, la dilatation des bronches, la sclérose, l'emphysème, la symphyse des plèvres et l'immobilité de la cage thoracique consécutive à l'ossification des cartillages des côtes. Ces altérations chroniques créaient à elles seules, dès avant la congestion pulmonaire, de grandes difficultés respiratoires qui devinrent particulièrement pénibles et difficiles à combattre dans les conditions de l'infection aiguë. »

Ce bulletin médical (dont, pas plus que pour Kouïbychev, il ne fut question au procès) est reproduit ici pour mettre fin une fois pour toutes au mythe de l'assassinat de Gorki. *Personne ne*

l'a tué. Que cet homme ait pu vivre jusqu'à soixante-neuf ans avec toutes ses maladies, avec une tuberculose qui ne lui laissait qu'un tiers des poumons, cela tient du miracle. Quant à « l'assassinat » de Pechkov, commis par les conspirateurs pour « causer de la peine » à Gorki et faire ainsi de lui un « vieillard débile » inapte à soutenir Staline, il est à peine besoin d'en parler. *Personne n'a tué Pechkov.* Celui-ci, enrôlé par Iagoda au nombre des petits agents secrets du Guépéou, était un paresseux, un propre à rien et un ivrogne. Tombé au printemps en état d'ivresse et couché plusieurs heures sur un sol froid et humide, il avait contracté une forte congestion pulmonaire dont il mourut : on ne guérit pas toujours de congestion pulmonaire (la pénicilline n'existait pas encore).

Trotski, dans sa biographie de Staline, écrit sur le procès de 1938 que « *tous les détails de ce procès portent l'empreinte ineffaçable de Staline. L'œuvre est fondamentalement la sienne.* » Cela ne fait aucun doute. Les juges d'instruction et Vychinski suivaient strictement le chemin tracé par Staline, sans oser s'écarter d'un iota du schéma prescrit. Mais Trotski dit quelque chose de plus : « *Tout n'était pas mensonge dans ce procès. Il y avait bien des empoisonnés et des empoisonneurs et tous les empoisonneurs n'étaient pas dans le box des prisonniers.* » Trotski laisse ainsi entendre que Staline aurait empoisonné Gorki, lequel, dans les derniers temps de sa vie (apparemment à partir de la fin 1935), avait cessé de le glorifier. Staline, dans ses accès de paranoïa (de cela Trotski ne se doutait même pas), était capable des actes les plus sanglants, les plus sales, les plus sinistres, mais lui imputer l'assassinat de Gorki est de trop. *Personne n'a tué Gorki.* Parler de la « mort mystérieuse » de Gorki, de Menjinski et de Kouïbychev, comme d'aucuns le font, est injustifié. A la différence de celle d'Ordjonikidzé, il n'y a rien de mystérieux dans leur mort.

Maintenant on peut comparer le procès des médecins en 1938 et l'affaire des médecins en 1953. L'analogie est complète. Même auteur et metteur en scène, même schéma, même délire. En 1938, « l'encerclement capitaliste » dont on ne saurait se passer, est représenté principalement par l'espionnage allemand. En 1953, changement de décor et, conformément à la nouvelle situation internationale, « l'encerclement capitaliste » est représenté par les services de renseignements anglo-américains. Même accusation, volonté des ennemis, espions, diversionnistes, « d'exterminer » les cadres dirigeants de l'Union soviétique, donc Staline aussi.

En 1938, les principaux assassins sont les médecins. Seize personnes appartenant à la profession médicale ont subi l'arrestation, les interrogatoires, la terreur : Lévine, Pletnev, Kazakov, les cinq experts, Khodorovski, ainsi que six, et d'après certaines indications huit, autres médecins. Tous ceux-ci furent « liquidés » sans jugement.

En 1953, au lieu de seize médecins pris dans la toile de l'araignée, on en compte vingt-trois. Les médecins terrorisés qui, en 1938, en qualité d'experts, déposèrent leurs conclusions sur les « méthodes criminelles de traitement » de leurs confrères, deviennent à leur tour des médecins terroristes.

D'après l'acte d'accusation de 1938, les médecins assassins aux ordres des ennemis avaient tué Menjinski, Kouïbychev, Gorki et le fils de ce dernier. En 1953, les médecins terroristes sont accusés d'avoir assassiné Jdanov, Chtcherbakov, et d'avoir voulu tuer d'autres personnalités importantes. Ces assassinats n'ont jamais été commis. Tout cela n'est que délire. Pour s'exprimer dans le langage du communiqué officiel du 4 avril 1953, les accusations de 1938 et de 1953 n'étaient rien moins qu'une « infâme calomnie contre des personnalités honnêtes et respectées de l'Etat soviétique ».

En 1936, l'invention des médecins assassins était née dans la tête de Staline sous l'effet du délire, d'une peur divagante, de la manie des persécutions, de l'idée d'un attentat préparé contre sa personne sacrée. La peur, avivée par des hallucinations et visions de cauchemars nocturnes, fut l'impulsion initiale de la purge sanglante organisée par lui, des exterminations massives. En 1936, selon l'avis de Pletnev et de Lévine, Staline était au paroxysme de la paranoïa. De toute évidence, il s'est trouvé en 1953 dans le même état psychique. Certes, ce ne sont pas les étrangers l'ayant vu quinze ou trente minutes en 1953 qui ont pu s'en rendre compte, et quant aux hommes du Kremlin, ils ne diront rien.

***

Depuis deux cents ans, trois tsars fous ont régné : Pierre III (1761-1762), à demi-fou, tué par les partisans de Catherine II ; Paul 1er (1796-1801), étouffé par les conspirateurs ayant à leur tête le comte Pahlen, gouverneur militaire de Pétersbourg ; et enfin Joseph Djougachvili-Staline (1929-1953) dont rien n'a été révélé des circonstances de la mort ni à la Russie, ni au monde, hors le communiqué annonçant que, dans la nuit du 1er au 2 mars, Staline avait été frappé d'hémorragie cérébrale, de paralysie, et avait perdu l'usage de la parole. Qui était à ce moment auprès de lui, qui avait-il vu avant cela, on n'en souffle mot. Mais les hommes du Kremlin étaient parfaitement informés du cours de sa maladie, ce grand secret du Kremlin ; pendant plusieurs années, chaque mois et parfois deux fois par mois, Béria présentait au Politbureau un rapport détaillé sur la santé de Staline.

Sans aucun doute, la mort de Staline a été un immense soulagement, même une joie pour les successeurs. Il leur était, en effet, évident que Staline couvait une entreprise démentielle, une répétition de la sanglante purge de 1936-1938. Et personne, ni Molotov, ni Malenkov, ni Béria, ni Kaganovitch, ni Boulganine, littéralement personne, n'était assuré d'éviter une balle dans la nuque, de ne pas se retrouver dans les rangs des « ennemis du peuple », des espions et agents de « l'encerclement capitaliste ».

Après la disparition du « grand chef », le directoire a réalisé quelques réformes pour tenter d'améliorer ses relations avec le pays et avec l'extérieur. Il n'y a là rien d'étonnant : comment conserver l'héritage de Staline créé en état de psychose, voire au paroxysme du *delirium tremens* ? On pouvait s'attendre qu'avec l'abandon, souvent souligné aujourd'hui par la presse soviétique, de la dictature *personnelle*, despotique, au profit de la « direction collective », les procédés politiques du nouveau gouvernement prennent un caractère un peu différent, plus sain et moins barbare.

Pourtant les derniers événements, par exemple l'explication du mouvement des ouvriers allemands par les menées des « impérialistes », ou le brusque renversement de Béria comme « agent des puissances étrangères », montrent que les méthodes staliniennes demeurent tenaces. Par suite des antagonismes au sein du directoire, Béria, hier encore tout-puissant, l'homme qui sait le plus de secrets du Kremlin, devient aujourd'hui un autre Iagoda, et, comme Iagoda, finira sa vie avec une balle dans la nuque. Staline est mort, mais non le stalinisme. Son exemple subsiste, ses méthodes et ses techniques sont encore vivantes.

Notes complémentaires[1]

Le livre de F. Beck et W. Godin : *Russian Purge and the Extraction of Confession,* traduit de l'allemand (New York, The Viking Press, 1951), a pour auteurs deux anciens détenus des prisons de Kiev et de Kharkov. On aura une idée de leur qualité intellectuelle en lisant dans *Preuves,* numéro 31, le chapitre traduit en français sous le titre : *Simple histoire d'un historien.*

Dans leur livre, ils ont tenté notamment de classer et de résumer les diverses explications conçues dans les prisons soviétiques par les prisonniers eux-mêmes qui cherchaient à comprendre le *pourquoi* et le *comment* de leur incarcération tout en se sachant innocents et traités avec le maximum d'injustice. Ils ne mentionnent pas moins de *dix-sept* théories énoncées par les victimes en quête d'une réponse à l'angoissante question : *Pourquoi ?*

Car tout sujet soviétique plongé dans cet enfer commence nécessairement par s'interroger, puis par interroger ses compagnons d'infortune, sur les causes de son propre malheur et sur le sens du grand malheur collectif appelé « purge » ou « épuration », termes anodins qui signifient en réalité tortures et massacres. « Il n'y avait pas de question qui excitât tant les prisonniers que celle que le lecteur a dû se poser encore et encore : *Pourquoi ? Pourquoi ?* La question se discutait à perte de vue dans les cellules d'attente, dans les « niches à chiens » où les prisonniers étaient mis avant et après les interrogatoires », écrivent F. Beck et W. Godin qui, n'ayant pas la réponse, en donnent plusieurs.

Ils ont enregistré *dix-sept* théories inlassablement débattues dans leurs prisons par toutes sortes de gens, travailleurs manuels ou intellectuels, paysans et savants, fonctionnaires et commissaires du peuple, y inclus des tchékistes tortionnaires emprisonnés à leur tour. Personne ne comprenait rien à ce qui se passait, à tant d'horreurs insensées, d'abominations inutiles, et c'était à qui formulerait une explication plausible. Deux de ces « théories » sont consignées à titre de pure curiosité, sans parler de la théorie officielle, la version mensongère répandue par la propagande.

Parmi les quatorze autres tentatives d'explications, qui peuvent contenir chacune une part de vérité, figure cette théorie de la *Manie césarienne de la persécution* à laquelle notre Introduction se réfère. Voici le passage en question :

« La théorie de la manie césarienne de la persécution, bien entendu chuchotée seulement dans les prisons, illustre dans quelle mesure le public soviétique regardait les épurations comme extraordinaires et politiquement sans motif. On rappelait que la concentration d'un pouvoir fantastique dans les mains d'une personne, comme les Empereurs romains, Ivan le Terrible ou Philippe II d'Espagne, développe souvent chez l'autocrate des symptômes aigus de manie pathologique de persécution, l'incitant à se méfier même de ses plus proches appuis. Cela conduisait aux mesures les plus fantastiques pour assurer la sécurité de l'autocrate. On établissait un parallèle avec les mesures de sécurité d'une ampleur et d'une minutie incroyables dont Staline et ses plus proches associés s'entouraient eux-mêmes. Ces mesures prises pour la protection du gouvernement soviétique excédaient de loin celles du régime tsariste ou celles qui sont normales sous les autres dictatures.

« On se demandait sérieusement si Staline n'avait pas succombé à la manie de persécution des Césars et si l'importance de Iéjov ne tenait pas au fait que celui-ci spéculait sur la peur de Staline d'être assassiné, peur qu'il savait exploiter. En « démasquant » continuellement de nouveaux « complots » visant à renverser le pouvoir de Staline, il prouvait sa vigilance et son loyalisme envers son maître, il étendait ainsi sa mainmise sur le pays. L'ambition de Iéjov n'était pas seulement personnelle, il en résultait une énorme extension de pouvoir du N.K.V.D., lequel en pratique gouvernait complètement le pays. »

Il y a lieu de rappeler qu'à la suite de la disgrâce de Iéjov, celui-ci passait notoirement pour avoir été interné dans un asile d'aliénés, version la plus couramment admise alors que personne ne sait vraiment rien de son sort. Ainsi l'aliénation mentale devint l'explication majeure des tueries accomplies sous Iéjov et fut imputée à Iéjov lui-même, comme si ce dernier n'avait pas fait que mettre en œuvre les volontés de Staline.

Rappelons aussi que R.V. Ivanov-Razoumnik, dans son livre *Prisons et Déportations* paru aux éditions Tchékhov à New York, et dont le *B.E.I.P.I.* avait publié des pages saisissantes (n° 15, p. 5), rapporte que tout nouveau-venu dans les prisons commence par se demander à haute voix: *Pourquoi ?* et plus particulièrement : *Pourquoi moi ?* ce qui provoque d'amères exclamations chez les autres détenus ni plus ni moins coupables. La question paraît insensée pour l'un comme pour les autres, car rien n'a plus de sens dans cette orgie de terrorisme décrétée par un tyran qui avait perdu la tête.

⁂

Dans le dernier numéro du *Flambeau,* de Bruxelles, dirigé par MM. Henri Grégoire, Anatole Muhlstein et Charles Moureaux, on peut lire sous la rubrique de *L'Astrolabe* la page suivante, signée Fax :

« Tout d'abord, il reste encore des observateurs (bien que leur nombre diminue tous les jours), qui croient à la mort naturelle de Staline. Nous sommes personnellement convaincu que le tyran est mort assassiné. Ses derniers mois, que, contrairement à l'habitude qu'il avait prise depuis des années, il a passés au Kremlin, ont été occupés par les préparatifs, et par les premières mesures d'exécution, d'une épuration dans le style de ses exterminations d'avant-guerre, et notamment d'un massacre général de l'élément juif, dont le procès des médecins était à la fois la justification et le prodrome. Ce nouvel accès *de folie sanguinaire* avait inspiré à des milliers d'hommes en place de telles craintes pour leur vie que les plus lâches trouvèrent la force de conspirer. L'hypothèse est rendue plausible par les lois générales de l'histoire des tyrannies et même des monarchies dites légitimes; elle seule peut rendre compte du « procès des médecins », qui n'est pas un épisode mais une illustration de la dernière pensée de Staline, des extraordinaires et surabondants bulletins de sa « maladie mortelle », copiés dans une encyclopédie médicale, de ses obsèques sommaires, de la condamnation de sa mémoire, *damnatio memoriae,* qui suivit immédiatement et qui devint de plus en plus complète. L'un de nous, ayant lu récemment quarante numéros successifs de la *Pravda,* n'y a pas trouvé une seule fois le nom de Staline... Ajoutons que les cendres du dernier Néron (entre tant d'autres émules his-

(1) Ces notes sont de la rédaction du *B.E.I.P.I.*, comme les deux pages d'Introduction.

toriques on choisit celui-là, avec raison car nul despote antique, médiéval ou moderne n'a mieux rappelé, par sa soif inextinguible d'éloges vantant son génie, la vanité du célèbre *artifex*), ajoutons que ses cendres étaient à peine refroidies que l'on détruisait son système, en lui déniant l'immortalité glorieuse qu'il avait exigée de son vivant — sous peine de mort, de milliers de morts, de millions de morts !

« Mais laissons Staline, laissons les morts enterrer leurs morts; jamais la grande parole n'aura été si littéralement justifiée. Laissons Staline, puisqu'enfin tout s'est passé, exactement, comme si le consensus de tous ceux qui redoutaient le sort de tant d'autres victimes du « grand saigneur » l'avaient fait périr d' « apoplexie provoquée », et plongé dans ce coma si scientifiquement — et en somme véridiquement décrit — par une légion d'esculapes analysant fort bien son agonie *quia est in ea — virtus mortifera.* Mort naturelle ou dirigée, peu importe. Ce qui importait, c'est que Staline disparût, et que l'on poussât un grand *ouf...* »

Il est évident que les circonstances mystérieuses de la mort de Staline, et voulues mystérieuses par l'entourage, vont dans le sens d'une mort non-naturelle, décidée par ce même entourage qui avait toutes raisons de craindre les conséquences d'une nouvelle crise démentielle et meurtrière. Neuf mois après l'événement, la presse et les éditions soviétiques, si prolixes en *Staliniana* du vivant de Staline, n'ont rien publié, absolument rien, sur les derniers jours du personnage, ses dernières heures, ses paroles, ses projets, sa vie... exemplaire. Que signifie un tel silence autour de la fin d'un homme de telle importance ?

⁂

Un de nos collaborateurs nous signale une conférence du professeur A. P. Philipov, récemment publiée à Munich par l'*Institut pour l'étude de l'Histoire et de la Culture de l'U.R.S.S.*, et dont le rédacteur de l'Introduction au présent numéro du *B.E.I.P.I.* n'avait pas eu connaissance. Le professeur A. P. Philipov, parlant sur le thème : *La culture au service de l'Etat totalitaire,* traite entre autres de la façon dont Staline s'est érigé en incarnation de l'histoire de l'humanité :

« Ainsi considère-t-il que l'histoire de l'humanité se développe exclusivement aux fins de l'engendrer en tant que « grand chef des peuples », ce qui ressort de ses remarques à propos d'un manuel d'histoire médiévale et moderne qu'il a signées avec Jdanov : le moyen âge ne se termine qu'à la grande révolution française et celle-ci n'a de sens que préparatoire à la révolution bolchéviste russe dont il est le chef, lui, Staline. Toute la littérature et tous les arts dans les pays soumis à son pouvoir doivent recourir exclusivement au « réalisme socialiste », c'est-à-dire à une méthode de falsification des réalités afin de le glorifier personnellement...

« ... Dans cette œuvre, Staline n'est comparable qu'à l'empereur romain Caligula qui se proclama dieu, érigea des temples en son propre honneur et nomma consul son cheval préféré, — mais un Caligula du XX^e^ siècle. La prétention de Staline d'être un grand savant et philosophe ne se distingue en rien de la prétention de l'empereur romain Néron d'être grand chanteur et artiste ».

Ce parallèle avec Caligula et Néron, aussi spontané chez M. Philipov que dans l'esprit de notre rédacteur, chacun ignorant l'autre, méritait d'être noté. Il est certain que d'autres observateurs ont dû y penser, même sans fixer spécialement leur attention sur le phénomène d'aliénation mentale.

⁂

Un livre vient de paraître à New York : *The Secret History of Stalin crimes,* by Alexander Orlov (Random House), et cet ouvrage tout récent n'a pas eu le temps d'arriver à Paris, mais le *New York Times Book Review* du 18 octobre en donne un compte rendu par M. Louis Fischer, ancien communiste stalinien, auteur de plusieurs ouvrages sur la Russie soviétique. Voici un passage de son article :

« Les grands procès des années 30 à Moscou se heurtèrent à un scepticisme considérable dans et hors l'Union soviétique, mais par une certaine déférence envers la période pré-stalinienne de la Révolution, beaucoup répugnaient alors à croire que Staline eût converti le Kremlin en cour orientale du XVI^e^ siècle où l'intrigue, la vindicte et l'ambition l'emportent sur l'idéologie. Les développements ultérieurs, cependant, y compris la quasi self-déification et la déflation post-mortem accomplie par les héritiers qui, selon certains, ont pu avoir hâté la mort de Staline, prêtent créance à l'interprétation d'Orlov.

« Cette interprétation présente Staline *comme un fou,* un génie *paranoïaque,* semblable à certains Tsars de jadis, et aussi inventif que cruel. Le scenario des procès était l'œuvre de Staline lui-même. »

Toutes réserves faites sur le livre de cet Orlov, ancien tchékiste de la guerre d'Espagne qui ne semble pas pressé de révéler ses propres crimes et préfère disserter sur les crimes de Staline, nous retenons les expressions de M. Louis Fischer, *fou* et *paranoïaque,* écrites par un spécialiste des questions soviétiques avant d'avoir lu le texte publié d'autre part.

⁂

Dans le dernier n° de *Possev* (Les Semailles), journal hebdomadaire russe publié à Francfort et dont la rédaction a quelque contact avec des militaires soviétiques en Allemagne, on relève les phrases suivantes (n° 44, page 1) :

« Le bruit court à Moscou que dans les dernières années, Staline était tout simplement anormal. C'est par son état d'irresponsabilité qu'on explique ses vues pré-mortuaires relatives à la transition du commerce à l'échange des produits, sur la voie conduisant aux sommets lumineux du communisme. »

En effet, le dernier écrit de Staline réaffirme la nécessité de préparer le passage du commerce étatisé à l'échange des marchandises, comme étape ultérieure du progrès économique. On sait ce que les successeurs du tyran ont fait de cette recommandation suprême : en août, septembre et octobre, il n'a été question au Kremlin et dans la presse soviétique que de ranimer le commerce, de l'améliorer en prenant modèle sur le capitalisme, d'accroître les avantages matériels accordés aux cultivateurs capables de ravitailler le marché, de stimuler l'initiative privée et le goût de la propriété à la ville comme à la campagne.

On comprend qu'à la lumière du « tournant » actuel, les ultimes paroles de Staline apparaissent comme celles d'un pseudo-doctrinaire qui ne jouissait plus de toutes ses facultés mentales. Du petit article de *Possev,* il faut en tout cas retenir que la version du détraquement cérébral de Staline se répand à Moscou et passe la frontière.

D'autre part, un de nos correspondants russes qui habite la Suisse nous écrit, sans savoir ce que le *B.E.I.P.I.* allait publier, qu'à sa connais-

sance Staline se comportait à la fin de sa vie d'une manière absolument « anormale ». Notamment, parmi ses manies, l'une des plus significatives était de contempler longuement ses multiples portraits, de convoquer artistes et photographes pour les injurier et terroriser. Il avait des accès de rage au cours desquels il piétinait ceux de ses portraits qu'il jugeait insuffisamment flatteurs.

De fait, il est visible que l'obsession iconographique tenait une grande place dans le cerveau malade de l'émule d'Hitler. Cela n'a pas besoin d'être prouvé car la preuve s'est étalée tout au long des vingt dernières années de l'histoire de l'U.R.S.S., dans toutes les publications, les éditions, les encyclopédies, les manuels, et sur tous les murs. Un recueil des portraits de Staline illustrerait de manière frappante la démesure pathologique et la vanité obsessionnelle du personnage.

⁂

Il serait probant, enfin, de rassembler dans un recueil les éloges et dithyrambes, en prose et en vers, dont Staline était avide et qui ont tenu tant de place dans la presse et les éditions soviétiques, tant en U.R.S.S. qu'à l'étranger, depuis le cinquantième anniversaire du tyran (21 décembre 1929). On sait que ce concert lancinant de louanges sans mesure a cessé brusquement en mars 1953, comme sur un signe d'un invisible chef d'orchestre. La preuve est faite que ces flatteries inqualifiables étaient insincères et produites pour apaiser un mégalomane en délire. Les relire après coup laisse l'impression d'un phénomène de démence collective.

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIV° LE GÉRANT : M. COQUET, 30, RUE DE GRAMONT, PARIS 2°